

AU JAPON

**M. Nakasone
a été réélu
premier ministre**

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 4,80 kr. ; Espagne, 160 pes. ; États-Unis, 66 c. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 276 p. ; Liban, 0,350 L.L. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 90 p. ; Suède, 1,40 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Tchécoslovaquie, 130 ml. ; Yémen, 1,40 Y.

Tarif des abonnements page 6

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 686572
C.C.P. 4267 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

**Washington
contre l'UNESCO**

La polémique s'envenime entre Washington et l'UNESCO. Selon un responsable du département d'État, les États-Unis devraient en effet officiellement annoncer d'ici au 31 décembre leur décision de se retirer de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture - la plus connue, sous son sigle d'UNESCO, des agences de l'ONU. Mais, conformément aux statuts de l'Organisation, cette décision ne prendrait effet qu'à la fin de 1984 ; il restera donc douze mois avant que la rupture ne soit consommée.

C'est en fait que épreuve de force qui s'engage car le but de Washington, qui contribue pour un quart au budget de l'UNESCO, est de faire pression sur elle pour l'amener durant ce délai à infléchir une politique jugée systématiquement « hostile aux forces de la liberté, et certainement aux États-Unis ».

La crise qui s'ouvre connaît depuis neuf ans, depuis que l'Organisation avait exclu en 1974 l'État d'Israël de son groupe européen et l'avait privé de son aide culturelle sous l'accusation d'avoir altéré par des familles la « physionomie historique de Jérusalem ». Cette mesure avait été levée au bout de deux ans, mais avait fait scandale, car elle était ressentie aux États-Unis comme le signe du ralliement de l'Organisation aux thèses « politiques » des pays du tiers-monde les plus radicaux, et du bloc soviétique.

Ce sentiment s'était ensuite trouvé conforté par les efforts entrepris par l'UNESCO pour définir les règles d'un « nouvel ordre mondial de l'information » tendant à contrebalancer l'influence prédominante des grandes agences de presse occidentales. Cette volonté d'ordre, à l'échelle mondiale, soutenue par des États où la liberté de la presse n'existe pas, avait valu à l'UNESCO de nouvelles critiques sur sa conception de la culture.

A l'expiration de l'administration Reagan s'était ajoutée l'indignation des milieux libéraux, aussi hostiles à l'actuel président qu'à la définition, par des États rarement démocratiques, de la fonction et des devoirs des journalistes. Fin juin, le département d'État avait entrepris un « examen approfondi » de l'appartenance des États-Unis à l'UNESCO. Le débat avait essentiellement porté, au bout du compte, sur le meilleur moyen - maintien ou retrait - de peser sur une évolution jugée néfaste.

Il semble que, après une période d'incertitude de l'administration, un éditorial en faveur du retrait, publié par le « New York Times », le 16 décembre dernier, ait définitivement convaincu M. Shultz de recommander le retrait à M. Reagan, qui, selon la Maison Blanche, l'aurait entériné à la veille du week-end de Noël.

Sa décision est d'autant moins surprenante qu'elle exprime un engagement plus général des milieux conservateurs américains envers l'ONU et ses différentes organisations, auxquelles ils reprochent à la fois de lourdes dépenses, dont les États-Unis supportent largement le poids, et des votes souvent contraires à la politique de Washington. L'ambassadeur à l'ONU, M. Kirkpatrick, avait, début octobre, résumé d'une phrase ce sentiment en déclarant : « Les pays qui ont les votes ne paient pas la note, et ceux qui paient la note n'ont pas les votes ».

Noël de guerre à Beyrouth

Des affrontements et des bombardements ont éprouvé la capitale libanaise avant qu'un nouveau cessez-le-feu n'intervienne

De notre correspondant

Beyrouth. - Il a suffi que deux postes français soient évacués pour que Noël se déroule à Beyrouth au son du canon. Ce repli, face à la banlieue sud (chitté) de la capitale, opéré dans le cadre d'un regroupement du contingent français et suivi de l'évacuation d'une autre position le lendemain, à Beyrouth-Ouest, rue de Verdun, a pu paraître intempestif, la veille de Noël, aux Libanais, particulièrement aux chrétiens.

Personne ne conteste ici, pour autant, que la France, malgré le harcèlement dont ses soldats sont l'objet, est des quatre pays membres de la force multinationale le seul qui ne donne pas l'impression d'avoir des troupes en instance de départ. L'effet et la cause se confondent. C'est sans doute la raison pour laquelle son contingent est plus visé que les autres. C'est également parce qu'il est le seul présent dans la ville, à la fois aux côtés de l'armée libanaise, à certains de ses barrages et dans de nombreux postes qui, bien que protégés par des murs de terre, restent vulnérables aux canons suicides, ainsi que l'a montré l'attentat de mercredi dernier.

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, venu avec le chef

d'état-major, le général Lacaze, partager le Noël des troupes françaises au Liban, et leur manifester, selon ses propres termes, la solidarité de la nation, a personnellement supervisé la mise en place du nouveau dispositif de sécurité ; ce qui explique, sans la justifier, qu'elle ait été entreprise aussi vite ou, du moins pour les Libanais, à contretemps.

La population est d'ailleurs tiraillée entre des sentiments contradictoires, s'inquiétant de tout repli de la force multinationale, mais craignant tout autant les effets ravageurs des attentats qu'elle suscite pour le voisinage de ses postes, surtout en ville, les charges explosives augmentant en proportion des fortifications protégeant les contingents.

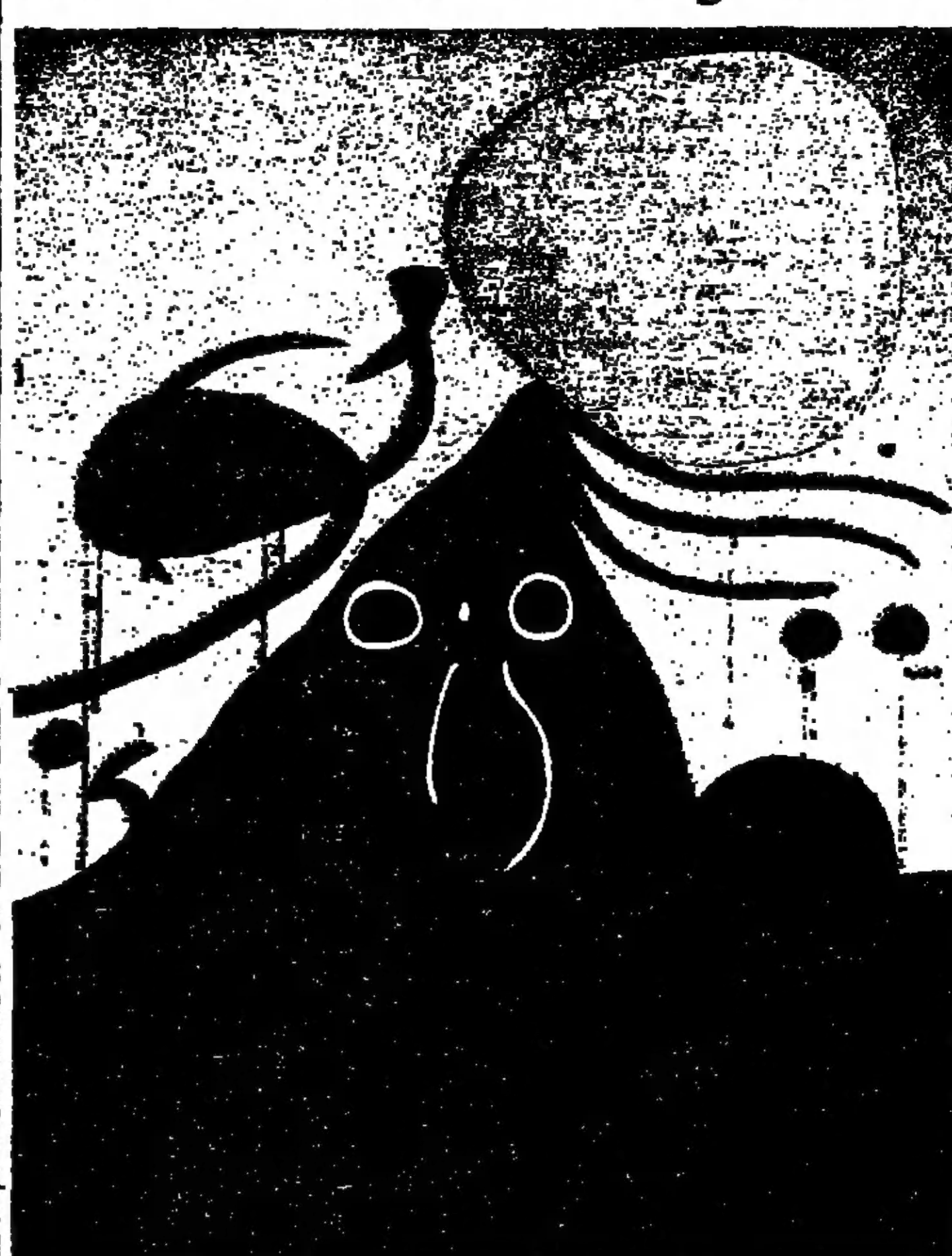
Commentant ce point, M. Hernu a déclaré : « Je ne sais pas si les troupes françaises font peur, mais je sais que les terroristes voudraient que les civils aient peur de nos soldats. Ce n'est pas encore le cas, mais c'est certainement un objectif recherché (...) Que serait-il advenu au Liban si le contingent français n'était pas là ? »

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

La mort du peintre Joan Miro

Fabuliste de notre temps, il avait créé un monde à lui une sorte d'histoire imaginaire de l'infiniment petit



Femme devant le Soleil, 1974

Le peintre espagnol Joan Miro est mort le dimanche 25 décembre, à Palma-de-Majorque, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

par ANDRÉ FERMIGIER

Avec Miro disparaît le dernier grand peintre de l'entre-deux-guerres et le dernier de ces artistes infatigables, fous de peinture, féconds jusqu'à leurs derniers jours, dont le premier demi-siècle a été prodigieux, inattendu, délicieusement incongruit, très voulu et parfois animé d'ambitions un peu trop grandes pour lui, mais toujours originale et d'une désarmante fraîcheur, l'œuvre de Miro occupe une place à part, unique dans l'art contemporain.

Miro a inventé la peinture poétique, branché son pinceau sur l'inconscient, créé un monde à lui, le « miromonde », comme on a dit, où les rêves des premiers âges donnent la main aux cauchemars d'Édipe, un monde qui est une sorte d'histoire imaginaire de l'infiniment petit, de l'atome primordial, de la nature, de la vie antérieure, à l'usage de ceux qui refusent les apparences et l'ordre de la création. Miro n'a pas laissé de mythes, bien que l'on songe à des mythes, mais il a été le fabuliste de notre temps.

Il a exprimé ce qui restait en nous tous d'enfance, dit, avec souvent beaucoup de force, nos tumultes et nos peurs, et, s'il lui est arrivé de regarder de façon un peu indécise la peinture de ses contemporains, c'est moins par défaut d'inspiration que par malice de bon ouvrier qui prend soin de bien ce qu'il trouve et sait toujours se remettre en question. La plus étonnante réussite de Miro est peut-être de ne pas s'être laissé dévorer par le grand méchant loup qu'était le plus illustre de ses compatriotes, et l'on a pu écrire qu'il était « le seul artiste qui a réussi à prendre autant qu'il le voulait à Picasso sans tomber dans l'imitation ou le plagiat ».

Miro était catalan. Comme Picasso (né à Malaga, mais formé dans le Catalogne de 1900). Comme Dalí. Comme Gaudí, auquel son œuvre sculptée doit beaucoup et dont les incroyables folies architecturales ont fait de Barcelone la seule ville où l'imaginaire ait jamais pris le pouvoir. Il est né en 1893. Il arrive à Paris en 1917, s'intéresse au cubisme, fait la connaissance de Picasso. Comme l'on voudrait qu'un récit nous ait été laissé de cette première rencontre ! Miro débarrassant chez Picasso, cela fait penser à une souris pénétrant dans la cage aux fauves et pas très rassuré sur son sort. Car rien n'était moins impressionnant, plus fragile en apparence, que la personnalité physique de Miro.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 7.)

LES ACTIONS DE COMMANDOS ESPAGNOLS DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

La traque des réfugiés basques

Bayonne. - Impossible de se méprendre sur la nature de la menace qui inquiète le Pays basque français. L'agression est des plus explicites, d'une précision déjà vérifiée au moins une fois.

En libérant, le 14 décembre, le fils d'un réfugié espagnol, M. Alfonso Segundo Marey, enlevé dix jours plus tôt, le mystérieux Groupe anti-terroriste de libération (GAL) avait clairement annoncé ses intentions. Des mots terribles concluaient son communiqué de revendication : « Vous aurez bientôt des nouvelles du GAL ».

Moins d'une semaine plus tard, le 19 décembre, le serveur d'un café bayonnais, Juan Ramon Oniedra, membre présumé de l'organisation séparatiste ETA, était assassiné par plusieurs tirs qui parvenaient à prendre la fuite. Le communiqué tombait peu après. Le GAL se rendait responsable de cet autre crime, et comme s'il voulait forger, de messages en actions, une chaîne de

De notre envoyé spécial

représailles, il ponctuait à nouveau sa revendication : « ... bientôt des nouvelles du GAL ».

Un enlèvement, une menace, un meurtre, une autre menace, le Pays basque français prend très au sérieux ces annonces et redoute une nouvelle victime parmi les Espagnols réfugiés dans les Pyrénées-Atlantiques. « Tout peut arriver, estime le sous-préfet de Bayonne, M. Alain Jézéguel, tout est possible. Ils peuvent frapper n'importe où. » « Ils », ce sont les « commandos de la mort » venus d'Espagne.

En cette fin d'année, l'Euskadi-nord retrouve le climat particulier de tension frontalière qu'elle avait connu par vagues successives, par exemple de 1975 à 1978 et de 1978 à 1981, quand les gouvernements successifs de Madrid avaient choisi de faire payer, au nord, les opérations terroristes déclenchées au sud des Pyrénées.

que espagnol. Les négociations entreprises par le gouvernement de M. Felipe Gonzalez se sont soldées par un échec, et seuls quelques dizaines de « repentis » ont accepté de déposer les armes. Aussi, comme par réflexe, les « contre-terroristes » se manifestent à nouveau. A Bayonne, dans les milieux de réfugiés comme du côté des autorités, on fixe avec précision la date de cette nouvelle campagne de représailles : le 19 octobre, jour où a été retrouvé au Pays basque espagnol, le corps d'un policier, le capitaine Martin Barrioc. Ce jour-là, l'ETA avait poussé le bouchon trop loin.

La semaine suivante, deux réfugiés basques installés à Bayonne, José Antonio Lasa, âgé de vingt et un ans, et José Ignacio Zabala, âgé de vingt ans, disparaissaient sans laisser de trace, manifestement « transportés » de force de l'autre côté de la frontière.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

Droit de réponse

Le professeur Tryphon Tournesol, de Moulinsart (Belgique), nous adresse la mise au point suivante :

« Le porte-parole du gouvernement français, M. Max Gallo, a cru bon de mêler le nom de Tintin, donc le mien, à l'affaire des avions renifleurs. Je vous prie de faire savoir à l'opinion française que je n'ai jamais, ni de près ni de loin, trempé dans cette ridicule histoire. »

« Mes recherches, connues dans le monde entier, ont depuis des décennies été couronnées de succès. Les appétits qu'elles ont suscités l'attestent amplement. J'indique que je poursuivrai, dans l'heure qui suivra, toute personne qui tentera de contribuer à l'abaissement de mes inventions. »

p.c.c. BRUNO FRAPPAT.

PLÉIADES

Paris

Les cigares Pléiades sont fabriqués exclusivement à la main à Santiago de Los Caballeros (République dominicaine) par des maîtres cigariers qui perpétuent les traditions cigarières de Cuba et de Saint-Domingue.

Sirius, double corona à l'arôme puissant.

Orion, corona au goût très équilibré, assez prononcé sans être rasant.

Antaris, corona léger au goût plein et rond.

sont présentés en coffrets de cèdre massif pourvus d'humidificateurs individuels.

L'amatteur aux goûts jaloux peut savourer désormais en paix son plaisir. Dans son armoire à cigares, l'humidificateur Galaxie Humistm 70 Electronique surveille et ajuste l'humidité dans la plage idéale.

Toute une constellation d'articles de fumeurs et de cadeaux complète la gamme « PLÉIADES ».

A LA CIVETTE (14) - TABATIÈRE ODÉON (14) - POT A TABAC (14)
TABAC GEORGE-V (14) - AU SIAOIS (14) - PARIS OPÉRA (14) - LA TABAC (14)
TABAC LEMARE (14) - BOUTIQUE 22 (14) - TABAC PALAIS DES CONGRÈS (17)
et dans les grandes villes de la région

Diffusion Velle Classe (17) 82-41-40, Te 420488

Droit de suite

« Nous sommes en présence d'un procédé à la fois radical et simpliste », répètent policiers et magistrats français. Simpliste, en effet : en vertu d'un droit de suite non inscrit dans les règlements internationaux, la police madrilène fait pour suivre, au-delà de la frontière, par des commandos, les Abertzale (patriotes) qu'elle ne sait pas arrêter entre Bilbao et Saint-Sébastien, sous la seule justification que les Pyrénées-Atlantiques constituent à ses yeux un « sanctuaire » pour les Ertarras (membres de l'ETA).

« Nous sommes sans doute en présence d'un tel phénomène », note le sous-préfet de Bayonne.

Inutile d'attendre de savoir quels hommes se cachent derrière le Groupe anti-terroriste de libération. La facture rappelle trop les opérations menées les années précédentes sous des noms variés, Justice pieds-noirs, Le bataillon basque espagnol, les commandos DELTA et qu'on avait pu rattacher, de près ou de loin, à la police anti-terroriste espagnole.

Après deux années d'une trêve relative, appliquée plus que décriée par l'ETA, à la suite de la tentative de coup d'État militaire à Madrid, en septembre 1981, les attentats ont repris ces derniers mois au Pays bas-

L'activité économique en 1983

Reprise soutenue aux États-Unis et au Japon plus faible dans les autres pays industrialisés

L'année se termine mieux qu'elle n'avait commencé pour la plupart des nations industrialisées. Les experts de l'O.C.D.E. ne se demandent plus si la reprise est là ; ils s'interrogent sur les moyens de la consolider.

LIRE PAGES 9 A 12 - LE MONDE DE L'ÉCONOMIE -

L'affaire des « avions renifleurs »

Un groupe pétrolier bien embarrassé

Alors que M. Jospin, premier secrétaire du P.S., demande que soit rendu public le rapport de la Cour des comptes, les dirigeants d'Elf s'inquiètent d'un déballage susceptible de nuire à l'image de leur société.

LIRE PAGE 19

J.M. WESTON

SOLDE

MAISON BLANCHE

15, rue de la Harpe - Paris 5

du 15 au 20 janvier

100% de réduction

sur les collections

de la saison 1983-1984

à l'exception des

articles de

luxe et des

articles

de

luxe

et des

articles

de

luxe

et des

articles

de

luxe

et des

articles

de

luxe

et des

articles

de

luxe

et des

articles

idées

٥٥٥ من الألف

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

APRÈS LA RENCONTRE ARAFAT-MOUBARAK

Israël n'entend pas envenimer ses rapports avec Washington et Le Caire

Jérusalem. - S'attendant à une relance du plan Reagan après les retrouvailles entre le président Moubarak et M. Arafat, Israël commence à prendre les devants. Ses dirigeants rappellent avec force leur hostilité au processus de paix tel qu'il est envisagé par les Américains, ainsi qu'à des négociations auxquelles l'O.L.P. serait associée d'une manière ou d'une autre (1).

Le conseil des ministres du 25 décembre a été presque entièrement consacré à la situation diplomatique née de la rencontre du Caire. Après la réunion, le porte-parole du gouvernement, M. Dan Meridor, a réaffirmé la position traditionnelle de l'équipe au pouvoir. Elle se résume à un quadruple non : « Non à des négociations avec Arafat, non à un retour aux frontières d'avant 1967, non à la création d'un Etat palestinien, non à une partition de Jérusalem ». « Cette position », souligne M. Meridor, « bénéficie d'un large consensus dans le monde politique israélien. Toute tentative pour la modifier est vouée à l'échec ».

Envers l'O.L.P., Israël maintient une totale intransigence. « Ceux qui veulent promouvoir la paix, a poursuivi le porte-parole, ne doivent

De notre correspondant

pas chercher à le faire par l'entremise d'Arafat. Il n'a aucun rôle à jouer. Nous n'attendons pas de lui qu'il infléchisse sa position. Lui et le mouvement qu'il dirige sont le symbole même du rejet d'Israël ».

L'O.L.P., renchérit-il, a un haut fonctionnaire, doit disparaître de la face du monde. Le plus tôt sera le mieux. M. Shamir a informé ses ministres qu'il avait adressé une lettre de protestation au secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, dans laquelle il déplore que Washington « tente de ressusciter Yasser Arafat ». « Nous regrettons », a souligné à ce sujet M. Meridor, que les Etats-Unis puissent envisager de considérer Yasser Arafat comme un interlocuteur valable. La réaction américaine à la rencontre du Caire, a-t-il ajouté, « jette une ombre » sur les relations entre Jérusalem et Washington. « Au lieu de se féliciter de la détente entre Arafat et l'Egypte, les Etats-Unis auraient mieux fait d'encourager Le Caire à améliorer ses relations avec nous selon les principes de Camp David ».

Les dirigeants israéliens donnent toutefois l'impression de ne pas vouloir envenimer leur différend avec Washington et Le Caire. « Mieux vaut », a déclaré le vice-premier ministre, M. David Lévy, mettre l'accent sur le consensus national excluant toute négociation avec l'O.L.P. On relève ici que le gouvernement n'a pas nommé M. Meridor à la présidence Moubarak. En outre, on ne répète plus publiquement le grief adressé au Caire d'avoir « violé » le traité israélo-égyptien. On souligne, par ailleurs, la communauté d'intérêts qui unit Israël et les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme. « Il n'y a pas de crise entre nos deux pays », a précisé M. Meridor, « mais un développement négatif qui n'aurait pas dû se produire ».

J.-P. L.

(1) Selon les correspondants à Washington de trois quotidiens - Haaretz, Yedioth Akhronot et le Jerusalem Post - le gouvernement américain aurait censuré des démarches pour déterminer si des relations officielles pouvaient être instaurées entre les Etats-Unis et l'O.L.P.

LA CRISE DE L'O.L.P.

Des membres du comité central du Fath critiquent les « dénonciations publiques » adressées à M. Arafat

De notre correspondant

ne peuvent porter préjudice à la révolution palestinienne », et d'attacher la réunion « des instances nationales palestiniennes » pour exprimer leur position.

La visite de M. Yasser Arafat au Caire et ses répercussions « sur la scène arabe et palestinienne » ont été évoquées samedi sur les quais du port de Bizerte, où les dirigeants du Fath présents en Tunisie étaient venus accueillir MM. Khalil el Wazir (Abou Jihad) commandant en chef adjoint des forces palestiniennes, et Nayef Abdel Hamid (Abou Nof) chef des renseignements de l'O.L.P., tous deux membres du comité central du mouvement, qui débarquaient du navire grec Ionian Glory les ramenant de Tripoli avec un groupe de deux cent cinquante à trois cents Palestiniens.

Abou Jihad, qui après une escale de six heures a repris la mer pour l'Algérie avec six cents combattants devant être hébergés à Tébessa, n'a pas voulu commenter devant la presse l'initiative du président de l'O.L.P. invoquant les « difficultés de communication » à bord du navire, il a dit également tout ignorer du désaveu de ses camarades du comité central. En revanche, il a mis à

nouveau en accusation la Syrie, « source de toutes les épreuves sables ». « Nous avons été attaqués beaucoup d'entre nous ont été blessés et nous avons été chassés de Liban, a-t-il déclaré. Nous n'oublions jamais le mal que nous a fait la Syrie ».

Le Ionian Glory, qui avait été corré depuis Tripoli et jusqu'à l'entrée dans les eaux territoriales tunisiennes par l'avis de journaux à la zette, où s'étaient rendus M. Wazir, Bouguiba, époux du président de la République, plusieurs membres du gouvernement tunisien, quelques centaines de Palestiniens. Au même endroit, voici seize mois avaient déjà débarqué un millier de combattants palestiniens évacués de Beyrouth. Pour ce nouvel exode l'accueil fut plus discret, empreint d'une plus grande émotion, les slogans révolutionnaires des passagers, pour la plupart très jeunes agglutinés sur les ponts du navire, étaient scandés avec moins d'enthousiasme et de conviction.

M. D.

(1) Le comité central du Fath comprend onze membres, dont M. Yasser Arafat.

Noël à Bethléem dans un climat de psychose du terrorisme

De notre correspondant

Jérusalem. - Cette année, Bethléem a accueilli pour Noël une vingtaine de pèlerins pas comme les autres. Ces « marcheurs pour le désarmement » avaient quitté les Etats-Unis il y a un an et demi, conduits par le Père George Zabelka, ancien aumônier de la 509^e escadrille de F.U.S. Air Force, celle qui, en 1945, largua les bombes sur Hiroshima et Nagasaki.

En arrivant samedi à Bethléem, terme de leur long voyage, ces militants obsédés de la paix ont dû être surpris en découvrant une ville qu'on aurait pu croire en état de siège. Comme c'est l'usage depuis que la Cisjordanie est un territoire occupé, l'armée et la police avaient depuis l'aube « bouclé » la ville natale du Christ, interdite aux voitures. Les pèlerins ne pouvaient entrer à Bethléem qu'à pied ou à bord d'autobus spécialement partis de Jérusalem.

Le dispositif de sécurité était nettement plus impressionnant qu'à l'ordinaire. Avant de pénétrer dans l'église de la Nativité qui abrite la célèbre grotte, il fallait subir deux fouilles corporelles. Sur les toits surplombant la place, où trônait un grand sapin enguirlandé, volaient des soldats jumelés au cou. On pouvait croiser dans la foule d'autres soldats venus, ceux-là, du Sud-Liban, où ils servent dans les rangs de la FINUL.

Les forces de l'ordre avaient, cette année, de bonnes raisons d'être vigilantes. L'attentat contre un autobus qui, au début du mois, fit six morts à Jérusalem, a réveillé la psychose du terrorisme. En outre, depuis deux semaines, des institutions religieuses chrétiennes et musulmanes sont la cible d'une série de mystérieuses attaques. Des grenades furent désemboisées de justesse dans trois églises chrétiennes du mont Sion à Jérusalem et dans deux mosquées. Le lendemain, une autre grenade défonça une voiture en plein quartier arabe. Deux jours plus tard, un nouvel attentat secoua un petit village proche de Bethléem. Le 20 décembre, un

imam et une religieuse ont été blessés près de Jérusalem par l'explosion de deux grenades du type de celles utilisées par l'armée.

Un même groupe répondant aux initiales de T.N.T. (en hébreu « terreux contre terreux ») revendiquait tous ces attentats. Qui se cache derrière ce sigle qui n'avait utilisé depuis près de cinq ans ? La police hébraïque : soit des juifs religieux extrémistes, soit des musulmans fondamentalistes. Elle a récemment mis au jour une petite cellule d'activistes islamistes à Jérusalem. Dans les milieux chrétiens, pourtant, on penche plutôt pour la première hypothèse.

Deux mille grenades volées

Pour l'instant, l'enquête n'a rien donné. L'extrême gauche israélienne dénonce le « lachisme » des autorités contre cette forme de terrorisme, tandis que le conseil supérieur islamique de Jérusalem edge d'elles une plus grande sévérité. La police n'a pas assez d'effectifs pour protéger les innombrables sites religieux, relevant des trois grandes confessions monothéistes. L'armée, elle, reconnaît que deux mille grenades environ lui ont été volées. Selon son chef d'état-major, M. Moshe Lévy, T.N.T. pourrait dissimuler « une dangereuse organisation ».

Heureusement pour Bethléem, les cérémonies de Noël se sont déroulées sans le moindre incident. Comme le veut la tradition, le patriarche latin de Jérusalem et sa suite sont entrés en procession à Bethléem. La basilique Sainte-Catherine a vibré des chœurs de la messe de minuit. Les ministres israéliens de la défense, M. Moshe Arens, a même, pour la première fois, assisté à la réception donnée par le maire de la ville, M. Elias Freij. On se souvenait mutuellement une année de paix et de tranquillité. Noël n'est-il pas aussi le temps des vœux pieux ?

J.-P. LANGELLIER.

Noël de guerre à Beyrouth

(Suite de la première page.)

S'il y avait encore un doute sur l'extrême précarité de la situation et sur les sombres perspectives qui engendrent un profond découragement dans toute la population, malgré sa ténacité exemplaire, ce qui s'est passé la veille de Noël l'a fait voler en éclats. Dès que le contingent français s'est retiré de deux postes - aux camps palestiniens de Sabra et de Chatila et à Hay-Farhat, face à la banlieue chiite de Chyah, - un front supplémentaire s'est ouvert. Il a opposé l'armée libanaise, à qui les positions évacuées devaient être remises, et les miliciens chiites d'Amal, qui ont aussitôt cherché à les occuper.

Les Italiens, sollicités de remplacer les Français après que la bataille ait commencé sur les lieux abandonnés par ces derniers, ont accepté puis refusé de le faire, ayant eu deux blessés. Le cessez-le-feu laborieusement instauré il y a dix jours, et qui avait notamment permis la réouverture de l'aéroport, a été violé et l'aéroport

● Grenade contre un barrage français à Beyrouth. - Une grenade a été lancée, dimanche 25 décembre à 22 heures, contre un barrage français sur le Ring, route située à la limite des secteurs est et ouest de la capitale. Elle n'a pas fait de victimes parmi les soldats français, mais un sous-officier libanais qui se trouvait au barrage a été blessé par un éclat à la jambe, a-t-on ajouté de même source. Selon les militaires français, la grenade a été lancée par des inconnus circulant à pied. (A.F.P.)

● Entretien Gemayel-Assad. - Le président Amine Gemayel a eu samedi 24 décembre un entretien téléphonique « amical » avec le chef de l'Etat syrien, M. Hafez el Assad, a annoncé Radio-Liban. Ils sont convenus de se rencontrer « à la première occasion, dès la fin de la convalescence de M. Assad, pour examiner les relations bilatérales et la lumière des développements survenus au Proche-Orient ». De son côté, M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, déclare dans une interview à Newsweek que Damas « ne souhaite pas une confrontation militaire avec les Etats-Unis, mais, en même temps, ne peut renoncer à son droit légitime à l'autodéfense ». (A.F.P.)

n'a continué à fonctionner que de justesse. La veille de Noël fut donc une veille de guerre, ainsi le jour même de la fête : les quartiers chrétiens de Beyrouth étant bombardés, selon la radio phalangiste, à partir des positions druzes en montagne. L'armée a fini par prendre difficilement le dessus, et au cinquième cessez-le-feu, dimanche à 16 heures, la bataille s'est effectivement arrêtée. Mais personne n'a pu s'empêcher de penser à ce qui surviendrait si la Force multinationale se retirait pour de bon. Or les Etats qui la constituent - à l'exception de la France, déterminée à mener sa mission jusqu'au bout - cherchent à plier bagages.

Le Sud également est en pleine phase de turbulence. Le répit obtenu par les Israéliens après leur repli sur le fleuve Awali, mené tambour battant sous prétexte de sécurité, malgré les désastres consécutifs qui devaient inévitablement en découler, appartient au passé, et le rythme des attentats subis par leurs troupes ne fait que s'accroître. On en a dénombré quatre dimanche, les fouilles ayant suivi l'un d'eux ont permis de découvrir et de désamorcer un camion piégé à Safra.

LUCIEN GEORGE.

A L'INVITATION DE L'AMBASSADEUR DE SYRIE A WASHINGTON

M. Jesse Jackson va se rendre à Damas pour tenter de faire libérer le lieutenant Goodman

De notre correspondant

cette question « avait certainement occupé une très grande place dans l'emploi du temps » de M. Rumsfeld en Syrie.

Interrogé sur ces affirmations contradictoires, un porte-parole du Département d'Etat a répondu : « Nous ne discutons pas de ce qui a été discuté ». Sous condition d'anonymat, un haut fonctionnaire du même Département a répondu au Washington Post que la plus haute personnalité à avoir abordé cette question avec M. Khaddam était l'ambassadeur américain à Damas, M. Paganini. La Maison Blanche, elle, a expliqué que des tractations étaient en cours et que le problème avait été discuté « durant la visite de M. Rumsfeld ». Bref, l'envoyé du président, contrairement à ce qu'avait dit M. Reagan, n'est pas intervenu directement et personnellement, mais a laissé ce soin à l'ambassadeur.

Négligence « raciste »

L'Amérique, on le sait, n'aime pas les tensions, fussent-elles de bien légères inexactitudes, et, le lieutenant Goodman n'appartenant pas à la majorité blanche, un mouton soupçon de négligence pour cause raciale commence à planer sur l'administration. J'ai le sentiment », a déclaré M. Jackson, que notre gouvernement n'est pas aussi vigoureux qu'il pourrait l'être dans ses efforts pour obtenir une libération. « Je crains, a-t-il ajouté, que si quelque chose arrivait au lieutenant Goodman durant sa détention, cela puisse être utilisé par certains comme justification pour une action militaire. Au minimum, s'il n'était pas relâché,

cela fournirait un argument permanent pour le maintien de la présence militaire américaine au Liban ».

Dans son voyage à Damas, M. Jackson devrait être accompagné du pasteur Howard, ancien président du Conseil national des Eglises qui avait célébré, en 1979, un office de Noël à Téhéran pour les otages américains. « Je pense », a déclaré le Révérend Howard, que les Syriens n'oublieraient pas le Révérend Jackson s'ils ne se sentaient pas même de lui donner quelque chose. « La réflexion est de bon sens ».

Visiblement mal à l'aise, la Maison Blanche a fait déclarer « qu'à la demande du président, des efforts diplomatiques sont en cours et que l'histoire a prouvé que ces démarches avaient de meilleures chances de succès quand elles n'étaient pas politisées ».

Si M. Jackson obtenait ne serait-ce qu'un geste de Damas, l'embarras serait évidemment grand pour les autres candidats démocrates, que le pasteur noir inquiète déjà en contestant le mode de désignation des délégués à la convention démocrate, que « brime » - ce n'est pas faux - les minorités. Reste à voir maintenant jusqu'où les dirigeants syriens vont tirer sur la « carte Jackson », mais il est sûr qu'elle pourrait leur être très utile. Leur bataille contre le président se mène, en effet, moins sur le sol libanais que dans l'opinion américaine, inquiète du maintien des « marines » à Beyrouth, et à laquelle M. Reagan explique régulièrement que ce sacrifice est rendu nécessaire par la mauvaise volonté du président Assad.

BERNARD GUETTA.

NOUVELLE DÉTÉRIORATION DES RELATIONS ENTRE PARIS ET TÉHÉRAN

L'Iran expulse à son tour trois diplomates français

L'Iran a demandé le départ de trois diplomates français en poste à Téhéran, a annoncé le Quai d'Orsay, dimanche 25 décembre dans l'après-midi. Dans la matinée, le premier ministre iranien, M. Mir-Hossein Mousavi, avait annoncé que « quelques » diplomates français allaient être expulsés en représailles des « actes criminels du gouvernement français contre nos diplomates et nos étudiants islamiques en France ». « Cela diminuera considérablement nos relations avec la France », avait-il ajouté.

Vendredi, Paris avait annoncé (le Monde daté 24-25 décembre) la fermeture du Centre islamique à Paris et demandé le départ de trois membres de l'ambassade iranienne dont les activités étaient « liées à ce centre ». Le communiqué précisait que cette décision avait été prise « à la suite de la fermeture, à Téhéran, au cours des derniers mois, de l'Institut français et de l'Institut français de recherches ».

Le Quai d'Orsay s'est étonné, dimanche, de cette « décision injusti-

fie » et a observé que « le gouvernement français avait réclamé le départ de trois membres de l'ambassade d'Iran, dont les agissements étaient incompatibles avec leur statut diplomatique, alors qu'aucun reproche de ce genre n'a été fait à l'encontre des diplomates français dont le départ est demandé par les autorités iraniennes ». L'ambassade de France à Téhéran compte une dizaine de personnes, dont le chargé d'affaires, M. Jean Perrin. (A.F.P., Reuters).

EUROPE

Pologne

Les hausses des prix vont être reconsidérées Une trentaine de prisonniers politiques libérés

Le premier de Pologne, Mgr Józef Glemp, a annoncé, dimanche 25 décembre, dans une homélie prononcée en la cathédrale Saint-Jean de Varsovie, que les autorités avaient, à la demande de l'Église, libéré une trentaine de prisonniers politiques. Aucun des onze dirigeants syndicaux fondateurs du KOR (Comité d'autodéfense sociale) n'est concerné par cette mesure.

Les premiers résultats de la « consultation » organisée par le pouvoir, qui donne le « choix » entre trois variantes de hausses, ont été publiés dimanche 25 décembre. Ils ont été jugés « satisfaisants » par le ministre des prix, M. Zdzisław Krasinski, au cours d'une réunion avec les représentants des « nouveaux » syndicats (créés après la liquidation légale de Solidarnosc).

Selon le ministre, les résultats des enquêtes seront « élaborés et publiés dans la première quinzaine de janvier ». La presse et la télévision ont indiqué à plusieurs reprises que l'essentiel des réponses aux enquêtes (soixante mille jusqu'à présent) ve-

naient de retraités : une manière de reconnaître que la majorité de la population refuse de se prêter au jeu de cette « consultation ».

Selon une brochure de seize pages qui vient d'être publiée clandestinement par des militants de Solidarnosc, le coût de la vie s'est accru de 30 % pendant les six premiers mois de 1983, et les dépenses alimentaires absorbent déjà 60 % des revenus des Polonais. Une nouvelle baisse du niveau de vie serait donc insupportable.

D'autre part, la télévision de Varsovie a annoncé, vendredi, que cinquante-neuf personnes avaient été interrogées au cours d'une grande opération de police,

montée le 16 décembre, dans les gares et les trains. C'est ce jour-là que la commission clandestine de Solidarnosc (T.K.K.) avait appelé à manifester au lendemain des élections de 1970 et 1981. Onze mille « infractions » ont été constatées pendant l'opération, selon la télévision. La police a multiplié depuis plusieurs semaines les contrôles et les fouilles dans les trains et aussi dans les cars et les voitures particulières, en particulier pour empêcher les citoyens de s'approvisionner directement en viande auprès des paysans, qui refusent de plus en plus de livrer leur marchandise aux magasins d'État.

À PARIS, le comité de liaison permanente de la Conférence européenne pour la défense des syndicats libres indique que neuf prisonniers politiques incarcérés à la prison de Barczew ont subi de mauvais traitements après avoir annoncé leur intention d'organiser une grève de la faim. Ils auraient été notamment arrosés d'eau glacée et déshabillés de force. Les neuf protestataires, parmi lesquels des dirigeants importants de Solidarnosc, comme M. Władysław Frasyniuk, des opposants politiques, comme M. Moczulski, et le syndicaliste Edmund Balina, avaient obtenu, à la suite d'une première grève de la faim, à la fin de l'été, une amélioration de leurs conditions de détention qui semble à présent remise en cause.

par les autorités et auxquels Mgr Glemp avait adressé une mise en garde dans son message de Noël.

D'autre part, les autorités ont confirmé indirectement que les hausses de prix prévues pour le mois de janvier seraient reconsidérées, en raison des réactions très négatives de la population.

Le 16 décembre, dans les gares et les trains. C'est ce jour-là que la commission clandestine de Solidarnosc (T.K.K.) avait appelé à manifester au lendemain des élections de 1970 et 1981. Onze mille « infractions » ont été constatées pendant l'opération, selon la télévision. La police a multiplié depuis plusieurs semaines les contrôles et les fouilles dans les trains et aussi dans les cars et les voitures particulières, en particulier pour empêcher les citoyens de s'approvisionner directement en viande auprès des paysans, qui refusent de plus en plus de livrer leur marchandise aux magasins d'État.

À PARIS, le comité de liaison permanente de la Conférence euro-

Un syndicat entre deux chaises

De notre envoyé spécial

« Les compétences des uns et des autres sont mal définies », expliquent-ils, reprenant là un thème qui apparaît souvent dans la presse officielle. Cette concurrence, en fait, n'est pas surprenante. Le syndicat ne représente qu'une petite fraction du personnel et apparaît à beaucoup comme un imposteur, instrument de la « normalisation », alors que dans bien des cas — et notamment à la F.S.O. —, l'organisme d'autogestion a été élu avant l'état de guerre, ce qui lui donne une plus grande légitimité.

Des positions « dures »

À qui peut servir ce nouveau syndicat, puisque ses responsables assurent que, contrairement à la rumeur, il n'accorde aucun privilège à ses membres ?

Le syndicat ne représente qu'une petite fraction du personnel et apparaît à beaucoup comme un imposteur, instrument de la « normalisation », alors que dans bien des cas — et notamment à la F.S.O. —, l'organisme d'autogestion a été élu avant l'état de guerre, ce qui lui donne une plus grande légitimité.

Le syndicat ne représente qu'une petite fraction du personnel et apparaît à beaucoup comme un imposteur, instrument de la « normalisation », alors que dans bien des cas — et notamment à la F.S.O. —, l'organisme d'autogestion a été élu avant l'état de guerre, ce qui lui donne une plus grande légitimité.

Le syndicat ne représente qu'une petite fraction du personnel et apparaît à beaucoup comme un imposteur, instrument de la « normalisation », alors que dans bien des cas — et notamment à la F.S.O. —, l'organisme d'autogestion a été élu avant l'état de guerre, ce qui lui donne une plus grande légitimité.

Le syndicat ne représente qu'une petite fraction du personnel et apparaît à beaucoup comme un imposteur, instrument de la « normalisation », alors que dans bien des cas — et notamment à la F.S.O. —, l'organisme d'autogestion a été élu avant l'état de guerre, ce qui lui donne une plus grande légitimité.

Le syndicat ne représente qu'une petite fraction du personnel et apparaît à beaucoup comme un imposteur, instrument de la « normalisation », alors que dans bien des cas — et notamment à la F.S.O. —, l'organisme d'autogestion a été élu avant l'état de guerre, ce qui lui donne une plus grande légitimité.

Ces résultats ont été envoyés au ministre des prix et à la presse polonaise. On attend toujours leur publication. N'est-il pas audacieux de les communiquer à un journaliste occidental ? On peut, certes, penser que cette audience est colossale, d'autant que divers indices laissent prévoir que le gouvernement va à la fois retarder et atténuer les hausses de prix envisagées. Mais les trois responsables affirment que le syndicat sera « dur », si ses adhérents le demandent. Il n'est même pas exclu d'aller jusqu'à la grève, théoriquement possible au terme d'une procédure compliquée et qui est en cours d'appréhension en fin de compte inacceptable.

Ne s'agit-il, encore une fois, que de mots, destinés à faire illusion, alors que la réalité polonaise est ailleurs : dans les arrestations, les menaces presque chaque jour, de militants accusés d'activités syndicales illégales ? C'est à ces derniers que M. Lech Wałęsa a rendu hommage dans son discours-programme du 16 décembre. Quant aux syndicalistes « légaux », tels nos interlocuteurs de F.S.O., il leur a seulement demandé de se pourvoir quelques questions : « Ont-ils le droit de participer à des syndicats monopolistiques sans permettre aux autres de prendre la parole ? (...) le droit de briser le front de solidarité des travailleurs ? »

Un monopole compromettant

Le monopole, garanti par le pouvoir et la police, c'est bien le cœur du problème. N'enlève-t-il pas d'emblée toute crédibilité réelle à ces nouveaux syndicats, malgré tous les efforts, sincères ou non, déployés par leurs animateurs pour faire preuve d'indépendance ? Le fait est que les syndicats peuvent théoriquement, à partir de 1985, de revenir à un certain pluralisme, à une certaine concurrence, même si le pouvoir semble de plus en plus tenté d'oublier cette disposition : un conseiller du ministère du travail nous explique récemment que « les travailleurs polonais savent désormais que le pluralisme ne sert pas leur cause » ? Ici, à F.S.O., on n'a visiblement pas suivi bonne conscience : quand on demande aux « nouveaux syndicalistes » s'ils souhaitent un retour au pluralisme, la réponse se fait un peu attendrie : après quelques échanges de regards, elle finit par tomber, de la bouche du président du syndicat : « C'est non. L'important, soulignait-il, ce n'est pas la concurrence en-

tre les syndicats, mais « la qualité des hommes ». Les autres approuvent, visiblement sans grande conviction.

L'un des vice-présidents du comité d'autogestion, rencontré aussitôt après, n'a pas ces hésitations : le pluralisme, lui, il est résolu pour. Tout comme il est résolu contre la loi qui permet à la direction de dissoudre l'organisme d'autogestion, si l'inférieur de l'entreprise ou du pays l'exige. Mais sa position n'est pas plus confortable pour autant : ancien militant de Solidarnosc, il est aussi membre du parti. Il est tenu d'appliquer les décisions de ce parti, mais revendique le droit de les critiquer, — un droit reconnu par le neuvième congrès. Il est officiellement associé à la gestion de l'entreprise, mais pas forcément considéré comme un « collaborateur » par ceux qui restent fidèles à Solidarnosc. M. Wałęsa, lui-même, ne vient-il pas de déclarer que la participation à l'autogestion, dans son cadre actuel, était un problème « complexe », et que dans certains cas elle pouvait être utile aux travailleurs ?

Mais cela, notre interlocuteur ne le dit pas. A toutes les questions « sensibles », il refuse de répondre, mais ses silences ou ses demi-réponses sont plus parlants que les discours des trois syndicalistes officiels. Que pense-t-il de la déclaration commune signée en mai par des représentants de Solidarnosc, des anciens syndicats de branche et des autonomes en faveur du pluralisme syndical ? « J'ignore ce dont vous parlez », Et du rôle de M. Lech Wałęsa ? Pas de réponse non plus, sinon cette remarque : « En tout cas, il n'a pas perdu la confiance des trois syndicalistes officiels. A-t-il connaissance d'activités syndicales « illégales » à F.S.O. ? Encore un silence, appuyé par un regard ironique. L'atmosphère dans l'usine est-elle marquée par la surveillance policière ou la méfiance et la peur ? « A cet égard, c'est plutôt mauvais que dans d'autres usines », fait-on entendre à des ouvriers disposés de presque tous les droits qu'ils avaient conquis de travailler avec conviction au redressement économique du pays ? « A mon avis, on ne devrait pas... ». Enfin, quel peut être l'avenir des « nouveaux syndicats » ? « C'est une question très difficile. Mais en tout cas ils ne devraient pas se plaindre de leur impuissance ou du peu de moyens mis à leur disposition par la loi sur les syndicats : cette loi, ils lui doivent leur existence. »

JAN KRAUZE.

Turquie

Les partis exclus du scrutin de novembre pourraient être également empêchés de participer aux prochaines élections locales

Ankara. — Par 213 voix pour, 115 contre (celles du parti populiste) et 65 abstentions (celles du Parti de la démocratie nationale), l'Assemblée nationale turque a voté, le samedi 24 décembre, l'investiture du gouvernement Özal, chef du Parti de la mère patrie, grand vainqueur du scrutin du 6 novembre dernier.

M. Özal a déclaré, après ce vote, que son gouvernement ne serait pas celui de « non parti » mais « celui de la nation entière ». Reconnaissant qu'il devra affronter de très durs problèmes au cours de la législature, qui devrait théoriquement durer cinq ans, M. Özal a annoncé « une ère d'unité et non de discordes ».

La question des élections locales constituera sans doute l'un des centres d'intérêt de la vie politique turque au cours des prochains mois. Le pouvoir militaire a, en effet, laissé au nouveau Parlement le soin de fixer les modalités de la future consultation électorale. Le Parti de la juste voie (P.J.V.) et le Parti de la social-démocratie (SODEP), empêchés par les militaires de participer aux élections législatives, seront-ils autorisés à y prendre part ? L'incertitude demeure. La loi sur les élections locales stipule que les partis désireux de se présenter de-

voient ou bien avoir tenu leur congrès national au moins six mois avant la consultation, ou bien disposer d'un groupe au Parlement. A supposer que l'Assemblée ait fixé juin prochain comme date des élections locales, le P.J.V. et le SODEP, ne pouvant pas tenir leurs sessions nationales dans les prochains semaines, en seraient automatiquement exclus.

C'est pourquoi on espère, non seulement du côté de ces formations mais aussi dans l'opinion, qu'une « formule » sera trouvée. Faut-il de quoi le parti de M. Özal serait accusé d'être « antidémocratique ». Les deux partis de l'opposition re-

présentés à l'Assemblée se sont prononcés en faveur d'élections locales ouvertes à toutes les formations. En attendant, le Parti de la juste voie, dont les rangs se renforcent depuis quelques jours par l'adhésion en bloc des « anciens politiciens » restés fidèles au Parti de la justice de M. Demirel, dissous en 1981, se sont en mesure d'aborder la future consultation. Il en va de même pour le parti social-démocrate, présidé par M. İnönü. Les élections locales lui permettraient, entre autres, de se mesurer au parti populiste (qui obtint 30 % des voix au scrutin du 6 novembre dernier).

ARTUR UNBAL.

DIPLOMATIE

DANS UNE INTERVIEW A UN JOURNAL ITALIEN

« Il faut que l'Europe retourne à la préférence communautaire » déclare M. Mauroy

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire que publie le Corriere della Sera de Milan, M. Pierre Mauroy déclare notamment, à propos de la défense européenne :

« Nous appartenons à une même alliance, qui a pour tâche de défendre l'Europe. Quelque pays, dont l'Italie, ont opté pour l'adhésion dans le commandement militaire. Tout en étant fidèle à ses alliances, la France a un système de défense propre, c'est-à-dire qu'elle possède des moyens de dissuasion qui sanctuarisent son territoire national. »

Interrogé à propos des implications que pourrait avoir la Force d'action rapide (FAR) sur la notion de souveraineté nationale, le premier ministre répond : « Après de la notion de territoire national attaqué figure désormais celle des intérêts vitaux du pays. Quant à déterminer si ces-ci sont affectés, par exemple en cas d'attaque contre la R.F.A., le président de la République est seul à pouvoir le faire. Certes, c'est une notion nouvelle, qui, sans être vague, n'est pas encore très précise, car il faut également tenir compte des positions et des intérêts des alliés. En parlant de défense européenne, nous pensons surtout à une standardisation des armements conventionnels et à une meilleure prise de conscience du fait qu'il est naturel de discuter ensemble, entre tous les pays européens alliés, de ce grand problème pris dans son acception globale. »

A une question sur les menaces de dislocation de l'Europe, M. Mauroy répond : « Je ne crois absolument pas qu'existe une telle menace. Pensez la crise sera-t-elle salutaire pour faire mener par tous le risque couru. J'espère qu'en mars, un prochain sommet, le mécanisme »

de la C.E.E. se remettra pleinement en marche. »

Le premier ministre définit ensuite en ces termes la présidence française de la C.E.E. : « Au moment opportun, le président Mitterrand soumettra ses propositions aux partenaires. L'Europe semble commandée en tout ou rien : même à Athènes on a été pris d'un accord sur bon nombre de questions. Il faut reprendre la discussion. Chaque pays doit jouer son rôle et faire des concessions. Nous ne réglerons pas la présente crise et nous ne réussirons pas à renforcer et à étendre la Communauté. La crise économique suscite des réflexes nationalistes, c'est bien évident. Il faut en sortir en rapprochant nos conceptions de l'Europe, de la politique agricole commune, des ressources propres et des importations de compensation. Il ne faut plus considérer la C.E.E. comme une simple zone de libre-échange. Elle a été créée comme un marché commun et capable de se protéger à l'égard de l'extérieur. Chaque pays membre n'a pas le droit de se protéger commercialement à l'égard de ses partenaires mais, ensemble, nous avons le droit et le devoir de protéger le Marché commun. »

Pour M. Mauroy, « il ne s'agit pas de protectionnisme, mais il ne faut pas que le Marché commun reste ouvert à tous vents alors que les autres grands regroupements économiques se protègent. Savez-vous combien de produits agricoles américains envahissent l'Europe en toute liberté, à commencer par le soja ? Retournons à l'unité du Marché commun et à l'orthodoxie stricte des règles qui y président, donc, en premier lieu, à la préférence communautaire. »

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• NOUVEAU RAID SUD-AFRICAIN. — L'aviation sud-africaine a bombardé, samedi 24 décembre, trois localités du sud du pays, a annoncé, dimanche, l'agence angolaise de presse ANGOP. Vingt-huit appareils auraient participé à ce nouveau raid (le Monde daté 25-26 décembre). Selon ANGOP, ces attaques seraient suite aux « lourdes pertes » subies, au sol, par les troupes sud-africaines dans le sud angolais. — (A.F.P., Reuter.)

El Salvador

• LE MAJOR D'AUBUISSON ABANDONNE LA PRÉSIDENCE DE L'ASSEMBLÉE. — Le président de l'Assemblée salvadorienne, le major Roberto d'Aubuisson, a officiellement démissionné de cette fonction vendredi 23 décembre à la suite de différends politiques. Le major, dirigeant de l'Alliance républicaine nationale (Arena, extrême droite) est candidat à la présidence pour l'élection de 1984. Une entente entre la démocratie chrétienne et le parti autenthentique salvadorien (partido de la izquierda) a permis l'élection de M. María Julia Castillo à la présidence de l'Assemblée. — (A.F.P.)

Inde

• ÉLECTIONS PARTIELLES. — Le Congrès (I), le parti de M. Gandhi, a remporté un succès relatif lors des élections partielles qui ont eu lieu vendredi 23 décembre dans le nord du pays. Il a obtenu neuf sièges contre cinq à l'opposition. Face à une opposition divisée, M. Gandhi a remporté une victoire dans les États de Haryana et du Bihar et a connu un échec en l'Uttar-Pradesh. — (Reuter, A.F.P.)

Pérou

• LE GOUVERNEMENT POURRAIT NEGOCIER AVEC SENTER LUMINEUX. — Le premier ministre péruvien, M. Fernando Schwalb, a laissé entendre récemment que le gouvernement pourrait ouvrir des discussions avec les guérilleros recherchant la paix mais il a exclu l'éventualité d'une trêve temporaire avec les rebelles de Sender Luminoso. M. Schwalb a estimé que les drapeaux blancs hissés à Huanta, au sud-est de Lima, « traduisaient le souhait d'une faction seulement de Sender Luminoso ». — (Reuter.)

U.R.S.S.

• GREVE DE LA FAIM. — M. Nadya Fradkova, d'origine juive, à qui les autorités ont refusé l'autorisation d'émigrer en Israël, a annoncé, samedi 24 décembre, à Leningrad, qu'elle commençait une grève de la faim. M. Fradkova avait déjà fait une grève de la faim il y a plusieurs mois. Elle avait été emmenée par la police à l'hôpital et alimentée de force. — (Reuter.)

Zaire

• DÉMENTI. — L'ambassade du Zaire à Paris a démenti, dimanche 25 décembre, les affirmations du « comité Zaire » selon lesquelles une trentaine de détenus seraient morts de faim dans les prisons de Kinshasa (le Monde daté du 25-26 décembre). Le chargé d'affaires zairois a déclaré : « Il est temps que le monde sache que derrière le comité Zaire il existe un groupe d'intérêts qui se dit composé d'opposants zairois et dont l'unique but est de saper les efforts entrepris par le président Mobutu Sese Seko pour redresser la situation économique et sociale de son pays. » — (A.F.P.)

Zimbabwe

• M. MUGABE ET LA RÉDUCTION DE L'AIDE AMÉRICAINE. — Le premier ministre a réagi avec modération, vendredi 23 décembre, à la réduction de moitié, pour des raisons politiques, de l'aide américaine à son pays (le Monde du 22 décembre). « Les États-Unis sont notre bienfaiteur », a-t-il déclaré, en précisant que Washington était le premier donateur d'aide au Zimbabwe. « Mais nous préférons être sans le soutien de nos amis américains », a-t-il ajouté. Washington reproche notamment à Harare ses votes opposés à la politique américaine au sein de l'ONU. — (A.F.P., Reuter.)

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Américains, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, économique, politique. Essai de M. Jean-François Revel. 256 pages, 70 F. Éditions du Seuil.
FRANÇOIS DE PREUIL
CHATEAU DE PREUIL
49500 NUEL-SUR-LAYON

« Il faut que l'Europe retourne à la préférence communautaire » déclare M. Mauroy

Sept candidats, soit pratiquement un par parti, étaient en lice pour le poste de premier ministre, mais M. Nakasone l'a facilement emporté sur son rival le plus proche, M. Ishibashi, secrétaire général du parti socialiste, qui est arrivé en deuxième position avec 114 voix. La victoire du dirigeant conservateur a été facilitée, outre la désunion de l'opposition, par l'apaisement des tensions au sein de la majorité à la veille de Noël, et par l'annonce du ralliement au P.L.D. du Club néo-libéral, une petite formation disposant de huit députés. Le parti de M. Nakasone, qui avait perdu la majorité absolue à la suite des élections de dimanche dernier, l'avait déjà récupérée grâce à l'appoint d'une dizaine de députés indépendants. Avec les néo-libéraux, il détient désormais un total de 267 voix à la Chambre (1).

A TRAVERS LE MONDE

Anges U.R.S.S.

Après plusieurs jours de manœuvres et de marchandages consécutifs au revers électoral subi le 18 décembre, la crise au sein du parti conservateur avait en fait été désamorcée samedi. Sous la pression du « Conseil des anciens » du parti, M. Nakasone était parvenu à refaire l'unité du P.L.D. sur son nom et *ipso facto* à garantir sa réélection au poste de premier ministre. Cependant, cet apaisement des rivalités factionnelles en faveur de M. Nakasone est apparu comme un succès acquis au prix d'une admission de culpabilité et d'un compromis circonstanciel. C'est une épreuve pour le prestige du premier ministre et cela risque aussi de limiter son pouvoir et celui de son principal allié politique, M. Tanaka.

Dans le communiqué en forme d'autocritique qui lui a été imposé, M. Nakasone, *primo*, endosse la responsabilité de la défaite électorale de son parti - ce qu'il avait refusé de faire ouvertement - *secundo*, promet de mettre un terme à l'influence de M. Tanaka sur le parti ; *tercio*, annonce une réforme des mœurs politiques.

Après plusieurs jours de manœuvres et de marchandages consécutifs au revers électoral subi le 18 décembre, la crise au sein du parti conservateur avait en fait été désamorcée samedi. Sous la pression du « Conseil des anciens » du parti, M. Nakasone était parvenu à refaire l'unité du P.L.D. sur son nom et *ipso facto* à garantir sa réélection au poste de premier ministre. Cependant, cet apaisement des rivalités factionnelles en faveur de M. Nakasone est apparu comme un succès acquis au prix d'une admission de culpabilité et d'un compromis circonstanciel. C'est une épreuve pour le prestige du premier ministre et cela risque aussi de limiter son pouvoir et celui de son principal allié politique, M. Tanaka.

Malgré le front apparemment uni présenté par la coalition, aucune modification ne sera apportée par la Chine au mode de distribution de son assistance. Comme par le passé, Pékin continuera de traiter séparément avec chacune des composantes de la résistance, afin de déterminer le montant et la nature de son aide, la part du lion revenant aux plus proches amis de la Chine, c'est-à-dire aux Khmers rouges. Les détails de cette aide seront précisés dans les prochaines semaines par des discussions entre des représentants de chacune des trois factions et les responsables militaires chinois.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

ASIE

Japon AUTOCRITIQUE ET COMPROMIS

M. Nakasone a été réélu premier ministre

De notre correspondant

Tokyo. - Après avoir présenté la démission de son gouvernement, M. Yasuhiro Nakasone a été réélu, ce lundi après-midi 26 décembre, au poste de premier ministre du Japon au cours d'une séance plénière de la nouvelle Diète (chambre basse) par 265 voix sur un total de 511 députés. Ecartés entre les exigences contradictoires des factions de la majorité, il se livrait le soir même au dosage des postes gouvernementaux et de ceux de l'appareil du Parti libéral démocrate (P.L.D.).

Sept candidats, soit pratiquement un par parti, étaient en lice pour le poste de premier ministre, mais M. Nakasone l'a facilement emporté sur son rival le plus proche, M. Ishibashi, secrétaire général du parti socialiste, qui est arrivé en deuxième position avec 114 voix. La victoire du dirigeant conservateur a été facilitée, outre la désunion de l'opposition, par l'apaisement des tensions au sein de la majorité à la veille de Noël, et par l'annonce du ralliement au P.L.D. du Club néo-libéral, une petite formation disposant de huit députés. Le parti de M. Nakasone, qui avait perdu la majorité absolue à la suite des élections de dimanche dernier, l'avait déjà récupérée grâce à l'appoint d'une dizaine de députés indépendants. Avec les néo-libéraux, il détient désormais un total de 267 voix à la Chambre (1).

Après plusieurs jours de manœuvres et de marchandages consécutifs au revers électoral subi le 18 décembre, la crise au sein du parti conservateur avait en fait été désamorcée samedi. Sous la pression du « Conseil des anciens » du parti, M. Nakasone était parvenu à refaire l'unité du P.L.D. sur son nom et *ipso facto* à garantir sa réélection au poste de premier ministre. Cependant, cet apaisement des rivalités factionnelles en faveur de M. Nakasone est apparu comme un succès acquis au prix d'une admission de culpabilité et d'un compromis circonstanciel. C'est une épreuve pour le prestige du premier ministre et cela risque aussi de limiter son pouvoir et celui de son principal allié politique, M. Tanaka.

Dans le communiqué en forme d'autocritique qui lui a été imposé, M. Nakasone, *primo*, endosse la responsabilité de la défaite électorale de son parti - ce qu'il avait refusé de faire ouvertement - *secundo*, promet de mettre un terme à l'influence de M. Tanaka sur le parti ; *tercio*, annonce une réforme des mœurs politiques.

Après plusieurs jours de manœuvres et de marchandages consécutifs au revers électoral subi le 18 décembre, la crise au sein du parti conservateur avait en fait été désamorcée samedi. Sous la pression du « Conseil des anciens » du parti, M. Nakasone était parvenu à refaire l'unité du P.L.D. sur son nom et *ipso facto* à garantir sa réélection au poste de premier ministre. Cependant, cet apaisement des rivalités factionnelles en faveur de M. Nakasone est apparu comme un succès acquis au prix d'une admission de culpabilité et d'un compromis circonstanciel. C'est une épreuve pour le prestige du premier ministre et cela risque aussi de limiter son pouvoir et celui de son principal allié politique, M. Tanaka.

Malgré le front apparemment uni présenté par la coalition, aucune modification ne sera apportée par la Chine au mode de distribution de son assistance. Comme par le passé, Pékin continuera de traiter séparément avec chacune des composantes de la résistance, afin de déterminer le montant et la nature de son aide, la part du lion revenant aux plus proches amis de la Chine, c'est-à-dire aux Khmers rouges. Les détails de cette aide seront précisés dans les prochaines semaines par des discussions entre des représentants de chacune des trois factions et les responsables militaires chinois.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

Quels que soient les méandres de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réunissant chez elle les trois personnalités qui incarnent la résistance vis-à-vis de l'extérieur, la Chine veut de réusir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'eau. Le prince Sihanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait s'installer.

AMÉRIQUES

Brésil L'opposition s'efforce d'imposer l'élection du prochain président au suffrage universel

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. - La vie politique brésilienne est entièrement dominée, depuis quelques mois, par le problème de la succession présidentielle. On se demande, en effet, si le prochain chef de l'Etat a des chances d'être élu au suffrage universel - pratique abandonnée depuis l'implantation du régime militaire en 1964 - ou s'il sera choisi par un collège restreint, dans lequel le parti officiel est majoritaire.

Lors d'un voyage en Afrique, en novembre, le général Figueiredo, président depuis mars 1979, s'est déclaré favorable à une élection directe de son successeur. Il semblait répondre ainsi à l'attente de quelque 80 % de Brésiliens qui se sont prononcés de la même façon lors de sondages. Lui-même a toujours affirmé qu'il souhaitait terminer son mandat, le 15 mars 1985, en ayant rétabli la démocratie dans le pays. Il a déjà parcouru une bonne partie du chemin en promulguant une amnistie qui a permis le retour des exilés politiques, en permettant la formation de nouveaux partis et en rétablissant le suffrage universel pour l'élection des gouverneurs.

Depuis, il a semblé revenir en arrière lors d'un discours prononcé le 7 décembre devant les officiers généraux des trois armées, à Brasília. Il s'est plaint ce jour-là, en effet, de ceux qui voulaient le forcer à accélérer le processus d'« ouverture ». Quelques jours après, son principal collaborateur pour les questions politiques, M. Leifao de Abreu, chef de la maison civile, a mis fin à plusieurs semaines de spéculations en disant que le prochain chef de l'Etat serait choisi au suffrage indirect.

Les jeux sont-ils faits pour autant ? Une grande partie de l'opposition pense que non. Il reste un an avant l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le 15 janvier 1985, un an après l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pendant lequel le régime, qui a subi une déroute électorale, se prépare à la victoire.

Le Monde

politique

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

La majorité voudrait parvenir à un accord avec le gouvernement avant la reprise du débat en commission

Comme prévu, l'Assemblée nationale n'a pu qu'annoncer, à la fin de la session d'automne, la discussion du projet de loi sur la presse, que M. Pierre Mauroy avait promis aux militants socialistes réunis à Bourges-Bresse. L'encombrement du calendrier parlementaire n'explique pas seul que l'examen du texte ait été renvoyé à plus tard, probablement à une session extraordinaire, fin janvier.

Le débat, hors du Palais-Bourbon comme dans l'incendie de celui-ci, a clairement manifesté que ce projet, aussi nécessaire soit-il, est largement insuffisant pour résoudre les difficultés de la presse écrite en France et pour développer le pluralisme des moyens d'information. Les députés socialistes n'ont pas été les derniers à s'en apercevoir, et le texte qui sortira des travaux de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée sera, à n'en pas douter, bien différent de celui qu'avait préparé le gouvernement. Etait-il alors vraiment utile de « pousser les feux » pour imposer un début de débat à des députés qui, tous, souhaitent un peu plus de temps pour étudier un texte d'une telle importance ?

Le pouvoir exécutif s'était, très vite, trop engagé pour accepter de reculer sous la pression du législatif. D'autant que la gigantesque bataille livrée, dès le premier jour, par l'opposition, ne pouvait qu'amener la majorité à faire bloc, au moins sur ce problème de calendrier. Le R.P.R. et l'U.D.F. ont mis en branle, en effet, tout l'arsenal de combat que leur offre le règlement de l'Assemblée : envoi dans la commission compétente de leurs « témoins » les plus accrocheurs ; bataille de retardement, en commission, comme rarement vu ; motion de censure ; exception d'irrecevabilité ; question préalable ; demande de quorum, procédure particulièrement contraignante dont les deux dernières utilisations remontent au 1^{er} décembre 1981, à la demande de l'U.D.F., lors du débat sur les nationalisations, et au 19 novembre 1980, lors de la discussion du projet de loi « sécurité et liberté », à la demande du P.S.

Cette discussion préalable, qui a occupé l'Assemblée pendant près de sept séances, a, au moins, eu le mérite de mettre à jour quelques désaccords sur les principes fondamentaux. Quand la majorité explique que la loi libère, car c'est le droit qui crée la liberté, les plus « libéraux », au sens économique du terme, de l'opposition répliquent que, en matière de presse, la meilleure garantie de la liberté, c'est l'absence de loi. De même, il est nettement apparu que, pour le R.P.R. et l'U.D.F., la liberté de la presse est d'abord celle des patrons d'entreprises de presse. La défense sans réserve, par les intéressés de l'opposition, de M. Robert Hersant est, à cet égard, éclairante, comme l'absence jusqu'ici, dans le débat parlementaire, des hommes de l'opposition qui veulent se donner une image centriste.

Les journaux des partis politiques

Il va s'y employer avant même la fin de la « trêve des confiseurs ». Les hommes du cabinet du premier ministre et ceux des services du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication vont, dans les prochains jours, reprendre contact avec les responsables communistes et socialistes.

Dans l'état actuel des réflexions des uns et des autres, il semble que, pour la presse des partis politiques, on s'oriente vers une formule qui, sans exclure ces journaux du respect des principes posés par la loi, ne donne pas à la commission, qui devra veiller à la transparence et au pluralisme de la presse, un droit de regard sur la gestion financière des partis. De même, la possession, par un même groupe, d'un quotidien national et d'un quotidien régional, ne serait plus interdite, et les hebdomadaires seraient exclus des limites à la concentration. Enfin, le délai de trois mois, pendant lequel la commission pourrait, selon le projet, suspendre l'achat d'une publication, disparaîtrait, ce qui ferait tomber le

principal risque d'inconstitutionnalité soulevé par des députés socialistes (le gouvernement, pour sa défense, fait remarquer que le Conseil d'Etat n'avait rien dit à ce sujet).

Le gouvernement a demandé à la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale de se réunir à partir du 4 janvier, et cela pratiquement sans discontinuer jusqu'au 9 janvier, en fin d'après-midi. Si la majorité et le gouvernement ne se mettent pas d'accord auparavant, l'opposition aura toute latitude pour continuer son travail d'obstruction. Il sera, en effet, de plus en plus difficile d'étudier les articles du projet de loi sans avoir réglé le cas de l'article 2, jusqu'ici mis en « réserve », et qui définit très précisément le champ d'application du texte.

Cela fait, la commission pourra achever un travail sérieux avant que l'Assemblée ne se saisisse du dossier en séance publique, c'est-à-dire, probablement au début de février, puisque les députés pourraient débattre du projet de loi réformant les procédures du règlement judiciaire, que la commission des lois a fini d'étudier, avant d'examiner le texte sur la presse. En tout état de cause, les différents responsables socialistes de la commission des affaires culturelles, peu désireux de jouer les « kamikazes », tiennent à ce que chacun, et particulièrement l'exécutif, prenne ses responsabilités. Quant au Sénat, il ne devrait débattre de ce dossier brûlant qu'au printemps.

THIERRY BRÉHER.

FACE AUX MUTATIONS TECHNIQUES

Les travailleurs «doivent assumer leurs responsabilités»

déclare M. Ralite

M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, membre du comité central du P.C.F., explique, dans un entretien publié par le *Nouvel Observateur* (daté 22-29 décembre), que « la gauche sort d'une période où elle ne se déplaçait jamais sans aigrettes ni oriflammes ». « Elle avait inventé le Front populaire, dit M. Ralite, et, depuis, elle le bégayait un peu sans trouver dans un monde qui bougeait. Aujourd'hui, la gauche, dans sa diversité, se transforme. Voyez ce que mon parti a fait ! Les travailleurs sont en train de changer. Une nouvelle figure de la classe ouvrière émerge, petit à petit. Son travail — sans nier la valeur de celui des O.S. — est plus qualifié, plus intellectuel ; il doit être plus impliqué dans la gestion. Quant aux patrons, je voudrais pouvoir les appeler tous des entrepreneurs. (...) Il est temps que nous cheminions vers l'intérêt du travail et du capital pour créer de la valeur ajoutée. »

Selon M. Ralite, les travailleurs «doivent continuer à rester vigilants sur les revendications salariales et les conditions de travail, par exemple, mais ils doivent aussi assumer leurs nouvelles responsabilités». « Encore faut-il qu'on leur permette », souligne le ministre.

Dans le même hebdomadaire, M. Claude Quin, président de la R.A.T.P., lui aussi communiste, déclare : « Il ne peut y avoir une bonne gestion de l'entreprise sans une prise en compte du social. Mais il ne peut pas, non plus, y avoir de satisfaction des revendications sans prise en compte, par les syndicats et les travailleurs, des conditions économiques du développement. Cela peut surprendre. C'est, en fait, une nouvelle culture économique, où personne ne peut plus camper sur son terrain, celui des revendications ou celui de la gestion. Il ne suffit plus de dire « Vous n'avez qu'à travailler plus » ou « Les patrons peuvent payer ! ».

● *Attentat à la Martinique.* — Une bombe de faible puissance a explosé dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 décembre, dans les locaux de la cour d'appel de Fort-de-France (Martinique). Il n'y a pas eu de victimes et l'explosion a causé peu de dégâts. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Le Monde

Service des Abonnements

75427 PARIS CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER

(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 857 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque

postal (trois virements) doivent bien

joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (dans les deux cas) : nous

adresser une nouvelle adresse et nous

leur demander une somme en plus

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

rédiger tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

POINT DE VUE

Pour l'égalité et la dignité

par MICHEL CHARZAT (*)

Nous vivons décidément dans une période de grande confusion. Dans la pensée de Descartes et de Jaurès, une société de pensée à la mode a organisé un colloque destiné à surdoler d'un halo de respectabilité idéologique la nouvelle trouvaille de l'opposition — socialisme égale fascisme — sans qu'aucun représentant de l'intelligentsia n'ait eu le devoir d'annoncer cette époque intellectuelle (1).

Pas avant, la seule issue du destin a voulu que Raymond Aron trouve la mort à l'issue du témoignage qui lui avait permis de démontrer l'absence de validité de ce genre d'assimilation entre idées de gauche et de droite (2).

Il est préoccupant de constater que de tels exemples de probité deviennent exceptionnels en ces temps caractérisés par le déclin de la fonction intellectuelle et par la montée d'une nouvelle forme d'intolérance idéologique.

L'hégémonie actuelle du néo-conservatisme fait peser sur la clarté intellectuelle l'indigence d'un stalinisme culturel de droite. La dérive des idées, des journaux et des modes, de la gauche vers la droite, du conservatisme modéré vers l'extrémisme, s'accroît. Pour s'être élevé contre cette évolution, Jean-François Kahn vient d'être chassé, après tant d'autres, du paradis médiatique.

Il est grand temps de résister. L'organiser la reconquête culturelle et morale. De renouer avec le grand combat de la République pour l'égalité et la dignité.

Le Kulturkampf de la droite

Au cours des années 70, la grande industrie du vide culturel programmée par les bêtelières du show-business idéologique avait préparé le terrain à une authentique pensée de droite. La haine du rationalisme et le retour au bon vieux sens commun (il y aura toujours une aristocratie et une plèbe) frant, un moment, le succès de la nouvelle philosophie. On apprend que le goulag était dans Marx et que la totalitarisme était issu du Silece des Lumières. Battues politiquement en 1981, les « élites » des classes dominantes avaient toute liberté pour procéder au réarmement intellectuel de leur camp. A la suite d'Alain de Benoist, de la nouvelle droite, du Club de l'Horloge, du Figeo de MM. Fauriol et Hersant, une partie de l'opposition se rallia progressivement à la dangereuse idéologie de la politique du vivant (3). Selon ce système qui s'inscrit dans le grand courant de pensée pessimiste et inégalitaire contemporain, « l'homme est héréditairement doté d'un potentiel d'agressivité d'où découlent nombre de comportements fondamentaux, tel le sens de la hiérarchie, de la propriété, du territoire ».

Dans cette période de crise, la politique du vivant apporte aux stratèges de la reconquête du pouvoir les pseudo-justifications biologiques et culturelles du retour au darwinisme social.

En même temps, la spécificité de notre communauté nationale est affaiblie par l'exaltation d'un douteux insularisme syncrétique qui entouffe mal l'éclosion du protecteur politique du nivellement culturel et de la régulation par le marché mondial.

Dans leurs essais comme dans leurs propositions programmatiques, Michel Poniatowski, Alain Peyrefitte, maintenant Jacques Chirac, combinent un néo-conservatisme d'importation à cette politique du vivant de conception domestique.

Une telle démission de l'esprit devait entraîner d'autres : l'enthousiasme culturel de la nouvelle droite ouvrait inévitablement la voie à l'infiltration et à la dérive politique. Au CNIP, mais aussi au R.P.R. et à l'U.D.F., la nouvelle génération d'élus et de responsables issus de l'extrême droite accroit constamment son influence.

Certes, l'opposition ne rêve pas d'une solution de type fasciste. Mais en n'hésitant pas à s'acquiescer avec l'extrémisme culturel et politique de droite, elle affaiblit les digues qui protègent la société française de la montée des intolérances.

Là, réside la véritable danger : contrairement à la conception naïvement optimiste d'une bonne partie de la gauche, subsistant en effet, dans la conscience collective d'un peuple, l'élite éduquée comme le nôtre par un long passé démocratique, bien des coins obscurs, bien des modes de pensée et des archétypes qui enfouissent leurs racines dans des âges archaïques.

Ces mentalités d'un passé non encore révolus peuvent connaître de brutales résurgences. L'esprit de meurtre dont parle Elias Canetti prend alors le dessus sur l'esprit civique. Des traumatismes suscités par l'ébranlement des valeurs traditionnelles surgissent la dénonciation des boucs émissaires, la remise en cause

du lien social, des grandes valeurs de la démocratie et des conquêtes de la libération.

La lourde responsabilité assumée par certains hommes politiques, intellectuels, journalistes est de prendre appui sur l'ensauvagement contemporain pour servir leur volonté de revanche.

De trop nombreux responsables de l'opposition jouent aux apprentis sorciers en utilisant, à des fins démagogiques, les thèmes du chômage, de l'insécurité, de la xénophobie, de l'immigration, du retour à l'âge d'or.

Le sursaut civique

Qu'attendent nos grandes consciences égalitaires à ne pas élever la voix ? Le principe égalitaire n'est ni égalitarisme ni idéologie, et que la lutte pour les droits de l'homme ne se divise pas ? Qu'attendent les grandes organisations humanitaires, philosophiques, et les Églises pour cimenter cette alliance sans exclusive qui s'impose afin de faire reculer l'intolérance anti-arabe, le racisme, l'antisémitisme ?

Qu'attendent certains hommes et femmes de gauche pour prendre leur part du grand combat de la République ? Il ne s'agit pas de pourfendre, en une machinale dénonciation, la réaction toujours « renaiscente » ou le fascisme toujours « menaçant », mais d'affirmer solidairement la vaillance.

(*) Député de Paris, membre du secrétariat national du parti socialiste.

UN ALBUM DE PHOTOS CONSACRÉ À FRANÇOIS MITTERRAND

Mythologie ?

Un album, consacré non tant par François Mitterrand à sa propre gloire qu'à la profondeur de son regard, à ses capacités de réserve, de solitude, d'humanité et de simplicité vient de sortir aux Éditions Flammarion.

Un chef d'Etat, avant tout, les premières pages de l'album le montrent, doit être un pèlerin qui porte sur les épaules de son pardessus le poids inflexible de la responsabilité politique. Ses « longues promenades solitaires » n'en écartent pas les secrets mais semblent au contraire les engranger jusqu'à ce qu'une clef d'or les résolve. Centré dans une tranchée

de Latche, dans le nord du Pas-de-Calais, à Solutré ou à Cluny, « foulant la bonne terre ancestrale », vantant la beauté des fougères (les photos sont mises en vis-à-vis de citations, soit « philosophiques », soit « poétiques », extraites de ses précédents ouvrages), « serrant la main des braves gens », « dans un petit cercle d'intimes », « recueilli sur une tombe ». De nombreux gestes de ses mains — synopsés par la mise en page comme une lanterne magique (on voit presque ses lèvres remuer) — et parfois ses mains seules en gros plan vont nous montrer différentes postures de réflexion, de



d'arbres morts qui bientôt reflueront, cet homme, qui semble presque frotter, le prisonnier d'un pays, « marche vers la lumière » (le socialisme n'a pas dédaigné l'Elysée et ses parcours mythiques). Les contre-plongées, souvent de dos, du photographe allemand Konrad R. Müller, qui suit le président « à la trace », et à distance, « accomplissant une promesse de discordance », dessinent une stature gaillarde. D'ailleurs un portrait du grand prédécesseur ne va pas tarder à être glissé entre ces photos. Mais auparavant le président sure conversé avec son jardinier.

Les espaces d'apparat — l'escalier d'honneur — restent vides. Non, notre président, nous allons le retrouver dans la forêt

lecture, les phalanges d'une tranquille force. Certaines scènes de groupes, cultivateurs, travailleurs, vont le ravir au regard, groupes heureux de manger le même pain que leur président.

Le look Mitterrand peut-il devenir un cadeau de Noël ? En tout cas cet album est fascinant : si le pouvoir a besoin d'une image — mise en scène pour se conforter, cet ensemble de clichés en est un paradigme « éloquent » (il saute aux yeux). Il faut bien sûr remettre au chien Upelion, reposoir de la main de son maître, la peine du naturel.

HERVÉ GUIBERT.

* François Mitterrand. Album de photos de Konrad R. Müller. Éditions Flammarion.

IMITATION ILLICITE DE LA MARQUE-



DE LA SOCIÉTÉ CHANEL PAR LA SOCIÉTÉ DE BEYNAL MAROQUINERIE

Par arrêt du 24 mai 1983, la Cour d'Appel de Paris :

« Déboute la Société DE BEYNAL MAROQUINERIE de son appel du jugement rendu le 11 juin 1982 par le Tribunal de Grande Instance de Paris ;

— Confirme ce jugement en ce qu'il a :

— Dit qu'en relevant à la vente ou en vendant deux sacs revêtus d'un motif ornemental constitué de deux lettres C pour l'un accordé en sens inverse et pour l'autre s'entrecroisant en sens contraire, s'ouvrant dans les deux cas vers l'extérieur, cette Société a commis des actes d'imitation illécite de la marque déposée de la Société CHANEL ;

— Interdit à la Société DE BEYNAL MAROQUINERIE de faire usage de cette marque sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, sous astreinte de 2 000 FF par infraction constatée passé un délai d'un mois à compter de la signification du jugement ;

— Condamne la Société DE BEYNAL MAROQUINERIE à payer à la Société CHANEL la somme de 50 000 FF à titre de dommages-intérêts et celle de 3 000 FF en application de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile ;

— et a condamné la Société DE BEYNAL MAROQUINERIE aux dépens de première instance ;

— Condamne en outre la Société DE BEYNAL MAROQUINERIE à verser à la Société CHANEL une somme complémentaire de 8 000 FF en application de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile pour frais irrépétibles exposés devant la Cour ;

Déboute la Société DE BEYNAL MAROQUINERIE de ses demandes reconventionnelles ;

Ordonne la publication du présent dispositif en ce qu'il concerne l'instance d'appel du jugement du 11 juin 1982 dans trois journaux ou publications au choix de la Société CHANEL, et aux frais de la Société DE BEYNAL MAROQUINERIE dans la limite de 18 000 FF au total ;

Déboute la Société DE BEYNAL MAROQUINERIE de son appel du jugement rendu le 7 octobre 1982 par le Tribunal de Grande Instance de Paris ;

Confirme ce jugement en toutes ses dispositions ;

Condamne la Société DE BEYNAL MAROQUINERIE aux dépens d'appel... »

Faites des étincelles en anglais!

COURS TRIMESTRIELS le 2 janvier 1984

INSCRIPTION IMMÉDIATE

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE

20 passage Dauphine - 75006 Paris - Tél. 325.41.37



LA CÉLÉBRATION DE NOËL

DANS SON MESSAGE

Jean-Paul II dénonce les « sommes énormes dépensées pour les armements »

De notre correspondant

Rome. — Jean-Paul II a lancé un nouvel appel pour le déte, la paix et le désarmement, dans son message de Noël prononcé place Saint-Pierre, le 25 décembre, devant quelque cinquante mille pèlerins et fidèles. C'est dans un discours rythmé comme une prière que le pape a dénoncé, à l'occasion de cette célébration de la nativité, les périls qui menacent l'humanité.

« Regarde avec les yeux de l'enfant nouveau-né les hommes qui neurent de faim, tandis que des sommes énormes sont dépensées pour les armements ; regarde la douleur indicible des parents qui assistent à la famine de leurs enfants, implorant le pain qu'ils n'ont pas et qui pourrait leur être procuré avec seulement une petite partie des dépenses gaspillées en moyens sophistiqués de destruction : ceux-ci rendent toujours plus menaçants les maux qui s'accumulent à l'horizon de l'humanité ».

« Route, ô Père, le cri de paix qui monte des populations ravagées ».

Le pape a ensuite prononcé la traditionnelle bénédiction *urbis et orbis*, retransmise en mondovision et a salué la foule en quarante-trois langues, dont le chinois, le vietnamien et l'albanais.

Au cours des journées précédant les fêtes de Noël, et notamment à l'occasion du discours prononcé devant le corps diplomatique accrédité au Saint-Siège, le pape avait déjà évoqué avec vigueur ses préoccupations dues à la tension internationale et affirmé que l'Eglise était disposée à jouer « un rôle de médiateur » entre les grandes puissances. Dans le discours — rendu public à l'Avance — que prononcera Jean-Paul II, le 1^{er} janvier, à l'occasion de la journée mondiale de la paix, cet appel au dialogue entre les grands est encore plus pressant. Le pape, tout en admettant « le principe de légitime défense », affirme que les risques de totale destruction que font courir à l'humanité les armes nucléaires doivent inciter à tout mettre en œuvre pour « élaborer des processus de coopération et de désarmement ».

Dans ce message adressé, en premier lieu, aux autorités gouvernementales des pays en cause, Jean-Paul II ajoute notamment : « La responsabilité comporte différents degrés. Celle des chefs d'Etat, des dirigeants politiques est de première importance pour l'établissement et le développement des relations pacifiques entre les diverses composantes des nations et entre les peuples. Plus encore que les autres, ces dirigeants doivent être convaincus que la guerre est en soi irréaliste ».

« La complexité même des mécanismes d'exercice du pouvoir n'impose pas qu'il y ait une responsabilité de la conscience individuelle dans la préparation, le déclenchement ou l'extension d'un conflit. La conscience des responsables politiques devrait leur interdire de se laisser impliquer dans des aventures dangereuses où la passion prévaudrait sur la justice, de sacrifier inutilement les vies de leurs propres concitoyens, d'attiser des conflits, de prendre prétexte de la nécessité de la paix en une région pour étendre sa propre zone d'hégémonie à de nouveaux territoires. Ces dirigeants devraient peser tout cela en leur âme et conscience et s'interdire tout machiavélisme. Ils en rendront compte à leur peuple et à Dieu ».

(Interim.)

VEILLÉE SOUS LE CHAPITEAU

« Pour ne plus être seul, il y a un secret : il suffit de penser aux autres », a lancé samedi soir à mille cinq cents invités du Secours catholique le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, vivement applaudi par tous les isolés, errants et clochards, venus passer, comme chaque année, la veillée de Noël « sous le chapiteau » dressé dans le square de Choisy à Paris (13^e).

Les participants, dont une soixantaine d'orphelins, ont fêté Noël assis à des tables décorées de dessins d'enfants et de guirlandes et entourés de quelque deux cents bénévoles et permanents du Secours catholique.

« Prenez la main d'un plus pauvre que vous et aidez-le », a encouragé l'archevêque de Paris. Au cours de la soirée, les élèves de l'Ecole nationale du cirque d'Annie Fratellini ont offert un spectacle présenté par Suzanne Gabrielli. Une messe de minuit a ensuite été célébrée par le Père Arthur Hervé, ambassadeur de la prière de la Santé, entouré de prêtres de paroisses parisiennes.

Christmas Blues

Correspondance

Washington. — Souffrez-vous du C.D.S., « Christmas Depression Syndrome », plus communément appelé Christmas Blues ? Le caraf de Noël, affirment diverses organisations comme les Samaritains ou le Centre pour le contrôle du stress, frappe de très nombreux Américains qui les consultent au téléphone. Les plus âgés pensent à leurs chers disparus ou pleurent sur leurs ambitions déçues. Les jeunes, premières victimes de la commercialisation de Noël, se plaignent des réalités de la vie quotidienne qui ne répondent pas à leurs espoirs.

« Ne désespérez pas », répondent les « pays » professionnels et amateurs. Les chagrins personnels sont plus difficiles à supporter pendant la saison des fêtes. Et puis, le phénomène est saisonnier. Il s'agit d'une nostalgie temporaire, sans comparaison avec la dépression clinique. Et ils mettent en garde contre le « Christmas crash » de la mi-janvier, quand tombent en rafales les factures à payer et que s'évanouissent les bonnes résolutions du 1^{er} janvier.

Mais pour plusieurs spécialistes des maladies mentales interrogés par le New York Times, le C.D.S. est un mythe. Le nombre des suicides et des hospitalisations psychiatriques n'augmente pas en décembre. « Noël est peut-être mauvais pour le foie, mais il ne menace pas notre équilibre mental », assure le docteur Buckman responsable du service de psychiatrie à l'université de Virginie. Simplement, Christmas exalte les principales émotions humaines : les gens

gaie deviennent encore plus joyeux et les tristes encore plus déprimés. Mais il faut admettre que les réunions de famille peuvent être une épreuve pour ceux qui ont eu une enfance perturbée ou nourrissem de vieilles rancunes à l'égard de leurs parents.

Selon la tradition, on échange des cartes de Noël, le plus souvent des images pieuses, en tout cas édifiantes, représentant le message « Paix sur terre aux hommes de bonne volonté ». Cette année, M. Snyder, qui lutte pour le droit des Américains à garder et à porter des armes, a dessiné des cartes sur lesquelles on peut voir Santa Claus — Père Noël — silhouettant les airs dans son traîneau, la barbe en bataille et tirant au revolver sur les avions soviétiques.

M. Snyder justifie cette image par un verset du prophète Joël : « Transformez vos charmes en épées et vos émondoirs en lances. » Mais, comme le note un rabbin, la citation sort de son contexte déformant la pensée du prophète, qui voulait souligner que toutes les armes, même improvisées, ne sauraient avoir raison de Dieu.

M. Snyder ne croit pas que cette image contredise le message de Noël : « Santa Claus ne pourrait mieux assurer la paix sur la terre qu'en détruisant l'Union soviétique et la tyrannie communiste athée, en général ». Un croisé qui aura tout bien assimilé les paroles du président Reagan sur « l'empire du mal » : « Onward, Christian Soldiers ! » (En avant, soldats du Christ !).

HENRI PIERRE.

FAITS DIVERS

● Catastrophe ferroviaire au Zimbabwe. — Treize et une personnes ont été tuées et près de soixante grièvement blessées, samedi 24 décembre, lors du déraillement d'un train de voyageurs près de la ville de Hwangé à 500 kilomètres à l'ouest de la capitale, Harare. (A.F.P., Reuters).

NOËL A L'ÉVÊCHÉ

M. Félix Raynal, soixante-sept ans, qui a passé vingt-six ans en prison, a été nommé évêque de l'hôtel de police de Marseille, surnommé « l'évêché », sous prétexte qu'il ne s'accoutumait pas à la liberté, retrouvée depuis six mois. Pour faire valoir sa demande, il a affirmé aux policiers qu'il était l'auteur d'une tentative de hold-up commis dans une boutique de la ville le 22 décembre. Renseignements pris, les policiers ont indiqué que le bijoutier n'avait pas porté plainte contre le vieil homme impécunieux, qui avait lui-même déposé plainte. M. Raynal devait être présenté au parquet lundi 26 décembre.

Au Palais des Congrès

L'AVE MARIA DE THIERRY LE LURON

Samedi, 23 h 30, la scène du grand auditorium du Palais des congrès. Trois mille places sont déjà occupées ; les retardataires se bousculent à l'entrée. Les ouvreuses proposent un programme où se détachent les noms de Gérard Lenorman, Thierry Le Luron, Francis Lalonde. Le spectacle va commencer...

Apparaît sous les projecteurs un jeune homme en robe blanche qui prend place devant un autel flanqué de sapins de Noël. C'est le Père Bruno Petit qui va animer la veillée. Car, en guise de spectacle, c'est à un office religieux auquel on est convié : une « messe de minuit de l'espérance, pour les enfants du désespoir ». L'idée est du Père Jacques Fournier, directeur du Centre religieux international du Palais des congrès. « Puisque mon travail consiste à intégrer la dimension spirituelle dans ce temple du commercialisme, dit-il, pourquoi ne pas lui demander de participer à la célébration religieuse de Noël ? ».

La réponse a été au-delà de son attente. Pour la deuxième année consécutive, la direction et le personnel du Palais des congrès ont prêté leur concours bénévole au projet. Des artistes aussi. Croyants convaincus, Gérard Lenorman a chanté l'Enfant des cathédrales, et Thierry Le Luron, sérieux pour une fois, a interprété l'Ave Maria de Gounod.

C'est beaucoup plus qu'un spectacle. L'assistance prie, chante, communie. Le plus étonnant, pourtant, est le geste du personnel du Palais des congrès, qui a accepté de renvoyer le soir, après une journée de travail, pour assurer, gracieusement, le succès de ce spectacle insolite. Un technicien, incroyant, explique : « C'est normal, puisque c'est Noël. Et puis c'est pour les enfants du Liban ».

ALAIN WOODROW.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Un gendre balafreur

A voir M. Meyer Chétrit, quarante ans, artisan diamantaire de nationalité marocaine, attentif et poli dans le box de la chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Gaston Quilichini, qui pourrait croire que l'homme paternel a fait de lui un homme violent, qui s'est acharné sur tous les membres de son ancienne belle-famille ?

Lorsque son épouse, Annie Kaifa, demande le divorce en 1975, après six années de mariage, et que Laurence, leur fille unique, née en 1970, est confiée à sa mère, Meyer Chétrit place tous ses espoirs dans le droit de visite à l'enfant que les juges lui accordent. Mais tout va basculer du jour où la justice revient sur sa décision en interdisant au père de voir sa fille. Cela, il ne veut ni ne peut le supporter. En 1976, profitant d'une ultime entrevue, il enlève Laurence, qu'il ne rendra à sa mère qu'un an plus tard.

Prudents, les Kaifa démissionnent. Lorsque Meyer Chétrit retrouve leur trace, il récidive, s'enfuyant une deuxième fois avec l'enfant. La police les retrouve et le voilà condamné à cinq mois de prison. Libéré, il persiste, surveille les années et venues des Kaifa. Ne parvenant pas à savoir où l'on a caché Laurence, il décide d'employer la manière forte.

En juin 1982, c'est à son ex-femme qu'il s'en prend la première. Elle vient de s'asseoir au volant de sa voiture lorsqu'il surgit, la saisit aux cheveux et lui balafre cruellement le visage à cinq reprises. En septembre, c'est au tour de M. Samuel Kaifa, son ex-beau-père, un vieillard à demi aveugle, de subir les mêmes sévices. En novembre, M^{me} Fortunée Kaifa — qui fut sa belle-mère honnie — est agres-

Des larmes bruyantes

Meyer Chétrit reconnaît avoir exécuté les violences dont on l'accuse aujourd'hui. C'était, dit-il, « sous l'emprise de l'alcool » ; après avoir songé à la drogue, il avait choisi le whisky « pour tenir le coup... ». Quant à l'arme avec laquelle il a marqué quatre de ses cinq victimes, on n'en saura rien. A en croire l'accusé, les blessures ont été occasionnées toutes par le porte-clés dont il ne se sépare jamais et qu'il a l'habitude de faire danser dans sa main. Mais il admet tout de même qu'un petit couteau Opinel pendait à sa ceinture. « Je ne sais pas, moi, monsieur le président, peut-être l'Opinel était-il ouvert au moment des agressions. » Il faut qu'un couteau soit ouvert ou fermé...

Pour ce violent dont les larmes bruyantes n'ont finalement apaisé personne, le substitut Jean Grimaud demande « le maximum », soit quatre ans de prison. Le tribunal s'en tiendra à trois. Mais le ministère public, estimant l'accusé « semblable à ces tarantules qui ne peuvent s'empêcher de piquer et rapter toujours », avait demandé de surcroît une peine de cinq ans d'interdiction de séjour pour le balafreur, que les juges lui ont accordée.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

La traque des réfugiés basques

(Suite de la première page.)

Quand Alfonso Segundo Marry sera enlevé à son tour, les Basques attribueront les opérations non revendiquées au GAL, le seul groupe à s'être désigné dans le paysage brouillé de ce que les réfugiés de l'ETA appellent la *Guerra Sucia* (la guerre sale).

Pour savoir ce qui se cache derrière le sigle mystérieux, la population des Pyrénées-Atlantiques n'a que l'embaras du choix. Barbozcas, policiers officiels, armés, aventuriers d'extrême droite, citoyens espagnols ou ressortissants français ? Toutes ces catégories se sont illustrées en France dans la lutte contre les Ertarras. L'Espagne a toujours pratiqué, pour ces basses besognes, le mélange des genres. Certains commandos, conduits par des officiers, étaient composés de malfaiteurs français qui achetaient à ce prix leur liberté de mouvement outre-Pyrénées. D'autres composés exclusivement de membres de la Guardia civil, d'autres encore de voyageurs au long cours, italiens ou anglais, écossais ou trafiquants de drogue etc.

L'embaras du choix vraiment... Certains, au Pays basque, croient pouvoir distinguer des périodes dans ces opérations de représailles. Juan José Echavé, l'un des premiers réfugiés en France, sait de quoi il parle : sa femme a été tuée le 2 juillet 1978 et ses victimes d'abord vu arriver des policiers en civil, exécutés-ils, puis, comme ces missions échouaient souvent, le gouvernement espagnol a fait appel à des truands, la plupart du temps français, jusqu'en 1981. Mais, affirme encore M. Echavé, ces malfaiteurs se sont parfois montrés trop voyants, dépensant sans compter au casino de Biarritz ou dans les hôtels de la côte. « Je pense qu'un plan plus sérieux a été mis en place ».

Maldresses

Est-ce tellement sûr ? Les derniers commandos se sont montrés pour le moins maldresses. Pedro Sanchez, un ancien légionnaire, militant d'extrême droite naturalisé français, qui est soupçonné d'avoir participé à l'enlèvement d'Alfonso Segundo Marry, a été arrêté moins d'un heure après le rapt. Il tentait de franchir la frontière en voiture. Dans son véhicule, les policiers français ont trouvé une matraque, des cordages et surtout des photographies anthropométriques d'un membre présumé de l'ETA.

Autre maldresse : le 18 octobre, quatre policiers espagnols avaient été surpris par l'un de leurs collègues français alors qu'ils roulaient de coups dans une rue d'Hendaye José

Maria Laretzeta, un autre réfugié. Arrêtés, incriminés de coups et blessures, ces quatre « fins limiers » ont été, depuis, remis en liberté par décision judiciaire.

De telles bavures pour le moins embarrassantes, qui mettent directement en cause le gouvernement espagnol, ont de nouveau porté les relations entre les deux pays à une tension extrême. Pour justifier la présence illégitime de quatre de ses policiers dans les Pyrénées-Atlantiques, le ministre de l'Intérieur, M. Barriobueno, n'a pas trouvé mieux que de reprendre les explications fournies par ses prédécesseurs, en de semblables circonstances : l'Espagne n'entretenait en France, déclarait-il, qu'un « modeste réseau de renseignement ». Pas de troupes.

De nombreux Basques se disent pourtant persuadés que le gouvernement de M. Gonzalez a permis la mise en place, dans les Pyrénées-Atlantiques, d'équipes bien entraînées disposant d'armes sûres et de complices infiltrés dans les milieux de réfugiés. Spécialistes des missions d'information, ces équipes se

transforment en commandos d'assassins, avec parfois le concours d'habités de mains, quand Madrid choisit de durcir son attitude à l'égard de l'ETA.

Mais que dire des cibles choisies ? M. Alain Tourne, nouveau coordonnateur des services de police au Pays basque, note que ces commandos ne s'en prennent qu'à des acteurs fort secondaires du terrorisme basque, quand ils ne se trompent pas purement et simplement de victime, comme dans le cas de M. Marry. « Quel est le but recherché par les commandos ? », nous demande ce policier. « Pas en tout cas celui de punir tel ou tel auteur d'attentats commis au Pays basque espagnol. Les Espagnols résidant dans les Pyrénées-Atlantiques sont surveillés, et on ne peut leur imputer raisonnablement les cinquante assassinats commis en Espagne depuis le début de l'année ».

C'est toujours la même impression qui prévaut : les « commandos de la mort » frappent au hasard, bien plus pour affaiblir l'arrière du séparatisme basque que pour punir. L'Espagne explique que sa ré-

pression en Euzkadi-Sud restera inutile tant que l'ETA disposera, d'un côté, d'un refuge, d'un autre, d'un refuge. Mais à chaque fois qu'elle fait traverser la frontière à ses hommes de mains, la violence qu'elle déclenche paraît surtout destinée à laisser la population française, à lui faire passer le goût de l'accueil des réfugiés.

Le GAL provoque un effet de peur. Les membres présumés de l'ETA, installés à Hendaye ou à Biarritz, s'arment discrètement, et les élus locaux demandent au ministre de l'Intérieur de prendre de nouvelles mesures de protection. Certains des réfugiés refusent de croire que les socialistes espagnols aient pu résoudre aux méthodes de leurs prédécesseurs. A les entendre, ces « commandos » pourraient être l'œuvre du patronat basque espagnol, lassé de payer l'impôt révolutionnaire ou de milieux d'extrême droite nostalgiques du franquisme, ou encore d'une police trop lâchée à elle-même. Peu importe, après tout, puisque le gouvernement espagnol, à défaut de couvrir ces opérations, ne les condamne pas.

PHILIPPE BOGGIO.

EN BREF

Des plates-formes évacuées au large de Terre-Neuve.

Terre-Neuve. — Le personnel de plusieurs plates-formes de forages pétroliers au large de Terre-Neuve a été évacué dans la nuit du 24 au 25 décembre. Seules sont restées à bord des équipes très réduites. Une violente tempête approchait, et les responsables des compagnies pétrolières ont en mémoire le naufrage de la plate-forme *Ocean Ranger*, survenu le 16 février 1982 dans la même zone par très mauvais temps et qui avait entraîné la mort de quatre-vingt-quatre personnes.

Dans la nuit du 18 au 19 décembre, toujours au large de Terre-Neuve, un remorqueur, le *Seafarh Jarl*, a coulé au cours d'une tempête ; les onze membres de l'équipage ont été recueillis par un autre remorqueur. — (A.F.P.)

Trois squatters évacués

Après les affrontements entre les forces de l'ordre et les squatters qui occupaient une usine désaffectée rue des Dunes, à Paris (le Monde daté 25-26 décembre), le parquet de Paris a relâché, le 24 décembre, vingt-deux des vingt-cinq personnes qui lui avaient été déferées. Elles pourront être éventuellement l'objet de poursuites ultérieures.

Les trois autres ont comparu devant M. Patrick Fievet, juge d'instruction. M. Daniel Dambosi, quarante-et-un ans, architecte, et M^{me} Claude Amoucheux, vingt-cinq ans, animatrice, ont été écroués après avoir été inculpés de coups et blessures volontaires avec armes, fabrication et détention d'engins incendiaires. M. Frédéric Joyeux, vingt-six ans, a été inculpé de rébellion, laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire.

UNE LIBRAIRIE DES LIBERTÉS A PARIS

Une « Librairie des Libertés » a ouvert ses portes il y a quelques jours à Paris, à deux pas de la Tour Montparnasse (1). Cette librairie se propose de mettre à la disposition de ses clients la quasi-totalité des ouvrages en français et ayant trait aux libertés, « de la B.D. à la thèse d'Etat ». Un centre de documentation sur le même sujet a également été ouvert à cette adresse. La librairie et le centre ont été créés sur l'initiative de l'université de Paris-II et de l'Association pour le développement des libertés fondamentales que préside M. Marc Agli.

(1) 16, rue Littré, 75006 Paris. Tél. : (1) 549-10-98. Ouvert tous les jours sauf le dimanche de 9 heures à 19 heures.

L'attentat contre le Grand Véfour n'est toujours pas revendiqué

L'attentat du 22 décembre contre le restaurant parisien le Grand Véfour, 12, rue de Beaujolais (Paris-1^{er}), n'a toujours pas été revendiqué. Les enquêteurs de la brigade criminelle penchent, comme dans le cas de l'attentat commis le 20 novembre contre un autre restaurant parisien, l'Orde du bois, pour l'hypothèse d'un « acte gratuit ». Les racketteurs, s'il en est, agissent rarement contre un établissement à l'heure où des clients s'y trouvent.

Onze personnes, qui étaient lors de l'explosion, ont été légèrement blessées. M^{me} Maurine Chrétienn-Rudetzki, grièvement blessée, est restée sept heures en salle d'opération. Contrairement aux premières informations (le Monde daté 25-26 décembre), elle n'a pas été amputée d'une jambe.

Baleines échouées

Sydney. — Soixante-dix baleines au moins sont mortes, dans la nuit du 24 au 25 décembre malgré les efforts de sauveteurs pour remettre à l'eau quelque cent-vingt cétacés qui s'étaient échoués, en deux vagues sur une plage en Tasmanie au sud de l'Australie.

ue

Pour l'égalité et la dignité

Mythologie ?

faites des étincelles en anglais !

IC INTERNATIONAL

SPORTS

LA MORT DE JACQUES LEPS

Cinquante ans d'arbitrage

La ligne du couloir de gauche au fond, face à la tribune de presse sur le central de Roland-Garros : telle fut, durant cinquante ans, sur un siège inaliénable, la zone de surveillance de Jacques Leps, qui vient de mourir. Sa silhouette familière, taille menue, silhouette militaire, voix perçante et tranchante, n'est pas près de quitter la mémoire de ceux qui l'ont vu, installé là lors des grands matches des Mousquetaires jusqu'aux dernières finales gagnées par Björn Borg. Incapable de commettre une erreur, jamais contesté même par des « ténors » comme Ilie Năstase, il avait un coup d'œil infatigable qui allait de pair avec une profonde connaissance du tennis. Classé lui-même en tête de deuxième série, champion de tir aux pigeons ou il courait des « ses » grands matches étaient terminés, il avait d'autres titres moins connus et plus glorieux.

Jacques Leps avait été un es de la chasse pendant la première guerre mondiale ; il appartenait à la fameuse escadrille des Cigognes. La Légion d'honneur et deux citations rendent hommage à sa conduite héroïque. Après la guerre, à l'époque qui vit ses anciens compagnons d'armes Fonck, Dagnaux, Vuillemin, Nungesser, Cof, Arrachart, Pelletier d'Osly se lancer dans les exploits de leurs grands raids depuis la brousse africaine jusqu'aux confins de la Sibérie, précurseurs du grand raid atlantique de Costes et Bellonte, c'est à l'industrie automobile que Jacques Leps se convertit. Le défi sportif, après tant de combats aériens, habite désormais son regard aigu. Ces derniers temps encore, nous le rencontrons à la Croix-Catelan : à midi juste, heures militaires. La démarche moins vive, mais la silhouette indestructible, toujours la même à quatre-vingt-dix ans, il résista à une attaque de congestion cérébrale. La suivante le coucha. « Out » : nous entendons encore sa voix...

OLIVIER MERLIN.

LA FINALE DE LA COUPE DAVIS

Suède-Australie : une victoire partout

Sur le central en herbe du stade de Kooyong à Melbourne, les premiers simples de la finale de la Coupe Davis entre l'Australie et la Suède ont eu lieu lundi 26 décembre.

Le premier résultat a été acquis à la Suède par la victoire de Mats Wilander (dix-neuf ans) sur Pat Cash (dix-huit ans), après trois heures de lutte, par 6-3, 4-6, 9-7, 6-3. Dans le second simple, John Fitzgerald (vingt-trois ans), le héros de la récente victoire australienne sur la France, a battu sans trop de difficultés, par 6-4, 6-2, 4-6, 6-2, Joakim Nystrom (vingt ans), qui avait été préféré à la dernière minute. Anders Jarryd, habituel n° 2 suédois en Coupe Davis.

Comme en 1982

LE CENTRE SPORTIF JEAN-SARRAILH RESTE FERMÉ

Fermé une première fois à la rentrée universitaire de 1982, le centre sportif Jean-Sarrailh, à Paris, a fait l'objet de la même mesure le 15 octobre dernier. Le ministère de l'Éducation nationale a confié à M. Fumoux, inspecteur général, une mission en vue de donner au centre les structures juridiques qui lui font défaut et qui devraient lui permettre d'être à l'avenir géré sagement.

La fermeture du centre sportif a été motivée par l'absence d'un véritable statut et par le débordement de trois des salles omnisports, bien que des travaux de réfection des toitures dont le coût s'élevait en 1982 à 935 000 francs (*le Monde* du 23 décembre 1982) aient été entrepris.

La situation précaire du centre sportif s'explique par l'absence d'un gestionnaire et par le manque chronique de crédits qui ne lui permet pas de payer ses charges. A ce jour, des dépenses de chauffage d'un montant de 320 000 francs n'ont pas été réglées, ainsi que différentes factures s'élevant à 1 200 000 francs environ. Il faudrait, selon M. Jean Guinist, responsable de la coordination pédagogique, 2 500 000 francs pour apurer les comptes.

LES ARCHIVES SPORTIVES DE 1983

Du tennis à la voile

Trêve des confiseurs, podiums entre parenthèses : les champions rétroclinent, la fièvre des records est tombée. On fait des vœux sportifs pour l'année 1984. Et on consulte déjà les archives 1983. Les rayons de la bibliothèque croulent sous le poids des récits des exploits des deux des stades.

Après la Coupe du monde de football et avant les Jeux olympiques, c'est le tennis, avec la victoire de Yannick Noah à Roland-Garros, qui a provoqué une production record. C'est ainsi que Christian Collin a fait un « spécial Noah » de son *Livre d'or annuel* (Éditions Solar, 128 p., illustré, 80 F.). En toute simplicité, il brosse, du premier coup dequette au dernier coup de cafard, un tableau impressionniste du champion dont il avait déjà écrit une biographie. Patrice Dominguez et Michel Sutter se sont appliqués dans leur *Saison de tennis* (Éditions n° 1, 220 p., illustré, 119 F.) à continuer leur travail méticuleux de recensement des événements du circuit tennistique, qui fait de leur ouvrage un document de référence indispensable.

C'était naguère l'ambition de l'*Année du tennis* du trio Couvreur-Delamarre-Caroucci (Éditions Calmann-Lévy, 220 p., illustré, 160 F.). Écrire à trois mains s'est néanmoins révélé, cette année, un exercice difficile, même pour ces professionnels qui ont passé le plus clair de leur temps dans les coulisses des grands tournois : il y a de l'imprécision dans les textes et du flou dans la photographie.

En jetant ses regards sur le tennis (Éditions Robert Laffont, 190 p., illustré, 98 F.), Patrice Hagelauer n'a pas, en revanche, manqué son coup : entraîneur de Yannick Noah lève un coin du voile sur le rôle de l'homme qui, dans l'ombre, prépare les grandes victoires, grâce à un travail technique mais surtout psychologique, aux côtés du champion.

En décortiquant la *Vie de Christie*, c'est-à-dire la championne américaine Evert Lloyd, le journaliste du *New York Times* Neil Amdur (Éditions Solar, 220 p., illustré, 65 F.), dont la plume a la précision du scalpel, met en lumière les aspects les plus redoutables du succès, que Yannick Noah, précisément, n'a pas pu supporter. Reine de son sport,

Christie n'a toutefois pas conquis son trône facilement. C'est ce que, dans leur monumental *Grand livre du sport féminin* (Éditions F.M.T., 528 p., illustré, 220 F.), Françoise et Serge Laget, avec Jean-Paul Mazot, se sont appliqués à démontrer en retraçant les avatars de cette conquête des médailles féminines, de l'athlétisme à la voile.

Au bout des doigts

Même ambition d'universalité, verve et humour en plus chez Jean Durry qui dit tout sur le vélo dans l'*Eyclopédie* (Éditions Denoël, 422 p., illustré, 220 F.) où tous les aspects de la petite reine, du détailleur à la conquête des cols pyrénéens en passant par la responsabilité civile des usagers, sont passés en revue. Cette considérable somme de connaissances n'explique cependant pas pourquoi les géants de la route ont, de plus en plus, l'air de nains dans l'actualité sportive. La Grande oieule fait si peu rêver, désormais, qu'un essai d'inventer un tour des États-Unis. C'est dire que tout l'enthousiasme de Jean-René Godart, soutenu par les commentaires de Bernard Hinault, est nécessaire pour soutenir le rythme de sa *Saison de cyclisme* (Éditions n° 1, 220 p., illustré, 119 F.), sans changer de braquet.

L'aventure ne s'écrit plus guère sur les pavés du Nord ou entre Bordeaux et Paris. L'exploit ne passe plus nécessairement par un défilé sur un cale-pied. L'une et l'autre ont au bout des doigts de Patrick Edlinger lorsqu'il escalade les falaises du Verdon. *Opéra vertical*, un album de photos de Robert Nicod (Éditions Arthaud, 68 p., illustré, 130 F.), et *Verdon dans l'attente*, un livre de David Deldeia et Christine de Colombar (Éditions Denoël, 150 p., illustré, 190 F.) mettent en scène les vertiges de ce monde de granit et de calcaire. Une nouvelle forme de lyrisme est en train de naître sur ces parois rocheuses.

Ce lyrisme n'a pas cependant la popularité que la rumeur des stades a donnée au ballon rond et que fait vibrer Jacques Thibert dans son *Année du football* (Éditions Calmann-Lévy, 252 p., illustré, 135 F.). Ce lyrisme n'a pas non plus le ton et la force de la force virile chantée sur les terrains de rugby. Cet exercice a ses maîtres, Christian Montagnac dans son *Année du rugby* (Édi-

tions Calmann-Lévy, 220 p., illustré, 149 F.) et Roger Couderc allié à Pierre Albaladejo pour leur *Livre d'or* (Éditions Solar, 120 p., illustré, 80 F.). Deux bons livres avec leur savoir particulière, l'un de vieux cognac, l'autre d'armagnac charpenté. Le rugby monte toujours un peu à la tête, même quand on est maître-assistant à l'université et qu'on veut tout dire sur la *Guerre des styles*, comme Christian Pociello (Éditions A. Métailié, 412 p., 100 F.). Mais l'enquête du sociologue s'accommodait mal de la folie ordinaire d'un sport où personne n'arbitre les trois-temps.

Navigations astronomiques

En chaque folie, il y a pourtant une logique certaine. C'est ce que démontre Antoine, ex-ingénieur et ex-chanteur : il a largué les amarres de la société de consommation et s'applique à raconter les trucs de ses navigations astronomiques ou catastrophiques dans *Mettre les voiles* (Éditions Arthaud, 378 p., illustré, 140 F.).

Un guide amusant du routard des océans à mille lieux nautiques de l'univers des courses transocéaniques sous baises Argos, que décrit Dominique Gautron dans *Pajot, Tabarly et les autres* (Éditions Rochesvignes, 190 p., illustré, 69 F.) à l'attention des candidats à la course au large.

Dans les deux cas, l'aventure est au rendez-vous avec la sensation grisante de glisser sur les éléments. La neige poudreuse et profonde qu'on va chercher à peau de phoque sur les sommets des Alpes provoque une ivresse semblable. Aux skieurs avertis des dangers de la haute montagne et physiquement préparés aux conditions extrêmes, Anselme Baud dans *Les Alpes du Nord à ski* (Éditions Denoël, 256 p., illustré, 180 F.) et François Labande dans *Ski sauvage* (Éditions Arthaud, 314 p., illustré, 170 F.) proposent de poursuivre leurs courses en toute connaissance de cause. Avant de se lancer sur des pentes vertigineuses, les autres amateurs de ski ont intérêt à consulter le *Guide du skieur* de Karl Gamma (Éditions Bords, 320 p., illustré, 135 F.) qui fait une synthèse de toutes les méthodes de progression. Il a l'aval de l'ancien sorcier des équipes de France de ski, Honoré Bonnet.

ALAIN GIRAUDO.

RÉGIONS

Ile-de-France

Fontarabie : l'architecte défend son projet

Après notre article sur le conflit qui oppose certains habitants du vingtième arrondissement aux promoteurs d'une opération de construction rue de Fontarabie (*le Monde* du 9 novembre 1983), nous avons reçu de M. Georges Mouris, l'architecte responsable du projet, les précisions suivantes :

A la suite d'un concours restreint organisé par le Régie immobilière de la ville de Paris (R.I.V.P.) j'ai été désigné comme architecte chargé de la réalisation de ce programme de cent quarante logements. Mon projet a été conçu en tenant compte de tous les règlements d'urbanisme en vigueur. En effet, j'adhère parfaitement aux options du plan d'urbanisme de Paris, et je m'efforce de faire un bon projet avec cela. D'abord, parce que je pense que le terrain sur lequel je travaille n'est pas un espace flottant et non défini, mais qu'il a un contraire, étant situé en bordure d'une rue, il constitue en de ses côtés sur 110 mètres de longueur.

Or, j'ai envie de maintenir cette rue, de prolonger l'alignement des maisons qui existent à son extrémité formant la pointe de l'Îlot. Pour cela,

je construis une façade en respectant strictement le tracé d'origine de la rue, et tant mieux si les règlements d'urbanisme me le permettent et m'y encouragent. Ensuite, pour éviter « d'effrayer » l'intérieur de l'Îlot, j'interromps la façade pour créer une large ouverture débouchant sur un mail qui traverse l'Îlot en suivant la direction de la trame viaire du quartier, en assurant ainsi la liaison entre les deux rues Fontarabie et Bagnole. Là encore, les règlements m'y autorisent et encourage ce dispositif urbain.

Ce faisant, je pense que ce projet est de nature à apporter des solu-

tions aux problèmes posés par les habitants de ce quartier, dont certains habitent des tours de 8 à 15 étages qui ont déjà malheureusement détruit l'autre extrémité de la rue et détruit le fonctionnement urbain de l'Îlot. La construction de ces 140 logements sociaux permettra en effet d'améliorer l'équilibre de population de ce secteur, de créer un espace vert au centre de l'Îlot, un cheminement intérieur et un équipement collectif.

Il ne s'agit donc ni d'un urbanisme concentrationnaire, ni d'une faillite de béton, ni à priori d'un empiètement de taudis.

« 75-08 » un nouveau magazine d'arrondissement

Opportuniste, folle douce, opération politique ? Un nouveau magazine d'informations locales intitulé 75-08 vient d'être lancé à Paris. Le responsable de cette tentative audacieuse est un journaliste, M. Jean-Louis Lemaire, qui, dans l'édition de son premier numéro, réfute les trois hypothèses et affirme qu'il n'a d'autres intentions que d'apporter aux habitants du huitième arrondissement « une information locale indépendante et sincère ».

On peut le croire lorsqu'on sait qu'il édite et diffuse depuis treize ans un autre mensuel intitulé 75-20, réservé aux gens du vingtième arrondissement et dont l'indépendance à l'égard des partis politiques, des associations, des syndicats et des intérêts économiques a fait le succès.

M. Lemaire connaît les risques de l'aventure et rappelle l'écho retentissant d'autres formules du

même genre comme *Paris-Habdo*. Néanmoins il ne cache pas que, après 75-20, 75-08 « pose la deuxième pierre d'une presse d'information parisienne qui fait cruellement défaut ».

Outre de nombreux échos et informations pratiques, le sommaire du numéro n° de 75-08 propose notamment un entretien avec le maire du huitième, le compte rendu — fort édifiant — d'une séance du conseil d'arrondissement, des rétrospectives en photos, un portrait d'Alain Barnaud, le patron du « Crazy », l'interview d'un responsable d'association locale, etc. Tout cela de bonne qualité. Bonne chance aux auteurs.

* 75-08, mensuel d'information locale du huitième arrondissement : format 22 x 31, 46 pages, couverture couleur, prix : 9 F. Port de la Conférence, 75008 Paris. Téléphone : 562-75-08.

CARNET DU Monde

Décès

— Le proviseur de l'école hôtelière de Tain-Hermitage, Gérard Astier, fait part du décès de

Colette ASTIER, infirmière,

survenue le 20 décembre 1983. Le service religieux a eu lieu à Valence (26), le 23 décembre 1983.

Des dons peuvent être envoyés à l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif.

— M^{me} Iris Blanaudet et M^{me} Thierry Duboc, ses filles et gendre, M^{me} Gabriel, Raphaël et Alexis, ses fils, M^{me} et M^{me} Maurice Blanaudet ses parents, M^{me} Marcelle Blanaudet-Harrich, M^{me} et M^{me} Raymond Blanaudet et leurs fils, M^{me} Françoise Blanaudet, ses frères, sœur, belle-sœur et neveux. Toute la famille et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BLANADET,

psychiatre des hôpitaux, médecin chef de service au C.H.S. de Villejuif.

survenue le 22 décembre 1983, à l'âge de cinquante et un ans. Le service religieux sera célébré le mardi 27 décembre 1983, à 8 h 45, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, métro Alsace, sa paroisse.

On se réunira à l'église.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux-Parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

— La direction et le personnel des sociétés PétroFrance et Pétroparc ont le regret de faire part du décès de leur collaborateur et collègue

M. Armand BRASSEUR,

survenue le 23 décembre 1983, à Meaux, dans sa soixante-troisième année. 42, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

— Le docteur Jacqueline E. CHEVALLEY est décédée à New-York, après une longue maladie, le 6 décembre 1983, entourée de sa famille et de ses amis. Le présent avis tient lieu de faire-part.

26, boulevard de la Guyane, 94160 Saint-Mandé, 3, villa de la Dame-Blanche, 94120 Fontenay-sous-Bois.

— M. José Corti, a la douleur de faire part du décès de son épouse,

Nicole CORTI,

Il recommande ses amis et relations à leur silence.

— Fougat et Pierre Panayre, Claudine Fougat et Laurent Saint-Far Garnier, Daniel et Coréline, ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-dixième année, de

M^{me} Suzanne GUILLERMINET,

survenue le 22 décembre 1983, à Paris. Levée du corps le 28 décembre 1983, à 9 h 30, 22, rue Bruant, Paris-13^e. L'inhumation aura lieu à Saint-Denis-sur-Mer.

22, allée de la Toison-d'Or, 94000 Créteil.

41, rue du Docteur-Kurzeme, 78350 Jouy-en-Josas.

— Virelly.

M^{me} Roger Maget, son épouse, M^{me} et M^{me} Alain Maget, Nicolas, M^{me} et M^{me} Jean-Michel Maget, Le docteur et M^{me} Jean-François Blanchard, Anne et Frédéric, M^{me} et M^{me} Michel Guenard, Xavier, Charlotte et Thomas, M^{me} et M^{me} Pierre Maget, Alexis, Mathilde et Bricen, M^{me} et M^{me} Laurent Maget, Victoire et Marine, ses enfants et petits-enfants,

Le docteur et M^{me} Michel Harivelles, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

capitaine de vaisseau (H)

Roger MAGET,

officier de la Légion d'honneur,

survenue, le 24 décembre 1983, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Notre-Dame-de-la-Chêne, rue Rieucaud, de Viroflay (Yvelines), le mardi 27 décembre 1983, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour dans l'ancien cimetière de Cherbouy (Maché), rue de la Buché, vers 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Jean-Ray, 78220 Viroflay.

— M^{me} Michel Ranson,

M^{me} le docteur Ranson Baker, Le docteur et M^{me} Marc Olivier Baker et leurs enfants, M. Silvio Baker,

font part du décès de

M. Michel RANSON,

ingénieur des Arts et Manufactures,

survenue à Paris le 13 décembre 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

6, avenue Adrien-Hébrard, 75016 Paris.

— M^{me} et M^{me} Antoine Terrasse

et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Michel Terrasse

et leurs enfants, M. Jean-Jacques Terrasse

et son fils, M^{me} et M^{me} Vassilina Vassilovic

et leur fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Charles TERRASSE,

né Madelon Unibondest,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue à Paris le 16 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont été célébrées à Colmar (Haut-Rhin) dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue des Belles-Familles, 75016 Paris.

— Dieu a rappelé à lui, le 23 décembre 1983, le

Père Étienne THOUVENIN

de VILLARET (S.J.).

Les obsèques auront lieu le 28 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Oranges, 81, rue Hans, Paris-20^e.

De la part Du Père provincial de la Compagnie de Jésus en France, Des membres de sa communauté, Et de toute sa famille.

Anniversaires

— Le 26 décembre 1942 était fêté, à Alger,

Fernand BONNIER de la CHAPELLE,

ayons aujourd'hui une pensée pour lui.

Messes anniversaires

— Le R.P. Fouquier, des Pères Blancs, ancien supérieur de la 2^e D.B., célébrera, le mercredi 4 janvier 1984, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire de la mort accidentelle de son ami, le

président E. AMAURY.

Il veut y associer le souvenir de son épouse

Genevieve AMAURY, décédée en 1974.

Le R.P. Fouquier invite tous les amis du président E. Amaury et tous ceux qui sont restés attachés à sa mémoire, à se joindre par leur présence et leurs prières à cette pieuse cérémonie de l'amitié et du souvenir.

Communications diverses

— La rencontre européenne de jeunes préparée par Taizé réunit 25 000 participants à Paris du 28 décembre au 1^{er} janvier : plusieurs milliers de Français accueilleront dans 200 paroisses les 21 000 jeunes qui arriveront de l'étranger (parmi eux : 6 000 Italiens, 5 000 Espagnols, 4 000 Allemands, 1 500 jeunes de Yougoslavie et d'autres pays de l'Est. Deux fois par jour, à 13 heures et à 19 h 30, la prière commune aura lieu en même temps dans trois églises de Paris : Notre-Dame, Saint-Sulpice et Saint-Germain-des-Prés.

Frère Roger, de Taizé, publiera le 28 décembre une *Lettre d'été* qu'il a écrite en novembre et décembre, partageant les conditions de vie d'un bidonville de la capitale de Haïti.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du *Carnet du Monde*, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Sont élevés à la dignité de grand-croix : MM. Jean Buhse, général d'armée; François Maurin, général d'armée aérienne; André Robert, médecin général inspecteur.

Sont élevés à la dignité de grand-officier : MM. Pierre Darlo, contrôleur général des armées; Charles Fricand; Chagnand, général de corps d'armée; André Sciard, général de corps d'armée; Alain Fatou, vice-amiral d'escadre; Georges Elgo, général de brigade; René Rogier, colonel.

Le *Journal officiel* du 24 décembre 1983 publie, en outre, une liste de promotions au titre de ministre de la Défense, de commandeurs, d'officiers et de nominations de chevaliers dans l'ordre national du Mérite.

Le Monde

ECONOMIE

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 1983

Le phénomène américain

L'année, qui avait bien commencé pour les États-Unis, se termine sur une note plus optimiste pour la plupart des pays industrialisés, y compris peut-être pour la France malgré le retard pris sur les autres nations pour laisser jouer, par une politique de « rigueur » appropriée, le processus de « désinflation » en marche dans toutes les économies. Pour la première fois depuis 1978 (où ils s'étaient trompés), les experts de l'O.C.D.E. se font porteurs de bonne nouvelle. Ils ne se demandent plus si la reprise est là, ils s'interrogent sur les moyens de la consolider. C'est probablement à tort qu'ils estiment que la France ne devrait pas y participer car l'interdépendance ne joue pas seulement dans un sens négatif.

C'est à plus d'un titre que l'économie américaine continue à se détacher du lot. D'abord, par les multiples effets qu'elle semble porter à la logique économique. Un dollar de plus en plus fort, et qu'on s'accorde à juger « surévalué » à un point qui a entraîné une augmentation de la valeur des produits américains. C'est pourtant aux États-Unis que les profits se sont le plus nettement relevés. Leur monnaie continue à monter bien que la balance commerciale ait enregistré un déficit record. Pas plus que le niveau des taux d'intérêt qui reste très élevé par rapport au rythme, très ralenti, de hausse des prix (+ 3,1 % pour onze mois de 1983), la surévaluation du dollar n'a été un obstacle à la reprise qui, depuis le mois de novembre 1982, n'a cessé d'attirer par sa vigueur.

Réajustement

L'erreur serait d'en conclure que les États-Unis où le chômage a commencé à régresser, constituent un cas à part. Sans nier la réalité des résultats obtenus en matière d'inflation notamment, on constate, au-delà des statistiques globales, que l'économie américaine reste le lieu où se manifestent, avec une netteté souvent inaccoutumée de l'extérieur, les contradictions et les déchirements dans lesquels continue à se débattre l'économie mondiale, d'où est en et du nord au sud. D'une certaine façon, la hausse du dollar fait plus penser à un long accès de fièvre qu'à une montée en puissance. Il reste que, contrairement et forcé par le choc en retour des échecs précédents (en matière de crédit, notamment), l'économie mondiale est engagée dans un gigantesque processus de réajustement que bien peu de gouvernements se montrent capables de conduire aux moindres frais pour la population. Dans ce processus, les États-Unis ont pris le contrepoids, sur plusieurs points essentiels, de l'avance. Il leur arrive aussi d'être en retard. C'est le cas pour la gestion des finances publiques que Washington maîtrise moins bien aujourd'hui que Londres, Bonn et même Paris.

Avec des fortunes diverses, le processus en question vise à corriger les graves déséquilibres qui se sont accumulés depuis une bonne dizaine d'années (c'est en 1985 que les États-Unis ont commencé de basculer dans l'inflation, et les premiers craquements du système monétaire international datent de la fin de l'année 1980) et qui expliquent largement les dysfonctionnements de l'économie aux effets souvent dramatiques : chômage, baisse du niveau de vie dans des pays où il est déjà très bas. On peut les ranger sous trois rubriques principales (voir notre article dans le bilan de l'activité économique en 1982 paru dans nos éditions datées du 28 décembre de l'année dernière) : endettement ; insuffisance des capacités bénéficiaires des entreprises, ce qui signifie que, globalement, les affaires restent trop élevées, d'où l'appel des gouvernements, fussent-ils socialistes, à la modération ; incapacité de financer des régimes de sécurité sociale conçus à l'époque où l'on pensait que les fruits de la croissance pourraient être à l'acroissement des dépenses.

La surévaluation se manifeste à tous les échelons de la vie économique. Les États riches (États-Unis, R.F.A., Japon,

Grande-Bretagne, etc.), et plus récemment France) et pauvres (Mexique, Brésil, Nigeria, etc.) ont contracté d'énormes emprunts auprès de leurs ressortissants et à l'étranger pour financer leurs budgets. Les entreprises se sont laissées aller aux délices du capitalisme sans capital en négligeant de reconstruire leurs fonds propres et en entassant des dettes dont le poids leur paraissait léger tant que l'inflation était forte et les taux d'intérêt relativement bas. Les entreprises américaines auront peut-être été les premières à comprendre l'extraordinaire envolée des taux d'intérêt en 1980 puis en 1981-1982 les y a aidés (1) les dangers de la situation et à en tirer les conséquences. Elles auront tout le long de l'année qui s'achève profité au maximum de la hausse de la bourse pour augmenter leur capital par émission d'actions nouvelles.

L'effort tenté (encore insuffisant) de redressement financier s'ajoute de pair avec une réduction des dépenses et une remarquable amélioration de la productivité, par modernisation des équipements et adoption de nouvelles méthodes de gestion parfois imitées des entreprises japonaises, les firmes américaines ont abordé la reprise (elle-même largement expliquée par ces progrès) dans des conditions bien meilleures. De là l'accroissement des profits, qui permet encore d'alléger l'endettement, malgré le facteur défavorable que constitue la hausse du dollar dont on se plaint amèrement à Detroit et dans les autres grands centres industriels.

C'est avec l'encouragement des autorités financières supposées les plus vénales que les pays en voie de développement se sont laissés prendre au piège insidieux du surendettement. Que l'on se souvienne des recommandations du Fonds monétaire international « nécessaires » recyclage des capitaux ! On les a entendues jusqu'en 1982, l'année où s'est déclenchée la crise générale de trésorerie des pays du tiers-monde, une crise dont les dimensions n'ont cessé depuis lors de s'élargir. Le fait qu'elle ait été au moment où disparaissaient les trop souvent invoqués « surplus » des pays pétroliers tendrait à prouver que l'endettement avait une autre cause que la hausse du pétrole, à laquelle le F.M.I. attribuait complaisamment l'apparition de déficits qui ne cessent pourtant de se creuser au fur et à mesure que les excédents pétroliers fondent comme neige au soleil, du fait que les pays producteurs se lancent dans la même frénésie de dépenses que les autres. Quand il est enfin devenu apparent, à l'occasion du moratoire demandé par le Mexique, que le surendettement accumulé dépassait de très loin les capacités de remboursement, les prêteurs ont brusquement freiné des quatre fers.

« Déflation »

Quant aux débiteurs, leur comportement se sera écarté tristement de la norme (comment pourrait-il en être autrement ?) à celui qu'ont eu, en pareille circonstance (par exemple, pendant les années 30) leurs prédécesseurs. Ils ont demandé des délais de paiement et pour obtenir l'argent frais dont ils ont un besoin urgent, ils ont dû brader sur les marchés les marchandises qu'ils produisent. C'est pourquoi l'année 1983 aura vu la première baisse du pétrole depuis le début des années 70. C'est encore la raison pour laquelle les cours des principales matières premières, comme le cuivre, n'ont que faiblement monté malgré la reprise, et bien que leur niveau actuel soit encore inférieur aux coûts de revient. Non-renouvellement des crédits à des emprunteurs qu'on encourageait naguère à la dépense, liquidation plus ou moins forcée des stocks sur des marchés où les acheteurs, faute de disponibilités, se font exigeants, voilà les signes typiques d'un mouvement de « déflation », ou si l'on préfère de désinflation, dont la crise que traversent les pays du tiers-monde présente une image grossie.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 13.)

Reprise soutenue aux États-Unis et au Japon plus faible dans les autres pays industrialisés

Fort en Amérique du Nord, incertaine en Europe, la reprise qui s'est manifestée en 1983 a eu des causes multiples et des effets variés selon les cas. La production industrielle, qui avait baissé de 5 % en moyenne annuelle en 1982, a augmenté de 3,5 % pour les sept grands pays industrialisés de l'O.C.D.E. (États-Unis, Japon, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada). Cette progression globale masque d'importantes disparités puisque celle-ci est de + 6 % aux États-Unis mais n'existe pas pour l'Italie (- 4,2 %).

Situation contrastée qui se reflète au niveau de la croissance. Le produit national, qui pour les mêmes pays avait légèrement reculé en 1982 (- 0,5 % en moyenne annuelle), a augmenté de 2,5 % en 1983. Les États-Unis (+ 3,5 %), le Japon et le Canada (+ 3 %) sont en tête de ce palmarès, suivis de la Grande-Bretagne (+ 2,5 %), de l'Allemagne (+ 1,2 %) et de la France (+ 0,5 %), seule l'Italie marquant un recul de 1,5 %. Il y a eu reprise aux États-Unis, au Canada et, dans une moindre mesure, en Allemagne et en Grande-Bretagne, mais la croissance au Japon et ralentissement en France.

Seul véritable moteur de la reprise dans le monde, les États-Unis ont terminé l'année en force. Le P.N.B., qui avait augmenté de 2,6 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre de 1982, a crû de 9,7 % au deuxième et de

7,6 % au troisième. L'impulsion s'est traduite par un redressement de l'emploi qui, conjugué à la baisse du taux d'épargne, s'est traduit par un gonflement des dépenses des ménages. Phénomène inverse à celui qui a été observé au Japon, où

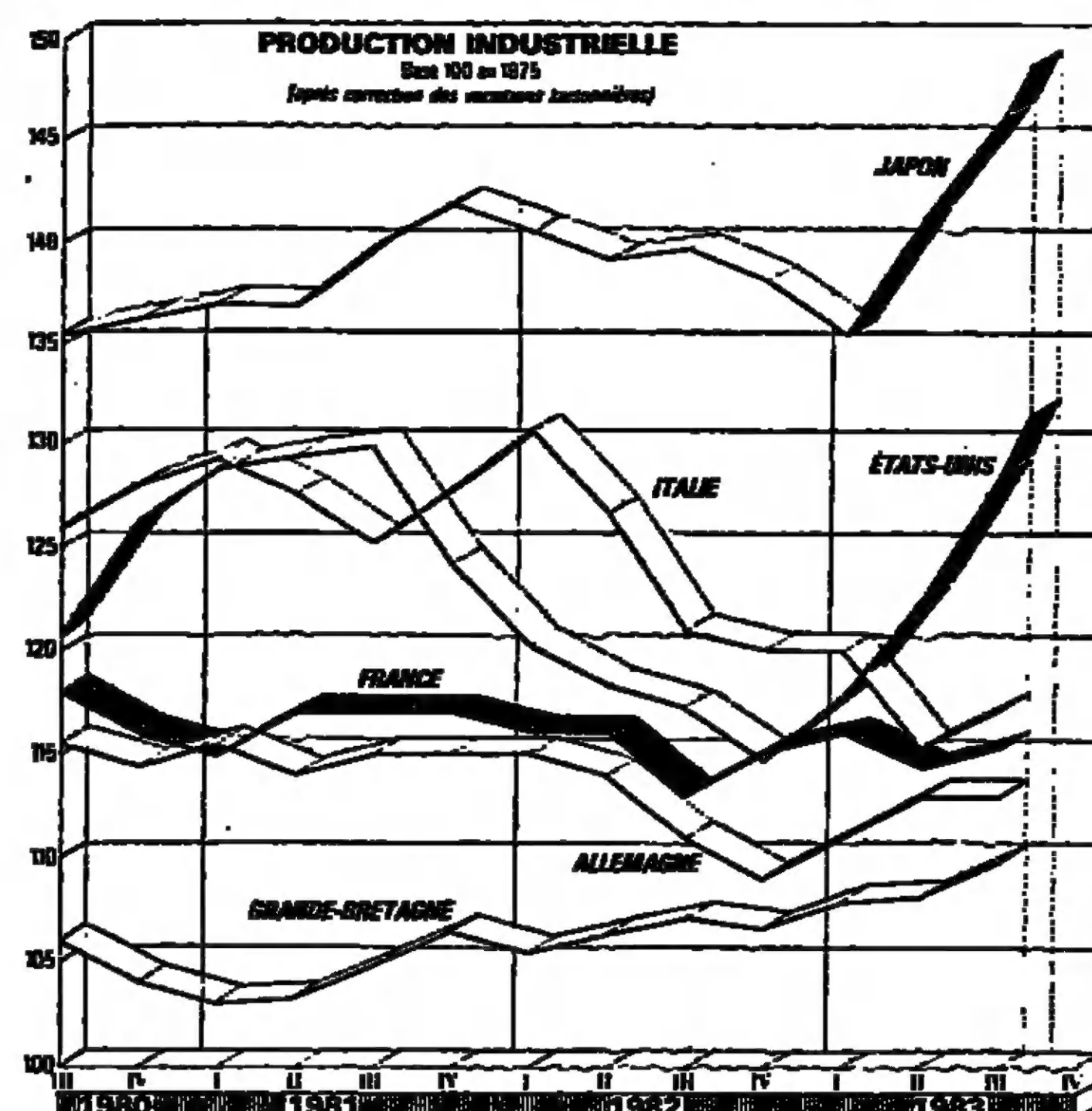
l'essoufflement de la demande intérieure a été compensé par l'essor des ventes à l'étranger. Celles-ci ont permis à la production industrielle de progresser au fil des mois. Pour rétablir un certain équilibre et soutenir la demande intérieure, Tokyo a dû annoncer, le 21 octobre dernier,

un certain nombre de mesures budgétaires (financement du logement, aides aux travaux publics). Le P.N.B. s'est accru de plus de 4 % au second semestre.

L'augmentation de la consommation privée a aussi favorisé l'essor de l'activité en Allemagne et en Grande-Bretagne. Celle-ci a augmenté pour la première fois en R.F.A. depuis près de trois ans, malgré une baisse des traitements et salaires et une stagnation des transferts publics (notamment les prestations sociales). La quasi-stabilité des prix à la consommation dans les premiers mois de l'année a favorisé une légère augmentation du revenu réel des ménages. Mais, surtout, on a assisté à une forte et rapide chute du taux d'épargne. Soutenue au cours du premier semestre, la demande intérieure s'est atténuée en fin d'année, l'équilibre se maintenant grâce à une reprise des parts de marchés dans les échanges extérieurs.

On a constaté en Grande-Bretagne une forte réduction du taux d'épargne ajoutée à une augmentation du recours à l'emprunt, d'où une augmentation de la consommation privée. L'investissement et la formation de stocks aidant, la production industrielle a progressé lentement, s'établissant à un niveau supérieur de 2 %, au cours des trois premiers trimestres, par rapport aux neuf premiers mois de 1982.

(Lire la suite page 11.)



MONNAIE

Le dollar en vedette Troisième dévaluation du franc

L'année 1983, comme l'année 1982, et comme l'année 1981, a été tout entière placée sous le signe du dollar, dont la montée a été continue. Toutes les monnaies ont baissé par rapport au « billet vert », excepté le yen dont la fermeté a été tout à fait remarquable, en dépit d'un fléchissement au milieu de l'été. Le dollar a monté, à Paris, de 26 % (8,46 F contre 6,73 F), à Francfort, de 16 % (2,76 DM contre 2,38 DM) et à Londres de 13 %. A Tokyo, en revanche, il s'est retrouvé à 234 yens en fin d'année contre 235 yens au début, avec une pointe à 249 yens au début.

Bien des arguments ont été mis en avant pour expliquer cette nouvelle flambée. Celui des taux d'intérêt, bien sûr, s'est trouvé le plus souvent évoqué. Il est de fait que, le loyer de l'argent ayant baissé en Europe presque aussi vite qu'aux États-Unis, l'écart des taux en faveur des placements en euros a été maintenu. Ainsi, en fin d'année, l'échelle à six mois « valait » 10 1/2 % outre-Atlantique, 9 3/4 % à Londres,

6 1/2 % à Francfort et Tokyo. Cette tension aux États-Unis (voir la rubrique taux d'intérêt) a été très vivement critiquée par les partenaires des États-Unis, notamment la Grande-Bretagne, mais à New-York on se déclare impuissant à forcer la main du Congrès ou de la Maison Blanche dans le sens d'une réduction du déficit budgétaire américain, et à contraindre la Réserve fédérale à assouplir sa politique de lutte contre l'inflation, combat qui, au surplus, emporte l'adhésion de presque tout le monde outre-Atlantique. Vient ensuite l'argument de la tension internationale, au Moyen-Orient et dans le monde : à chaque incident, le dollar se comporte un peu plus comme une valeur refuge. Ce comportement, outre l'effet de taux, explique la déviation du mark, qui affecte les mouvements populaires dirigés contre l'installation des euro-missiles en Allemagne, et les remous politiques de toute sorte, y compris l'inculpation du ministre de l'économie, le comte Lambsdorff.

En fin d'année, des facteurs de hausse supplémentaires contribuaient à doper la monnaie américaine, au plus haut depuis dix ans à Francfort, et au plus haut historique à Paris comme à Londres. Une véritable pénurie de dollars était perceptible sur les marchés des changes, soumis à une forte demande. Aux besoins des pays emprunteurs pour payer les intérêts de leur dette et parfois pour les rembourser, s'ajoutaient les achats d'opérateurs commerciaux qui avaient attendu, en vain, une baisse du dollar et se voyaient obligés de rattraper leur retard. En fait, on constatait que la création monétaire de dollars s'était arrêtée : les pays producteurs de pétrole, principaux pourvoyeurs depuis 1974, sont devenus emprunteurs par suite du fléchissement de leurs ressources, et les pays endettés ont obtenu le réajustement de leurs échéances aux dépens des établissements prêteurs.

Sans doute le creusement rapide du déficit commercial des États-Unis et, surtout de leur balance des paiements, risquerait-il, un jour, d'inquiéter les détenteurs de dollars, mais nul ne sait à quelle date interviendra le renversement de tendance.

En Europe, l'événement a été le réajustement du Système monétaire européen (S.M.E.) le 21 mars, marqué par la troisième dévaluation du franc français depuis l'été 1981. Le gonflement spectaculaire du déficit commercial de la France, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, et le creusement de l'écart d'inflation avec ce pays rendaient nécessaire un « ajustement » du franc par rapport au mark. Au cours du premier trimestre, la certitude qu'après la sérieuse alerte de décembre 1982 un tel « ajustement » était inéluctable mais ne pouvait être réalisé qu'au lendemain des élections législatives en Allemagne et municipales en France, prévues pour le mois de mars, faisait monter la tension.

Elle obligeait les banques centrales, essentiellement la Banque de France, à défendre chèrement les parités de leurs monnaies. Au lendemain des scrutins, les négociations s'engageaient entre les partenaires du Système monétaire européen, dans une véritable atmosphère de psychodrame, la France, pour des raisons politiques évidentes, voulant contraindre l'Allemagne à réévaluer unilatéralement sa monnaie.

MARCHE DES CAPITAUX

Les prêteurs récalcitrants et les débiteurs aux abois

Une énorme crise s'est abattue sur le marché des crédits bancaires internationaux. Jusque vers le milieu de l'année 1982, le volume des euro-crédits (crédits accordés par des banques dans une monnaie autre que celle du pays où elles exercent leurs activités) croissait de façon spectaculaire au rythme de 25 %, et davantage par an. La décision prise par le Mexique, le 20 août de cette année-là, d'appliquer un moratoire de trois mois sur ses dettes extérieures a fait l'effet d'un coup de tonnerre qui a modifié du tout au tout la situation.

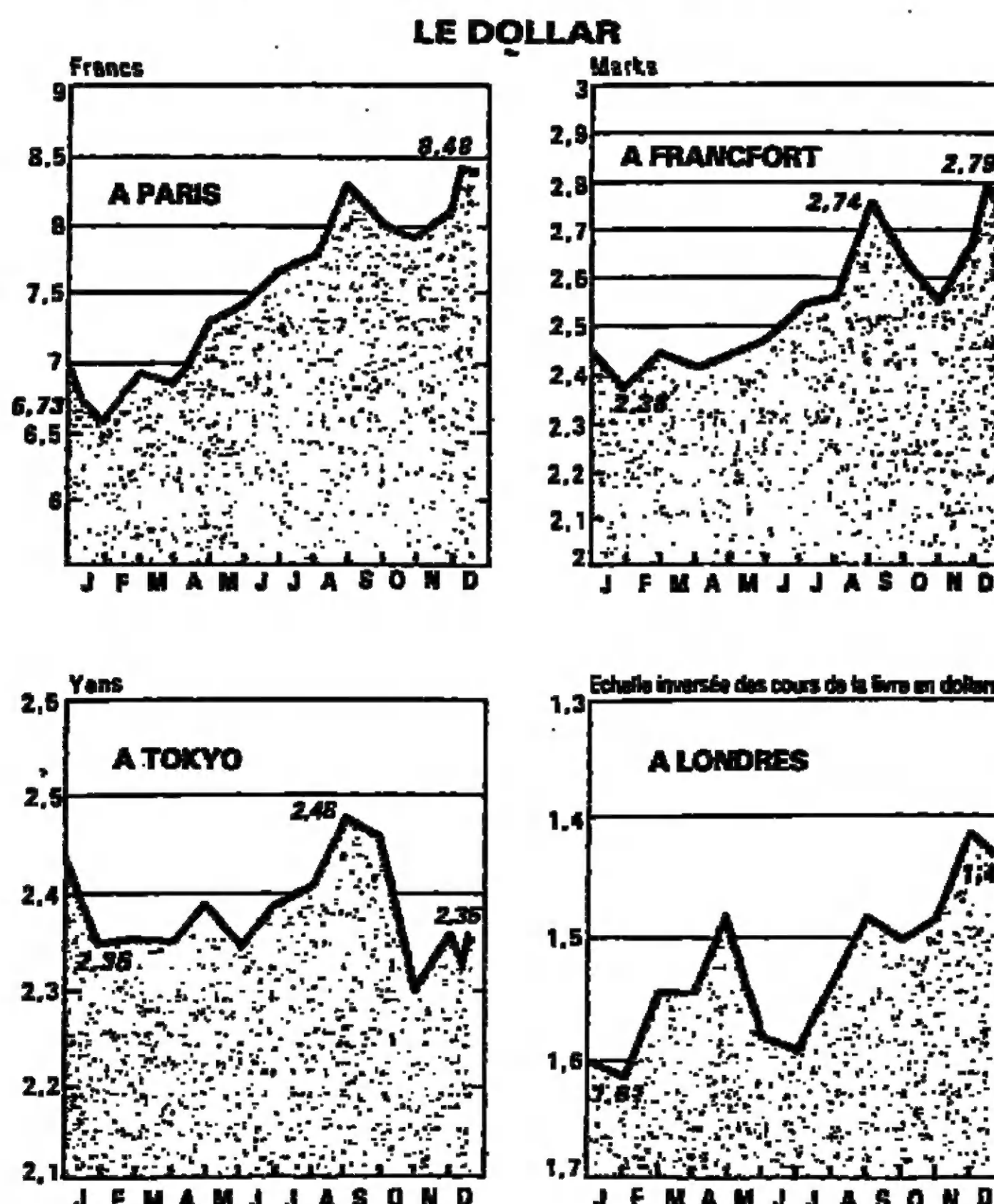
La plupart des pays du tiers-monde et plusieurs pays socialistes d'Europe et d'Asie (Corée du Nord) sont aujourd'hui dans l'incapacité de faire face à leurs obligations de remboursement. Ces débiteurs en difficulté représentent environ les deux tiers, sinon davantage, de l'endettement global accumulé par ces deux catégories de pays, soit un total d'environ 700 milliards de dollars. La moitié de cette source de financement des pays latino-américains. La croissance y a fait place à une récession souvent profonde.

Il est plus facile de procéder par diminution : il n'y a guère, parmi les pays latino-américains, que deux nations à ne pas avoir demandé un réajustement de leurs dettes, et de leurs créanciers. Il s'agit de la Colombie et du Paraguay.

Les quinze derniers mois auront été marqués par un renversement spectaculaire. Le Mexique, qui avait soulevé tant d'inquiétudes, fait figure de bon élève du F.M.I., dont il a obtenu un crédit de 3,9 milliards de dollars, somme qui s'ajoute aux 5 milliards d'argent frais fournis par les banques au titre de l'année 1983 (et probablement, à de meilleures conditions, 4 milliards pour 1984).

Près de 20 milliards de dettes venant à échéance en 1983 et 1984 ont été « restructurées » ou sont sur le point de l'être, dont 14 milliards de dettes privées, c'est-à-dire des dettes à l'égard de banques occidentales sans la garantie des États dont ces banques relèvent. A cela s'ajoutent pour 1983 quelque 6 milliards de « lignes interbancaires ».

(Lire la suite page 11.)



(Lire la suite page 13.)

LA DÉSINFLATION CONFIRMÉE

COMMERCE INTERNATIONAL

Dégel

Progrès ? Le commerce mondial aura stagné en 1983, après avoir fléchi de 2 % en 1982. Depuis la guerre, les échanges internationaux n'avaient connu que deux autres reculs, en 1975 (-3 %) et en 1958 (-1 %). En valeur, du fait surtout d'une forte hausse de la monnaie américaine, les échanges n'avaient représenté que 1 850 milliards de dollars en 1982, soit 6 % de moins qu'en 1981.

Persone ne prédit que les échanges commencent une expansion vigoureuse, comme celle qui a accompagné la sortie de la récession de 1975, écrivent, dans leur étude annuelle, les experts du GATT. (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Selon eux, « le mécanisme qui transmet les reprises économiques nationales, à travers l'économie mondiale, ne fonctionne manifestement pas comme lors des reprises précédentes ».

Pour le GATT, la relance des échanges mondiaux, qui a accompagné le léger redémarrage économique international, risque de se heurter à une perturbation du système commercial et financier : surendettement de nombreux pays en développement, pénurie des capitaux extérieurs pour financer leurs déficits budgétaires. Le GATT s'attaque aussi aux politiques protectionnistes « qui ne servent pas des intérêts nationaux, car elles ont depuis quinze ans une origine surtout idéologique », ce qui pose la difficile question de l'environnement social et politique.

Cependant, d'après des prévisions onet-allemandes et japonaises, le commerce mondial pourrait progres-

ser de 4 % en 1984. Le Japon de Tokyo prévoit aussi une augmentation de 4 % des prix des échanges à cause de la hausse des coûts des matières premières.

En 1983, le dégel du commerce mondial a résulté des échanges entre les pays industrialisés qui, selon les experts de l'O.C.D.E., auront augmenté de près de 5 % (0 % en 1982). Les exportations des vingt-quatre pays membres de l'Organisation auront globalement progressé de près de 5 % (+4 % environ pour les produits manufacturés), alors que les ventes de l'O.C.D.E. vers le reste du monde auront diminué de 2,5 % (-5 % en 1982). De même leurs importations se seront accrues de plus de 3 % (-3 % environ pour le pétrole), les seuls achats au reste du monde ayant baissé de 1 % (-5,5 % en 1982).

En revanche, les exportations du reste du monde auront globalement diminué de 2 % (-8 % environ pour l'O.P.E.P. ; +4 % pour les pays en développement ; 0 % pour les autres pays). Ces exportations avaient reculé de 8,5 % en 1982. Pour leur part, les importations auront baissé de 3 % (-8 % pour l'O.P.E.P. ; -1 % pour les pays en développement ; -3 % pour les autres pays). Les importations avaient reculé de 3 % également en 1982.

De fait, il y a un certain grippage du commerce mondial : de 1963 à 1973, ce commerce avait progressé nettement plus vite (+8,5 % en moyenne annuelle) que la production internationale (+6 %). L'écart s'est ensuite réduit au point de disparaître en 1982, la production ayant cette année également diminué de 2 %. Les échanges ne tiennent plus la croissance.

SOLDES DES BALANCES DE PAIEMENTS COURANTS

avec entre parenthèses les soldes de la balance commerciale (en milliards de dollars)

	1981	1982	1983 (estimation)
Japon	4,8 (20)	6,9 (18,1)	22,5 (33)
R.F.A.	-4,5 (17,9)	-5,5 (26,5)	5,2 (24,7)
Grande-Bretagne	12,2 (6)	-3,5 (3,7)	1,5 (2,5)
Italie	-8,1 (-10,6)	-5,5 (-7,9)	1,5 (-3)
France	-4,7 (-10,1)	-12,1 (-15,5)	-5,2 (-8,5) (1)
Etats-Unis	4,6 (18,4)	-11,2 (-36,4)	-42,5 (-62,2)

Source : O.C.D.E.

(1) Les chiffres de l'O.C.D.E. minimisent le redressement français - la balance commerciale accusant en 1983 un déficit inférieur à 7 milliards de dollars. Lorsque pour un pays donné le solde de la balance des paiements courants - qui est le chiffre le plus significatif - est inférieur au solde de la balance commerciale, cela signifie que les entrées de devises relatives aux échanges de marchandises sont en partie annulées par des sorties occasionnelles par d'autres postes de la balance des paiements courants (échanges de services, opérations sur prêts et emprunts, redevances, envoi de fonds par les immigrants, etc.). Ainsi tout se passe comme si la balance commerciale fortement excédentaire de la R.F.A. finançait les dépenses (très importantes) des touristes allemands à l'étranger et les rapatriements de fonds par les ouvriers turcs ou grecs travaillant en Allemagne.

Pour d'autres pays, on a constaté le contraire : le solde de leur balance des paiements, quand il est positif, est supérieur à celui de la balance commerciale, ou bien, quand il est négatif, il est moins que celui de la balance commerciale, ce qui implique que les sorties de fonds occasionnelles par un commerce déficitaire sont en partie compensées par d'autres revenus en provenance de l'étranger. Tel est le cas des Etats-Unis. Mais, pour ce dernier pays, le facteur décisif, c'est l'afflux de capitaux étrangers (dont une bonne partie investissant dans l'achat de bons du Trésor), qui ne sont pas comptabilisés dans la balance des paiements courants.

MATIERES PREMIERES

Lente reprise

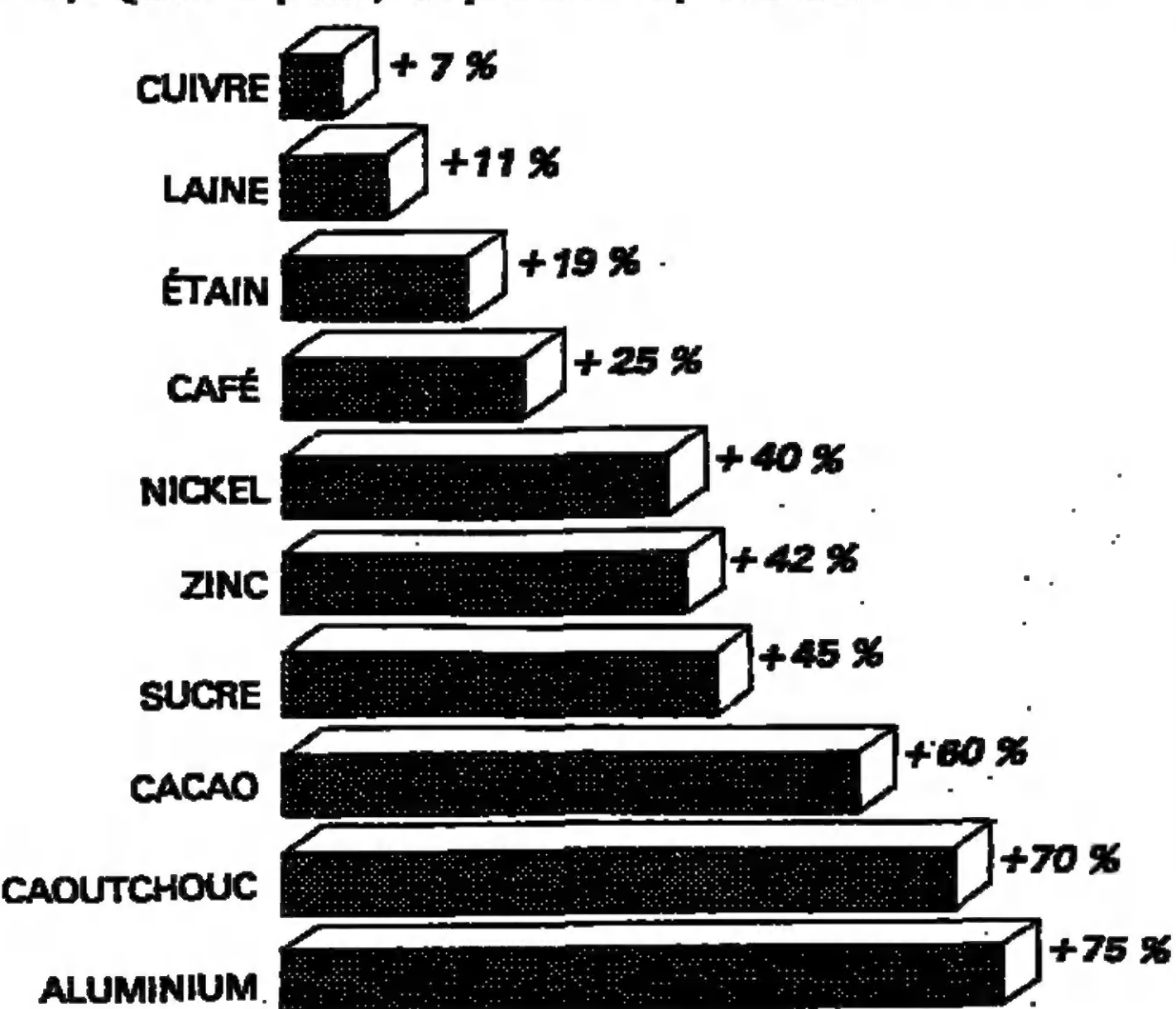
Très déprimés en 1982 (essentiellement les métaux non ferreux), les cours des matières premières se sont engagés sur la voie de la reprise en 1983, mais avec lenteur et difficulté. Outre le manque de vigueur (surtout aux Etats-Unis) de la reprise, l'accumulation des stocks, très importants pour des métaux comme le cuivre, par exemple, a pesé sur les cours, d'autant que bien des pays producteurs font partie du tiers monde et, perpétuellement à court de ressources, ont en tendance à augmenter leur production dès que la demande se gonfle légèrement : un tel comportement a empêché toute véritable remontée. C'est ainsi que le cuivre, métal le plus produit dans le monde, dont le cours était, l'année dernière, tombé au plus bas niveau depuis cinquante ans, ne s'est revalorisé que de 7 % à 10 % suivant les monnaies (livre sterling ou dollar). Quant au plomb, son prix n'a

pas varié d'une année sur l'autre en raison d'une baisse de la consommation.

En revanche, les cours de l'aluminium, qui avaient chuté de 50 % par suite d'une crise sans précédent, se sont très vigoureusement redressés grâce à la reprise de l'économie américaine et à la discipline des producteurs, très concentrés dans le monde. Le zinc, de son côté, a vigoureusement progressé, en liaison avec le redémarrage de l'industrie automobile.

Dans le secteur des produits agricoles, ce sont les aléas climatiques qui ont influencé les cours.

En ce qui concerne les produits agricoles à usage industriel, le fait marquant a été le véritable bond (+70 %) de la gomme naturelle. La perspective de voir l'administration américaine reprendre ses achats a dopé le marché.



PRIX

Nette décélération

La nette décélération des taux d'inflation qui s'était manifestée en 1982 dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. (7,3 % contre 10,5 % en 1981) s'est poursuivie en 1983, la hausse des prix ne dépassant pas 5,5 %, en moyenne pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E.

En glissement, d'octobre 1982 à octobre 1983, les prix ont augmenté de 4,2 % pour les sept principaux pays de l'O.C.D.E. contre 6,4 % durant la même période de l'année précédente. Les taux d'inflation sont passés de 5,1 % à 2,9 % (dix premiers mois) pour les Etats-Unis, de 3,1 % à 1,4 % pour le Japon et de 10 % à 4,9 % pour le Canada.

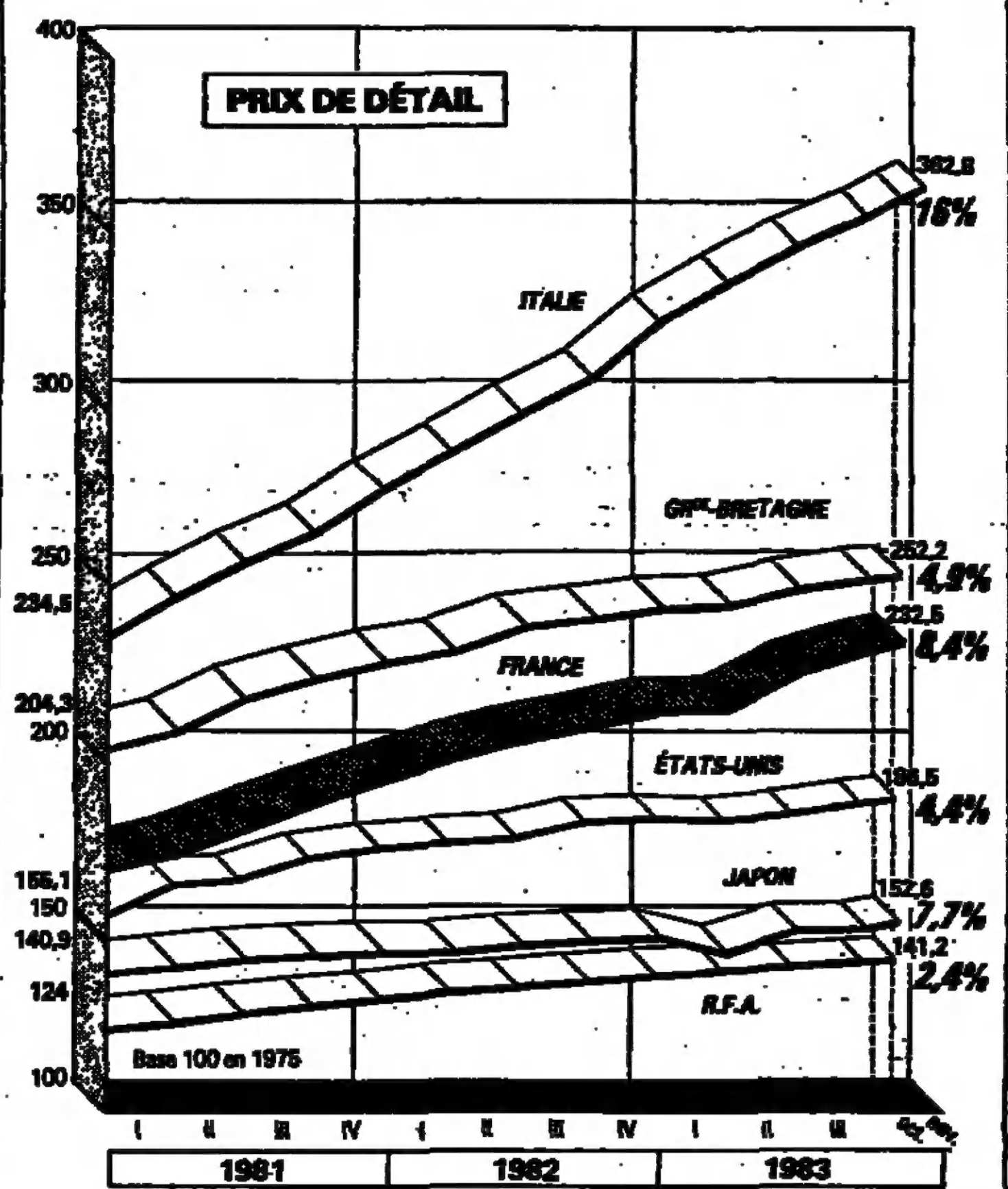
Les pays de la C.E.E. ont marché au même rythme, passant, pour les douze mois se terminant en octobre, de 9 % à 7,3 %. La désinflation a été particulièrement nette en Allemagne (passant de 4,9 % à 2,6 %), en Italie (17,1 % à 13,1 %), en Belgique (9,8 % à 6,5 %) et aux Pays-Bas (4,8 % à 2,5 %), moindre en Grande-Bretagne (6,8 % à 5 %). La France n'a pas dans cette catégorie puisque, dans la période considérée - d'octobre à octobre - le taux d'inflation est de 10,4 % en 1983 contre 9,3 % en 1982. Cependant, les résultats des deux derniers mois de l'année laissent à penser que la hausse des prix, en moyenne annuelle, serait d'environ 9,4 % en 1983 contre 11,8 % en 1982.

Les moyennes cachent souvent des variations significatives, les facteurs de baisse ou de hausse de prix se modifiant sans cesse. Aux Etats-Unis, le ralentissement de la progression des salaires, la formation du dollar et la faiblesse des cours du pétrole et des matières premières ont joué en faveur de la décéléra-

tion. En fin d'année cependant, la hausse des prix des denrées alimentaires et des matières premières faisait apparaître une légère reprise de l'inflation. Un phénomène analogue était observé en Grande-Bretagne. En Allemagne fédérale, l'inflation s'est presque arrêtée pendant les six premiers mois de l'année (avec notamment +0,1 % en février et en mars). Cette stabilité était due essentiellement à la baisse des prix à l'importation et à celle des coûts unitaires de main-d'œuvre. La remontée des prix à l'importation en milieu d'année, due à un affaiblissement du deutschemark par rapport au dollar, n'a que très peu modifié la situation : les prix n'ont pas augmenté de plus de 0,2 % en septembre, en octobre et en novembre.

D'une manière générale, la décélération des taux d'inflation s'explique par le ralentissement de la progression des salaires et par une stagnation des transferts sociaux. Par ailleurs, les taux d'intérêt sont restés stables après avoir considérablement baissé en 1982. Les prix du pétrole ont connu leur première baisse officielle. Quant aux prix des matières premières, après avoir augmenté en début d'année, ils ont fléchi et n'ont repris leur ascension qu'au cours des derniers mois. Seul le dollar a causé quelques soucis aux partenaires des Etats-Unis, sa monnaie renchérissant le prix des produits importés.

Dans les derniers jours de 1983, la plupart des observateurs considéraient que l'on se trouvait à la veille d'un redémarrage de l'inflation, que, à tout le moins, il serait difficile de faire reculer davantage l'inflation.



Les pourcentages indiqués en bout de courbes représentent des rythmes annuels de hausses des prix calculés sur les trois derniers mois connus : août-septembre-octobre 1983 pour le Japon, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ; septembre-octobre-novembre pour la R.F.A., la France, l'Italie. On notera que le Japon a connu un rythme très élevé du fait de deux très mauvais indices en septembre et, en octobre. En fait, la hausse des prix est faible au Japon (+3,6 % sur six mois), mais difficile à préciser à cause d'accidents de parcsours (+1,3 % en septembre, -0,9 % en octobre) qui ont conduit à des mois au cours desquels les prix baissent (-0,5 % en juillet, -0,3 % en août).

ENERGIE

Pétrole : le choc en retour

Comme 1973 avait été, avec le premier choc pétrolier, une date-clé de l'histoire énergétique, 1983 restera probablement l'année du choc en retour, marquée par la première baisse des prix officiels du pétrole annoncée par l'O.P.E.P. Cette décision, annoncée le 14 mars à Londres sous la pression du marché, consacre le retournement du marché pétrolier amorcé depuis 1981. La récession économique jointe aux efforts d'économie et de diversification des pays consommateurs après les deux vagues de hausses des prix de 1973 et surtout de 1979-1980 a provoqué une diminution continue depuis trois ans de la demande de pétrole. La consommation mondiale a encore baissé en 1983, s'attaquant à 44,7 millions de barils par jour en moyenne contre 45,5 millions en 1982, 47,6 millions en 1981 et 49,9 millions en 1980. Ce reflux a été aggravé, pour l'O.P.E.P., par l'augmentation continue de la production mondiale des pays producteurs non-membres de l'Organisation (Grande-Bretagne, Norvège, Mexique, U.R.S.S., etc.).

La baisse des prix officiels du brut, jointe au maintien des niveaux de production, nécessaire pour équilibrer le marché a provoqué, malgré la hausse du cours du dollar, une diminution importante des revenus

des pays de l'O.P.E.P., dont le déficit global est passé de 7 milliards de dollars en 1982 à 33 milliards de dollars en 1983. Elle a eu pour effet, partout dans le monde, de freiner les efforts faits par les pays consommateurs pour s'affranchir de la contrainte pétrolière en diversifiant leurs sources d'approvisionnement énergétique. Ainsi les dépenses d'exploration pétrolière dans les régions nouvelles ont-elles subi un coup d'arrêt. De même les programmes d'équipement électrique ont-ils été considérablement ralentis, voire stoppés ; et le développement du commerce et de l'exploitation charbonnière a-t-il marqué le pas.

Les producteurs de gaz enfin ont également subi les contrecoups de la demande d'hydrocarbures et de la diminution des prix du brut, auxquels les prix du gaz sont plus ou moins explicitement liés. Ils ont dû affronter des difficultés croissantes pour écouler leurs produits, en acceptant parfois de négocier les contrats précédemment signés, et procéder, dans de nombreux cas, à des baisses de prix. Dans tous les domaines, y compris celui des énergies renouvelables (solaire, bois, etc.) et des économies d'énergie, 1983 aura donc été l'année du reflux et des remises en cause.

SALAIRES ET EMPLOIS

Coup de frein sur les rémunérations Baisse du chômage aux Etats-Unis

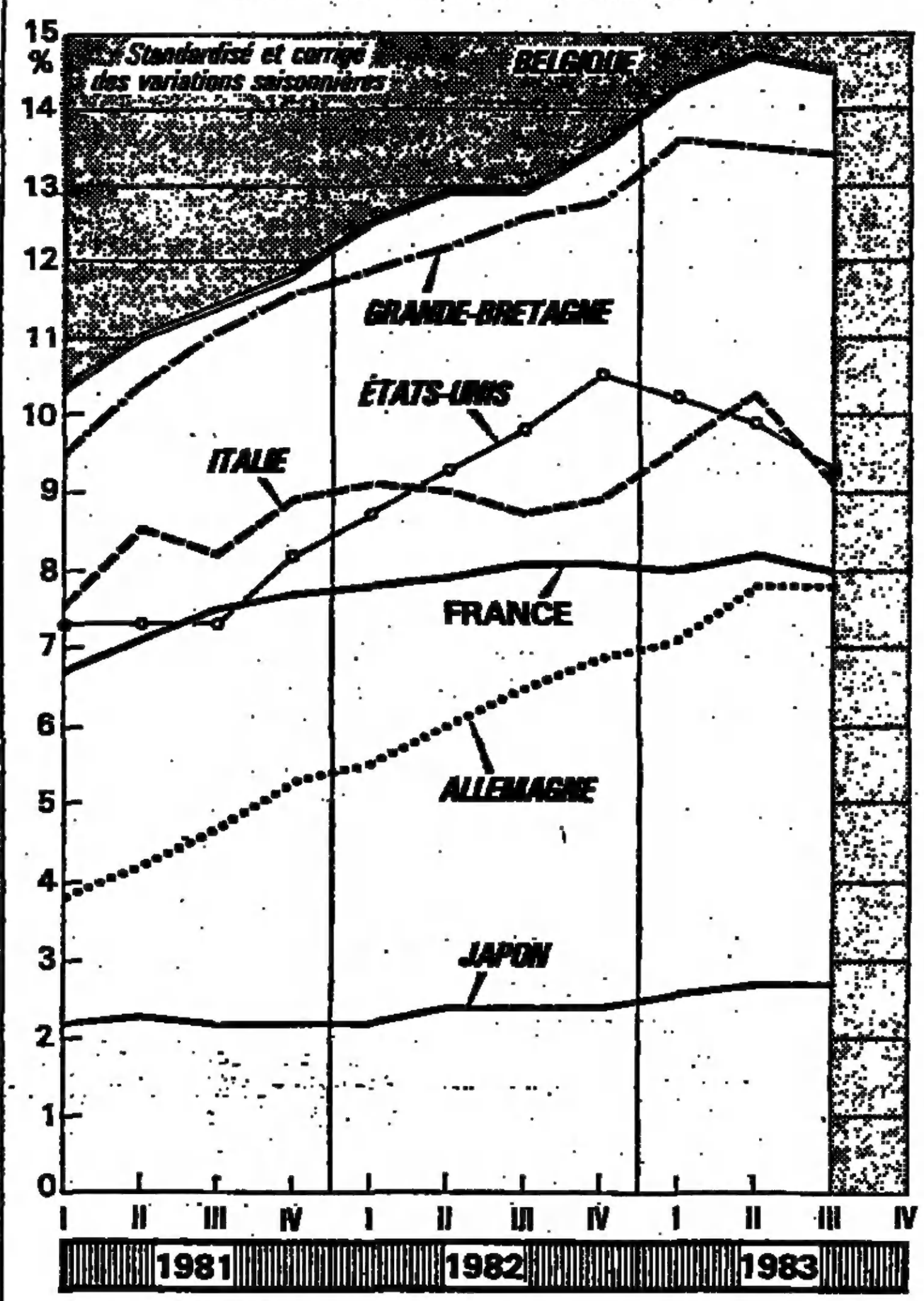
1983 restera comme une année de sensible désinflation salariale.

Ainsi, selon l'O.C.D.E., les gains horaires des ouvriers dans les industries manufacturières ont progressé en Allemagne fédérale de 2,6 % en 1983 contre 5 % en 1982, aux Etats-Unis de 4,2 % en 1983 contre 6,4 % en 1982, en France de 10,9 % contre 15,3 %, en Italie - où la hausse des salaires a été la plus forte - de 14,5 % contre 17,2 %. En Grande-Bretagne la progression des gains hebdomadaires ouvriers a été de 7,9 % en 1983 contre 11,1 % en 1982. Enfin au Japon les gains mensuels des ouvriers des industries manufacturières ont augmenté de 4,5 % en 1983 contre 4,8 % l'année précédente.

quatre pays de l'Organisation, on est passé de trente millions de chômeurs en 1982 à environ trente-trois millions en 1983.

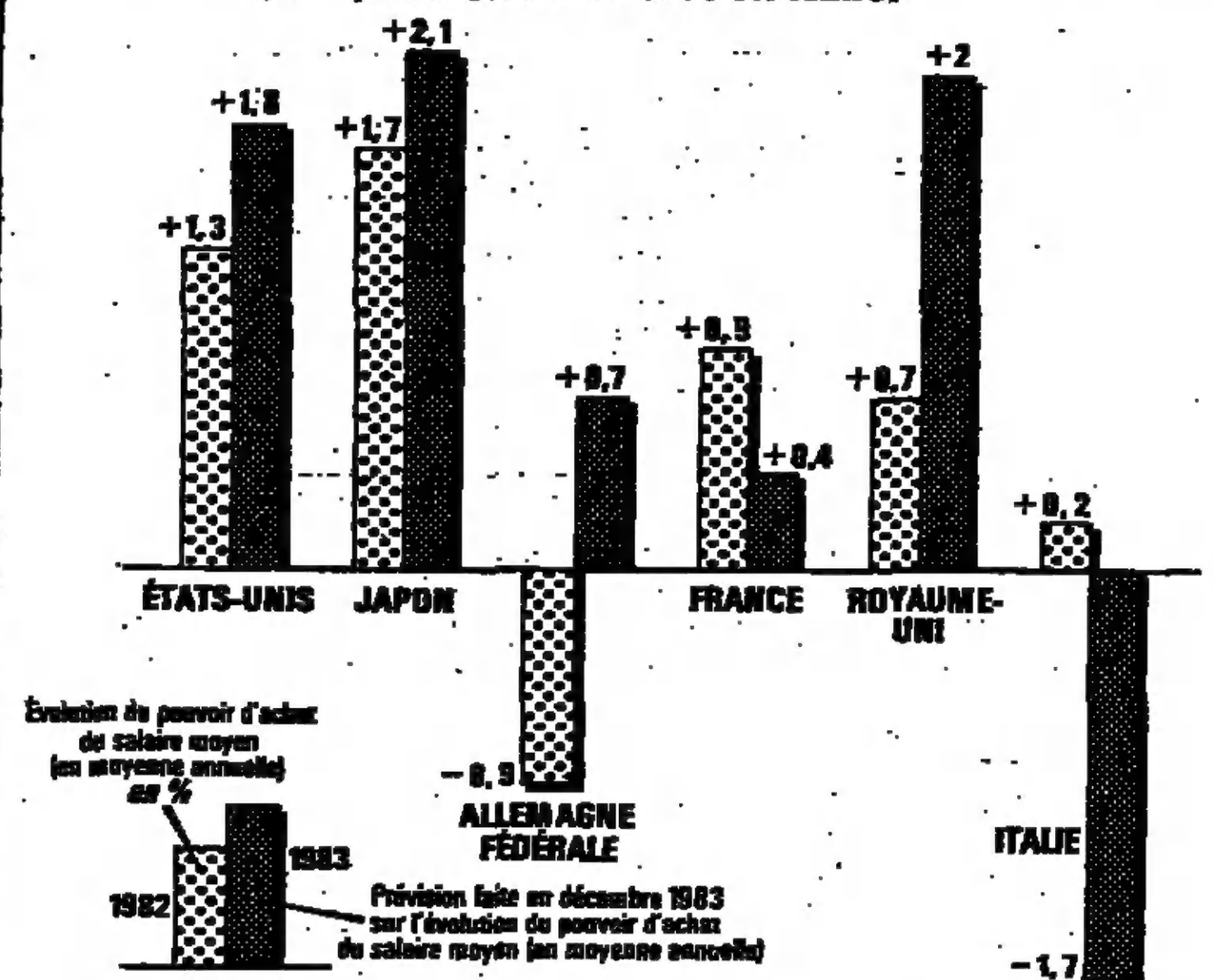
Dans la Communauté économique européenne, les statistiques, encore provisoires, de novembre 1983 montrent que par rapport à novembre 1982 le chômage a augmenté, en données brutes, de sept cent mille personnes (la Grèce n'étant pas comptabilisée), soit une hausse de 6 %, le nombre de sans-emploi atteignant 12,3 millions. Par rapport à la population active, le taux de chômage est de 10,9 %. Mais d'un pays à l'autre les situations sont très contrastées. En données brutes le chômage a augmenté

L'ÉVOLUTION DU CHOMAGE



Source : O.C.D.E.

POUVOIR D'ACHAT EN HAUSSE DU SALAIRE MOYEN (sauf en France et en Italie)



Dans tous ces pays la désinflation salariale allant de pair avec une moindre inflation, le pouvoir d'achat du salaire moyen a été maintenu ou même a progressé. Il n'y a, paradoxalement en raison de sa forte augmentation salariale, que l'Italie qui a fait exception, le pouvoir d'achat du salaire moyen ayant baissé de 1,7 % en 1983 alors qu'il avait augmenté de 0,2 % en 1982. En revanche, l'Allemagne fédérale, qui avait vu son pouvoir d'achat diminuer de 0,9 % en 1982, opère un rétablissement avec une hausse de 0,7 % en 1983.

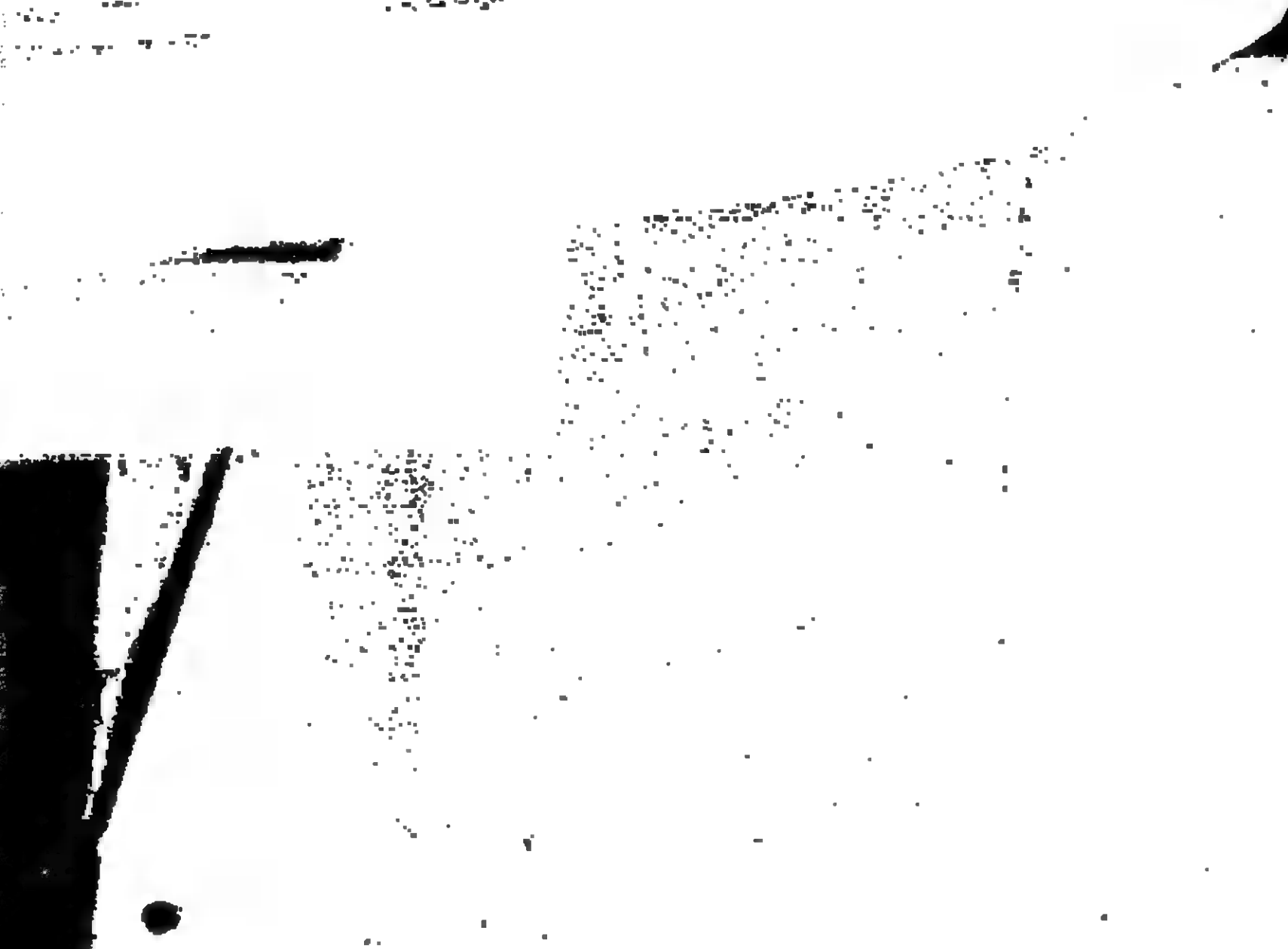
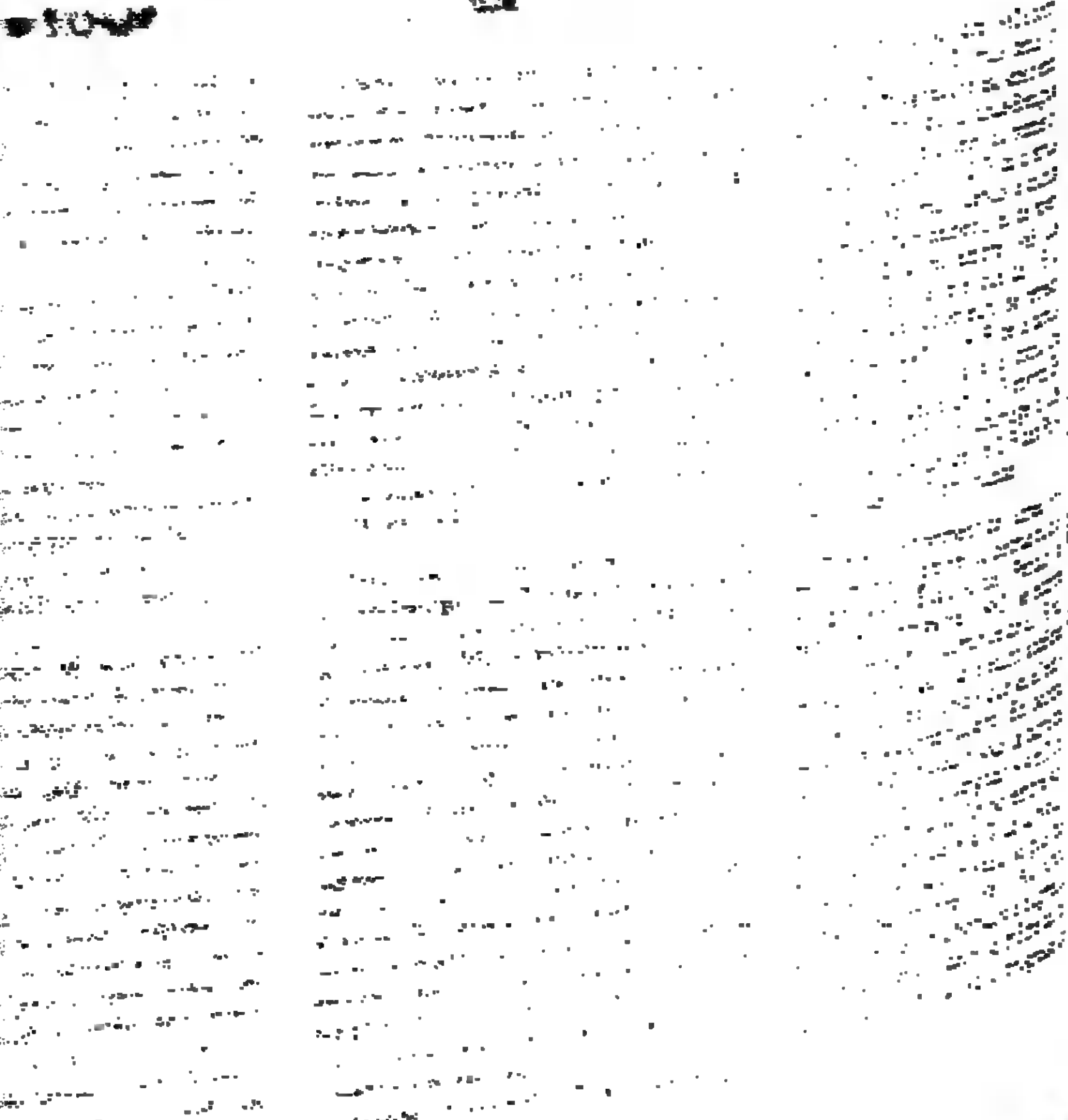
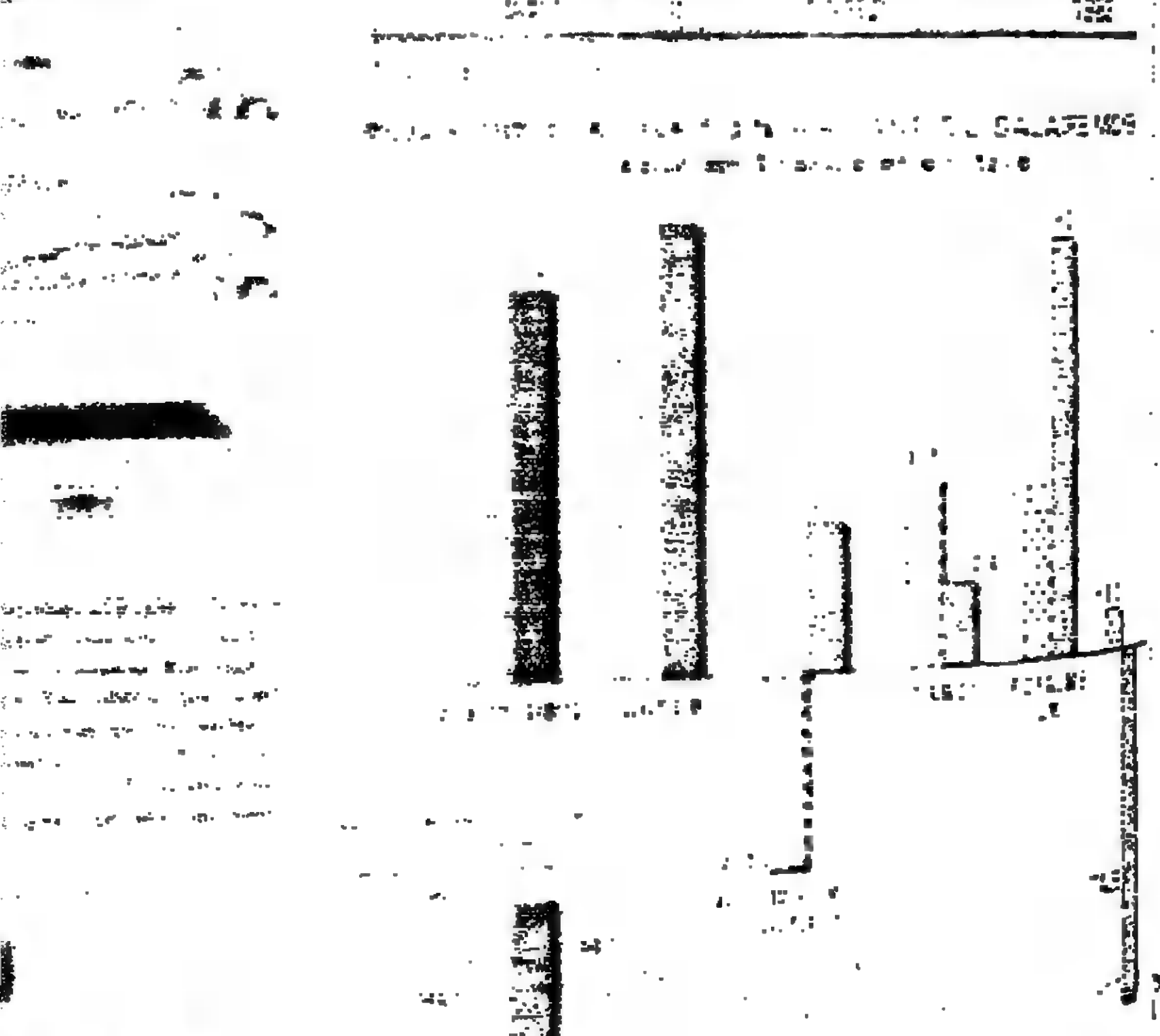
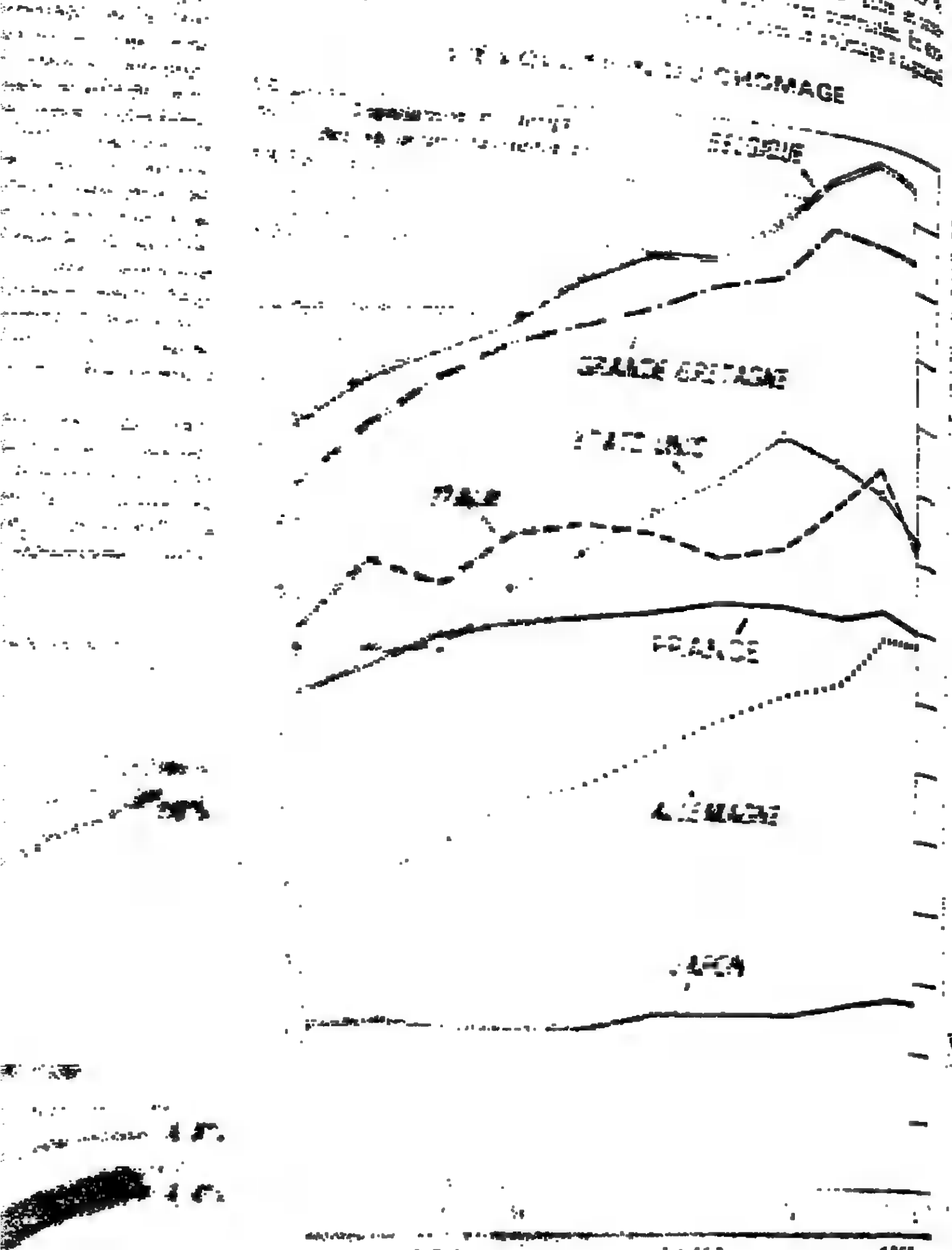
Pour ce qui concerne l'évolution du chômage, la France a réussi une relative stabilisation, passant de novembre 1982 à novembre 1983, en données brutes, de deux millions cent soixante et un mille demandeurs d'emplois à deux millions deux cent vingt-trois mille, soit une hausse en un an de 2,9 %. Mais la fin de l'année a laissé entrevoir les signes d'une dégradation qui, en raison des milliers de suppressions d'emplois attendues dans les secteurs industriels en pleine restructuration, devrait déboucher sur une aggravation en 1984. Il n'en demeure pas moins que pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. le chômage s'est accru de 0,1 % en 1983.

En R.F.A., d'octobre 1982 à octobre 1983, de 11,9 %, mais depuis juin 1983 la progression est sensiblement moins forte. En Grande-Bretagne le sommet a été atteint au premier trimestre 1983 : 13,2 % de la population active, mais depuis le chômage régresse rapidement, et de novembre 1982 à novembre 1983 l'augmentation n'a été que de 1 %, le nombre de chômeurs ne représentant plus que 11,9 % de la population active. L'Italie a connu une hausse annuelle de 10 % environ. En octobre 1983, le chômage a augmenté en un an de 16,2 % aux Pays-Bas et de 19 % en Irlande.

Mais l'évolution de l'année 1983 est indéniablement la dérive du chômage aux Etats-Unis. Pendant le premier semestre 1983, le nombre de chômeurs a diminué de 0,1 % par mois, cette baisse s'étant accélérée depuis juillet, tandis que les effectifs salariés augmentaient. En octobre, le chômage passait sous la barre des dix millions et atteignait 9,4 millions de personnes à la fin novembre, soit, avec un taux de 8,4 % de la population active, son niveau le plus bas depuis novembre 1981. Au Japon, en revanche, le chômage a augmenté en un an, mais dans le même temps la population active a progressé de 2,2 %.

Coup de frein sur les rémunérations
Baisse du chômage aux Etats-Unis

Le chômage a diminué de 0,2 point en septembre, passant de 7,8 à 7,6 %, selon les données publiées par le Bureau of Economic Analysis. Cette baisse s'explique par une augmentation de 0,1 point de la population active, qui est passée de 108,2 à 108,3 millions. Parallèlement, le nombre d'emplois a augmenté de 0,2 million, passant de 100,4 à 100,6 millions. Le nombre de chômeurs est donc resté stable à 2,2 millions.



ET L'AMORCE DE REPRISE

BUDGET

A droite toute !

R.F.A. : les salaires des fonctionnaires bloqués

Le budget de l'Etat voté fin 1982 pour 1983 prévoyait un déficit de 40,9 milliards de deutschemarks. Fin 1983, l'impasse était estimée à 38 milliards de deutschemarks grâce à des recettes fiscales supplémentaires procurées par la reprise économique. Les dépenses (253,2 milliards de deutschemarks) ne progressent que de 3,5 % en valeur (après + 4,2 % en 1982 et + 7,2 % en 1981). Ce freinage résulte déjà de choix opérés par l'équipe du chancelier Schmidt.

Des allègements fiscaux ont été consentis aux entreprises en février (prime à l'investissement) et des facilités accordées aux ménages sur les intérêts des emprunts contractés pour l'achat de logements. En revanche, la T.V.A. est alourdie : le taux normal passe de 13 % à 14 % en juillet 1983, le taux minoré de 6,5 % à 7 %.

Le budget de 1984 confirmera la rigueur de 1983. Les dépenses publiques (257,2 milliards de deutschemarks) ne progressent que de 1,6 % en valeur pour un P.N.B. qui doit croître de 5,5 % en valeur. Le déficit budgétaire prévu est de 33,6 milliards de deutschemarks, soit 1,9 % du P.N.B. Le Parlement a rendu plus sévère le projet gouvernemental qui prévoyait une progression de 1,8 % et un déficit de 37,3 milliards de deutschemarks.

Le déficit global de l'Etat, des Länder et des municipalités, qui a atteint 70 milliards de deutschemarks en 1983, est réduit de 7,5 milliards de deutschemarks en 1984.

Des économies draconiennes ont été décidées par le gouvernement Kohl : blocage des salaires des fonctionnaires jusqu'en juillet 1985 (les charges de fonctionnement ne progressent que de 1 % en valeur) ; économies sur les dépenses sociales (l'Etat réduit ses versements aux caisses de retraite et à l'Office du travail) ; réduction des prestations (assurances et aides) versées aux chômeurs sans enfants ; réduction indirecte des prestations maladie ; réduction des allocations maternité ; nouveau calcul - moins avantageux - des retraites.

Des allègements fiscaux ont été consentis aux entreprises pour 3,5 milliards de deutschemarks : baisse de l'impôt sur le capital en faveur surtout des P.M.E. ; facilités supplémentaires d'amortissements accordées également aux P.M.E. et à la recherche et au développement.

FRANCE : pas de recrutement dans la fonction publique

Le budget de 1983 prévoyait une augmentation des dépenses de 11,8 % après + 27,7 % en 1982. Le déficit initial de 117,8 milliards de francs sera à peu près respecté puisqu'il atteindra 118,7 milliards de francs fin 1983, et cela malgré d'importantes pertes de recettes fiscales au titre de l'impôt sur les sociétés. Pour contenir le déficit dans la limite de 3 % du P.N.B., l'Etat

doit annuler près de 20 milliards de francs de dépenses.

Le budget de 1984 ramène à 6,3 % la progression des dépenses publiques, soit une amputation à peu près équivalente à la hausse des prix prévue. Le déficit est fixé à 125,8 milliards de francs respectant le limite des 3 % du P.N.B. Le fait le plus spectaculaire est la très faible progression des dépenses de fonctionnement : + 7 %. Aucun poste de fonctionnaire n'est créé, aucune hausse de traitements n'est prévue en cours d'année.

Le budget de l'année 1983 voté fin 1982 prévoit un déficit de 44,3 milliards de francs belges (64 milliards de francs environ), soit 11 % du P.N.B. Un an plus tard, le déficit effectif dépasse 533 milliards de francs (77 milliards de francs français).

En mars 1983, le gouvernement Martens aggrave son programme de rigueur en supprimant 39 milliards de dépenses (5,6 milliards de francs français), en alourdissant de 5 milliards (720 millions de francs français) la fiscalité pétrolière, en relevant de 6 milliards (864 millions de francs français) les cotisations sociales des ménages et en soumettant à l'impôt les intérêts de chômage à partir d'un certain niveau de revenu. L'objectif de M. Martens est de ramener le déficit budgétaire à 7 % du P.N.B. en 1985.

Le budget de 1984 prévoit un déficit de 507,4 milliards de francs belges (76 milliards de francs français) représentant 11,5 % du P.N.B. Les dépenses publiques progressent de 5,3 % en valeur, soit moins vite que le P.N.B. en valeur (+ 7 %).

Des mesures importantes sont prévues pour favoriser les investissements : un prélèvement libératoire de 25 % sur les valeurs mobilières supprime la double imposition existante. De même une amnistie fiscale est prévue pour les capitaux rapatriés de l'étranger si 10 % des fonds sont investis en bons du Trésor.

D'une façon générale, les dépenses publiques d'investissement progressent plus vite que les dépenses de fonctionnement. Enfin le gouvernement s'engage à indexer sur les prix les tranches du barème de l'impôt sur les revenus dès que le déficit public reviendra à 9 % du P.N.B.

BELGIQUE : les investissements très favorisés

Le budget de l'année 1983 voté fin 1982 prévoit un déficit de 44,3 milliards de francs belges (64 milliards de francs environ), soit 11 % du P.N.B. Un an plus tard, le déficit effectif dépasse 533 milliards de francs (77 milliards de francs français).

En mars 1983, le gouvernement Martens aggrave son programme de rigueur en supprimant 39 milliards de dépenses (5,6 milliards de francs français), en alourdissant de 5 milliards (720 millions de francs français) la fiscalité pétrolière, en relevant de 6 milliards (864 millions de francs français) les cotisations sociales des ménages et en soumettant à l'impôt les intérêts de chômage à partir d'un certain niveau de revenu. L'objectif de M. Martens est de ramener le déficit budgétaire à 7 % du P.N.B. en 1985.

Le budget de 1984 prévoit un déficit de 507,4 milliards de francs belges (76 milliards de francs français) représentant 11,5 % du P.N.B. Les dépenses publiques progressent de 5,3 % en valeur, soit moins vite que le P.N.B. en valeur (+ 7 %).

Des mesures importantes sont prévues pour favoriser les investissements : un prélèvement libératoire de 25 % sur les valeurs mobilières supprime la double imposition existante. De même une amnistie fiscale est prévue pour les capitaux rapatriés de l'étranger si 10 % des fonds sont investis en bons du Trésor.

D'une façon générale, les dépenses publiques d'investissement progressent plus vite que les dépenses de fonctionnement. Enfin le gouvernement s'engage à indexer sur les prix les tranches du barème de l'impôt sur les revenus dès que le déficit public reviendra à 9 % du P.N.B.

Le budget de l'année 1983 voté fin 1982 prévoit un déficit de 44,3 milliards de francs belges (64 milliards de francs environ), soit 11 % du P.N.B. Un an plus tard, le déficit effectif dépasse 533 milliards de francs (77 milliards de francs français).

En mars 1983, le gouvernement Martens aggrave son programme de rigueur en supprimant 39 milliards de dépenses (5,6 milliards de francs français), en alourdissant de 5 milliards (720 millions de francs français) la fiscalité pétrolière, en relevant de 6 milliards (864 millions de francs français) les cotisations sociales des ménages et en soumettant à l'impôt les intérêts de chômage à partir d'un certain niveau de revenu. L'objectif de M. Martens est de ramener le déficit budgétaire à 7 % du P.N.B. en 1985.

Le budget de 1984 prévoit un déficit de 507,4 milliards de francs belges (76 milliards de francs français) représentant 11,5 % du P.N.B. Les dépenses publiques progressent de 5,3 % en valeur, soit moins vite que le P.N.B. en valeur (+ 7 %).

Des mesures importantes sont prévues pour favoriser les investissements : un prélèvement libératoire de 25 % sur les valeurs mobilières supprime la double imposition existante. De même une amnistie fiscale est prévue pour les capitaux rapatriés de l'étranger si 10 % des fonds sont investis en bons du Trésor.

D'une façon générale, les dépenses publiques d'investissement progressent plus vite que les dépenses de fonctionnement. Enfin le gouvernement s'engage à indexer sur les prix les tranches du barème de l'impôt sur les revenus dès que le déficit public reviendra à 9 % du P.N.B.

Le budget de l'année 1983 voté fin 1982 prévoit un déficit de 44,3 milliards de francs belges (64 milliards de francs environ), soit 11 % du P.N.B. Un an plus tard, le déficit effectif dépasse 533 milliards de francs (77 milliards de francs français).

En mars 1983, le gouvernement Martens aggrave son programme de rigueur en supprimant 39 milliards de dépenses (5,6 milliards de francs français), en alourdissant de 5 milliards (720 millions de francs français) la fiscalité pétrolière, en relevant de 6 milliards (864 millions de francs français) les cotisations sociales des ménages et en soumettant à l'impôt les intérêts de chômage à partir d'un certain niveau de revenu. L'objectif de M. Martens est de ramener le déficit budgétaire à 7 % du P.N.B. en 1985.

Le budget de 1984 prévoit un déficit de 507,4 milliards de francs belges (76 milliards de francs français) représentant 11,5 % du P.N.B. Les dépenses publiques progressent de 5,3 % en valeur, soit moins vite que le P.N.B. en valeur (+ 7 %).

Des mesures importantes sont prévues pour favoriser les investissements : un prélèvement libératoire de 25 % sur les valeurs mobilières supprime la double imposition existante. De même une amnistie fiscale est prévue pour les capitaux rapatriés de l'étranger si 10 % des fonds sont investis en bons du Trésor.

D'une façon générale, les dépenses publiques d'investissement progressent plus vite que les dépenses de fonctionnement. Enfin le gouvernement s'engage à indexer sur les prix les tranches du barème de l'impôt sur les revenus dès que le déficit public reviendra à 9 % du P.N.B.

Le budget de l'année 1983 voté fin 1982 prévoit un déficit de 44,3 milliards de francs belges (64 milliards de francs environ), soit 11 % du P.N.B. Un an plus tard, le déficit effectif dépasse 533 milliards de francs (77 milliards de francs français).

En mars 1983, le gouvernement Martens aggrave son programme de rigueur en supprimant 39 milliards de dépenses (5,6 milliards de francs français), en alourdissant de 5 milliards (720 millions de francs français) la fiscalité pétrolière, en relevant de 6 milliards (864 millions de francs français) les cotisations sociales des ménages et en soumettant à l'impôt les intérêts de chômage à partir d'un certain niveau de revenu. L'objectif de M. Martens est de ramener le déficit budgétaire à 7 % du P.N.B. en 1985.

Le budget de 1984 prévoit un déficit de 507,4 milliards de francs belges (76 milliards de francs français) représentant 11,5 % du P.N.B. Les dépenses publiques progressent de 5,3 % en valeur, soit moins vite que le P.N.B. en valeur (+ 7 %).

Des mesures importantes sont prévues pour favoriser les investissements : un prélèvement libératoire de 25 % sur les valeurs mobilières supprime la double imposition existante. De même une amnistie fiscale est prévue pour les capitaux rapatriés de l'étranger si 10 % des fonds sont investis en bons du Trésor.

D'une façon générale, les dépenses publiques d'investissement progressent plus vite que les dépenses de fonctionnement. Enfin le gouvernement s'engage à indexer sur les prix les tranches du barème de l'impôt sur les revenus dès que le déficit public reviendra à 9 % du P.N.B.

Le budget de l'année 1983 voté fin 1982 prévoit un déficit de 44,3 milliards de francs belges (64 milliards de francs environ), soit 11 % du P.N.B. Un an plus tard, le déficit effectif dépasse 533 milliards de francs (77 milliards de francs français).

En mars 1983, le gouvernement Martens aggrave son programme de rigueur en supprimant 39 milliards de dépenses (5,6 milliards de francs français), en alourdissant de 5 milliards (720 millions de francs français) la fiscalité pétrolière, en relevant de 6 milliards (864 millions de francs français) les cotisations sociales des ménages et en soumettant à l'impôt les intérêts de chômage à partir d'un certain niveau de revenu. L'objectif de M. Martens est de ramener le déficit budgétaire à 7 % du P.N.B. en 1985.

Le budget de 1984 prévoit un déficit de 507,4 milliards de francs belges (76 milliards de francs français) représentant 11,5 % du P.N.B. Les dépenses publiques progressent de 5,3 % en valeur, soit moins vite que le P.N.B. en valeur (+ 7 %).

Des mesures importantes sont prévues pour favoriser les investissements : un prélèvement libératoire de 25 % sur les valeurs mobilières supprime la double imposition existante. De même une amnistie fiscale est prévue pour les capitaux rapatriés de l'étranger si 10 % des fonds sont investis en bons du Trésor.

D'une façon générale, les dépenses publiques d'investissement progressent plus vite que les dépenses de fonctionnement. Enfin le gouvernement s'engage à indexer sur les prix les tranches du barème de l'impôt sur les revenus dès que le déficit public reviendra à 9 % du P.N.B.

Le budget de l'année 1983 voté fin 1982 prévoit un déficit de 44,3 milliards de francs belges (64 milliards de francs environ), soit 11 % du P.N.B. Un an plus tard, le déficit effectif dépasse 533 milliards de francs (77 milliards de francs français).

En mars 1983, le gouvernement Martens aggrave son programme de rigueur en supprimant 39 milliards de dépenses (5,6 milliards de francs français), en alourdissant de 5 milliards (720 millions de francs français) la fiscalité pétrolière, en relevant de 6 milliards (864 millions de francs français) les cotisations sociales des ménages et en soumettant à l'impôt les intérêts de chômage à partir d'un certain niveau de revenu. L'objectif de M. Martens est de ramener le déficit budgétaire à 7 % du P.N.B. en 1985.

Le budget de 1984 prévoit un déficit de 507,4 milliards de francs belges (76 milliards de francs français) représentant 11,5 % du P.N.B. Les dépenses publiques progressent de 5,3 % en valeur, soit moins vite que le P.N.B. en valeur (+ 7 %).

Des mesures importantes sont prévues pour favoriser les investissements : un prélèvement libératoire de 25 % sur les valeurs mobilières supprime la double imposition existante. De même une amnistie fiscale est prévue pour les capitaux rapatriés de l'étranger si 10 % des fonds sont investis en bons du Trésor.

D'une façon générale, les dépenses publiques d'investissement progressent plus vite que les dépenses de fonctionnement. Enfin le gouvernement s'engage à indexer sur les prix les tranches du barème de l'impôt sur les revenus dès que le déficit public reviendra à 9 % du P.N.B.

Le budget de l'année 1983 voté fin 1982 prévoit un déficit de 44,3 milliards de francs belges (64 milliards de francs environ), soit 11 % du P.N.B. Un an plus tard, le déficit effectif dépasse 533 milliards de francs (77 milliards de francs français).

En mars 1983, le gouvernement Martens aggrave son programme de rigueur en supprimant 39 milliards de dépenses (5,6 milliards de francs français), en alourdissant de 5 milliards (720 millions de francs français) la fiscalité pétrolière, en relevant de 6 milliards (864 millions de francs français) les cotisations sociales des ménages et en soumettant à l'impôt les intérêts de chômage à partir d'un certain niveau de revenu. L'objectif de M. Martens est de ramener le déficit budgétaire à 7 % du P.N.B. en 1985.

Le budget de 1984 prévoit un déficit de 507,4 milliards de francs belges (76 milliards de francs français) représentant 11,5 % du P.N.B. Les dépenses publiques progressent de 5,3 % en valeur, soit moins vite que le P.N.B. en valeur (+ 7 %).

DÉTÊT, le déficit prévisible atteignait 90 000 à 100 000 milliards de livres (475 milliards de francs environ).

Pour les sept premiers mois de 1983, le besoin de financement de l'Etat (sans les entreprises publiques) atteignait 64 000 milliards de livres, soit 320 milliards de francs.

Le budget de 1984 est bâti sur un déficit de 90 000 milliards de livres (450 milliards de francs), ce qui implique une véritable austerité, l'évolution « spontanée » des dépenses et des recettes conduisant à une « impasse » de 120 à 130 milliards de livres (625 milliards de francs), soit 15 % du P.N.B. Ainsi le gouvernement présidé par un socialiste, qui s'est installé en août 1983, a-t-il décidé une série de mesures d'économies portant sur les retraites, les allocations familiales, les pensions d'invalidité, les produits pharmaceutiques (ticket modérateur), les dépenses des hôpitaux.

JAPON : une grande austerité

Le budget de 1982 couvrant la période avril 1982-mars 1983 prévoyait un déficit de 10 440 milliards de yens (42 milliards de dollars) représentant 3,9 % du P.N.B. En fait, l'exécution du budget 1982 a fait apparaître un déficit de 14 345 milliards de yens (58 milliards de dollars), soit environ 3,4 % du P.N.B.

Le déficit public (Etat et collectivités locales) a représenté 4,1 % du P.N.B.

Le budget de 1983 couvrant la période avril 1983-mars 1984 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1982. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

ÉTATS-UNIS : un apparent freinage des dépenses

Dans le budget de 1983 qui couvrait la période allant du 1^{er} octobre 1982 à la fin de septembre 1983, les dépenses de l'Etat (796 milliards de dollars) ont progressé de 3,2 % en valeur (après + 10,8 % en 1982 et + 14 % en 1981). Le freinage des dépenses n'est qu'apparent : compte tenu d'une moindre hausse des prix, la progression des charges publiques en valeur réelle a été plus forte en 1983 (+ 5 %) qu'en 1982 (+ 3 %).

Les recettes fiscales ont baissé de 3 % en valeur par rapport à 1982, pour atteindre 600 milliards de dollars. Le déficit budgétaire a donc atteint 195 milliards de dollars en 1983, après 110 milliards en 1982 et 58 milliards en 1981.

Points importants du budget américain, les dépenses de défense

atteignent 90 000 à 100 000 milliards de livres (475 milliards de francs environ).

Pour les sept premiers mois de 1983, le besoin de financement de l'Etat (sans les entreprises publiques) atteignait 64 000 milliards de livres, soit 320 milliards de francs.

Le budget de 1984 est bâti sur un déficit de 90 000 milliards de livres (450 milliards de francs), ce qui implique une véritable austerité, l'évolution « spontanée » des dépenses et des recettes conduisant à une « impasse » de 120 à 130 milliards de livres (625 milliards de francs), soit 15 % du P.N.B. Ainsi le gouvernement présidé par un socialiste, qui s'est installé en août 1983, a-t-il décidé une série de mesures d'économies portant sur les retraites, les allocations familiales, les pensions d'invalidité, les produits pharmaceutiques (ticket modérateur), les dépenses des hôpitaux.

Le budget de 1984 couvrant la période avril 1984-mars 1985 prévoyait un déficit de 10 440 milliards de yens (42 milliards de dollars) représentant 3,9 % du P.N.B. En fait, l'exécution du budget 1984 a fait apparaître un déficit de 14 345 milliards de yens (58 milliards de dollars), soit environ 3,4 % du P.N.B.

Le déficit public (Etat et collectivités locales) a représenté 4,1 % du P.N.B.

Le budget de 1985 couvrant la période avril 1985-mars 1986 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1984. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1986 couvrant la période avril 1986-mars 1987 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1986. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1987 couvrant la période avril 1987-mars 1988 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1987. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1988 couvrant la période avril 1988-mars 1989 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1988. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1989 couvrant la période avril 1989-mars 1990 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1989. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1990 couvrant la période avril 1990-mars 1991 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1990. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1991 couvrant la période avril 1991-mars 1992 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1991. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1992 couvrant la période avril 1992-mars 1993 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1992. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1993 couvrant la période avril 1993-mars 1994 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1993. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1994 couvrant la période avril 1994-mars 1995 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1994. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1995 couvrant la période avril 1995-mars 1996 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1995. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1996 couvrant la période avril 1996-mars 1997 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1996. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1997 couvrant la période avril 1997-mars 1998 a également été placé sous le signe d'une grande austerité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1997. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de l'Etat.

Le budget de 1984 est bâti sur un déficit de 90 000 milliards de livres (450 milliards de francs), ce qui implique une véritable austerité, l'évolution « spontanée » des dépenses et des recettes conduisant à une « impasse » de 120 à 130 milliards de livres (625 milliards de francs), soit 15 % du P.N.B. Ainsi le gouvernement présidé par un socialiste, qui s'est installé en août 1983, a-t-il décidé une série de mesures d'économies portant sur les retraites, les allocations familiales, les pensions d'invalidité, les produits pharmaceutiques (ticket modérateur), les dépenses des hôpitaux.

Le budget de 1984 est bâti sur un déficit de 90 000 milliards de livres (450 milliards de francs), ce qui implique une véritable austerité, l'évolution « spontanée » des dépenses et des recettes conduisant à une « impasse » de 120 à 130 milliards de livres (625 milliards de francs), soit 15 % du P.N.B. Ainsi le gouvernement présidé par un socialiste, qui s'est installé en août 1983, a-t-il décidé une série de mesures d'économies portant sur les retraites, les allocations familiales, les pensions d'invalidité, les produits pharmaceutiques (ticket modérateur), les dépenses des hôpitaux.

Le budget de 1984 est bâti sur un déficit de 90 000 milliards de livres (450 milliards de francs), ce qui implique une véritable austerité, l'évolution « spontanée » des dépenses et des recettes conduisant à une « impasse » de 120 à 130 milliards de livres (625 milliards de francs), soit 15 % du P.N.B. Ainsi le gouvernement présidé par un socialiste, qui s'est installé en août 1983, a-t-il décidé une série de mesures d'économies portant sur les retraites, les allocations familiales, les pensions d'invalidité, les produits pharmaceutiques (ticket modérateur), les dépenses des hôpitaux.

Le budget de 1984 est bâti sur un déficit de 90 000 milliards de livres (450 milliards de francs), ce qui implique une véritable austerité, l'évolution « spontanée » des dépenses et des recettes conduisant à une « impasse » de 120 à 130 milliards de livres (625 milliards de francs), soit 15 % du P.N.B. Ainsi le gouvernement présidé par un socialiste, qui s'est installé en août 1983, a-t-il décidé une série de mesures d'économies portant sur les retraites, les allocations familiales, les pensions d'invalidité, les produits pharmaceutiques (ticket modérateur), les dépenses des hôpitaux.

Le budget de 1984 est bâti sur un déficit de 90 000 milliards de livres (450 milliards de francs), ce qui implique une véritable austerité, l'évolution « spontanée » des dépenses et des recettes conduisant à une « impasse » de 120 à 130 milliards de livres (625 milliards de francs), soit 15 % du P.N.B. Ainsi le gouvernement présidé par un socialiste, qui s'est installé en août 1983, a-t-il décidé une série de mesures d'économies portant sur les retraites, les allocations familiales, les pensions d'invalidité, les produits pharmaceutiques (ticket modérateur), les dépenses des hôp

LA RIGUEUR RENFORCÉE EN FRANCE

Une note sévère

L'importance des déficits enregistrés en 1982 sur le commerce extérieur (93 milliards de francs) et la balance des paiements courants (79 milliards de francs) rendait inévitables des mesures de rigueur en 1983.

Le plan du 25 mars est annoncé en même temps que le réajustement monétaire qui voit le franc à nouveau dévalué vis-à-vis du DM. Le but est de comprimer la demande intérieure pour ralentir les importations, le gouvernement ayant renoncé aux mesures protectionnistes comme à un nouveau blocage des salaires.

En France, la demande interne a augmenté de 1,5 % pour les deux années 1981-1982, ce qui est peu en soi, mais traduit une politique de relance à contre-courant, la demande baissant en R.F.A. de 4 % pour les mêmes années et de 3 % dans l'ensemble des pays européens. La recherche d'une croissance économique soutenue par la consommation des ménages n'est plus possible.

Pour faire bonne mesure - et parce que les milieux financiers internationaux commencent à regarder la France avec inquiétude - M. Delors force la dose. Il annonce le 25 mars un plan visant à réduire

l'Etat, de la Sécurité sociale et des grandes entreprises nationales (E.D.F., G.D.F.).

La ponction sur les ménages (32,5 milliards de francs) prend plusieurs formes : emprunt forcé et prélèvement de 1 % sur le revenu imposable (25 milliards de francs), hausse anticipée des tarifs publics (2,5 milliards de francs), relèvement de la taxe sur les produits pétroliers (3 milliards de francs), économies sur les dépenses de Sécurité sociale avec notamment l'instauration d'un forfait hospitalier et le report de certaines améliorations de prestations (2 milliards de francs).

Le plan de mars « rapporte » 32 milliards de francs à l'Etat : 15 milliards sous forme d'économies de dépenses budgétaires, 14 milliards sous forme d'emprunt forcé, et 3 milliards de francs sous forme de fiscalité pétrolière.

La Sécurité sociale bénéficie - elle - d'un transfert de 15 milliards de francs : 11 milliards avec le produit de l'impôt de 1 % sur le revenu imposable, 4 milliards grâce à des économies de dépenses.

Enfin, les entreprises nationales améliorent leur compte, quoique

commerçants dont les marges restent bloquées - il est intervenu neuf mois plus tard, par le biais de prélèvements fiscaux et sociaux importants. La note est lourde. On la mesure à l'augmentation des prélèvements obligatoires qui regroupent, outre les impôts d'Etat et des collectivités locales, les cotisations de Sécurité sociale : ces prélèvements passent de 43,8 % du P.I.B. en 1982 à 44,7 % en 1983. Le seuil des 45 % sera largement franchi en 1984.

Le résultat ne s'est pas fait attendre : le revenu disponible des ménages, qui prend en compte les salaires, les impôts et les prestations sociales, a baissé en 1983 de 0,5 % selon l'INSEE. Si l'on excepte l'année 1980, c'est la première fois qu'un tel phénomène se produit en France depuis plus de quarante ans. De même, l'activité économique s'est ralentie et les offres d'emploi ont chuté dans des proportions remarquables.

Mais le plan de mars a commencé à produire ses effets, avec une réduction de moitié du déficit du commerce extérieur en 1983 par rapport à 1982, les échanges avec l'étranger tendant en fin d'année vers l'équilibre, sans toutefois

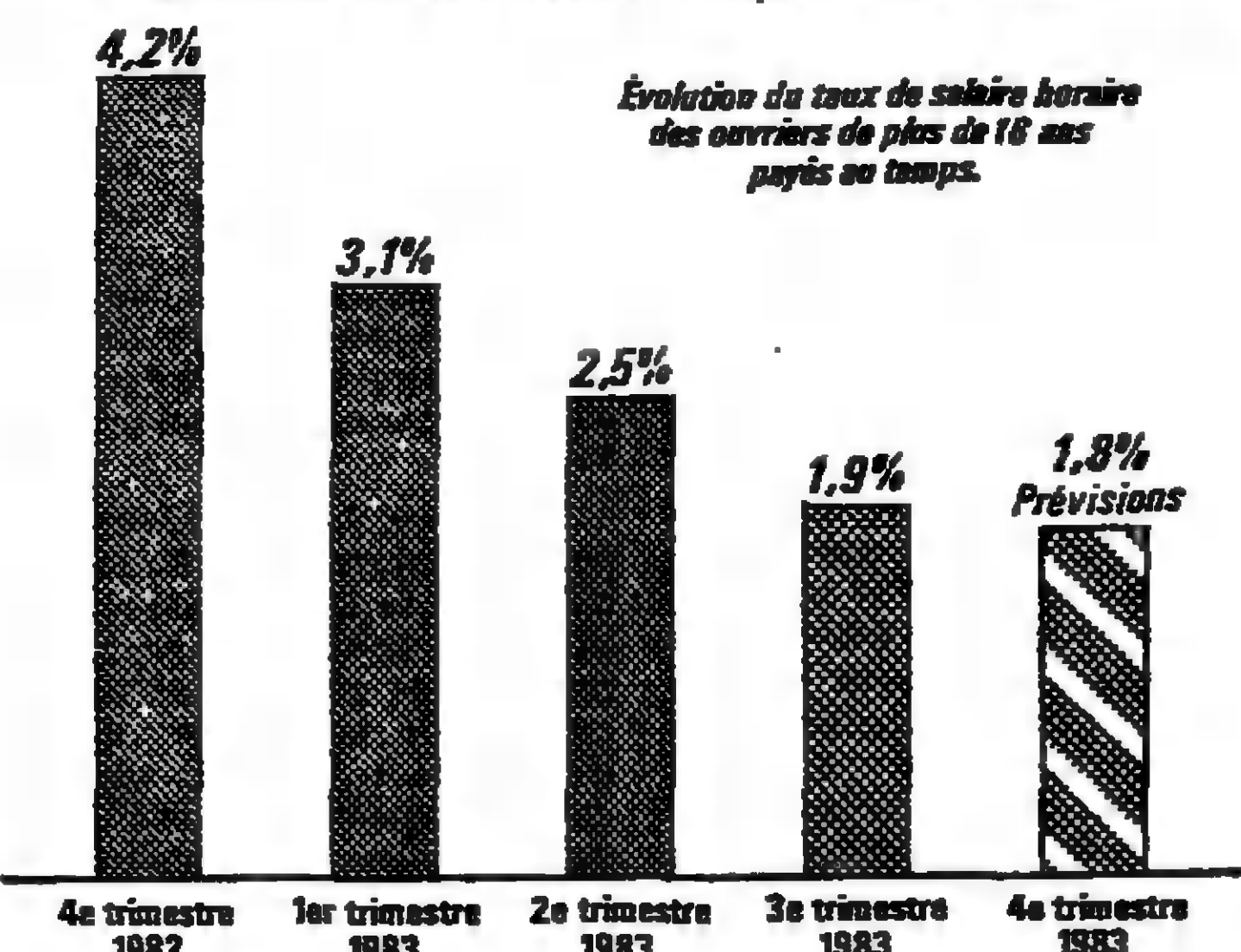
l'atteindre (la France a dû accroître d'une centaine de milliards de francs en 1983 son endettement brut vis-à-vis de l'étranger).

Sur le plan intérieur, malgré l'effort d'assainissement entrepris, le déficit des comptes des administrations (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale) s'est encore accru, passant de 2,6 % du PIB en 1982 à 3,1 % en 1983. Le gouvernement prévoit une réduction de ce déficit en 1984 (2,9 %) mais l'O.C.D.E. estime, au contraire, qu'il augmentera et atteindra 3,8 %.

La rigueur dont a fait preuve - bien tardivement - le gouvernement Mauroy a marqué l'alignement de la France sur les politiques économiques menées à l'étranger : sur la politique allemande tout spécialement qui n'a pas hésité depuis dix ans à imposer aux familles des sacrifices de pouvoir d'achat pour combattre l'inflation.

L'emprunt de 4 milliards d'ECU (28 milliards de francs) contracté en mai-juin 1983 par Paris auprès de la C.E.E. a mis fin et pour longtemps à la tentation d'un exercice solitaire - et qui se voulait exemplaire - de la politique économique.

TAUX DE SALAIRE HORAIRE : FORTE DÉCÉLÉRATION DE L'AUGMENTATION DEPUIS LE DERNIER TRIMESTRE 1982



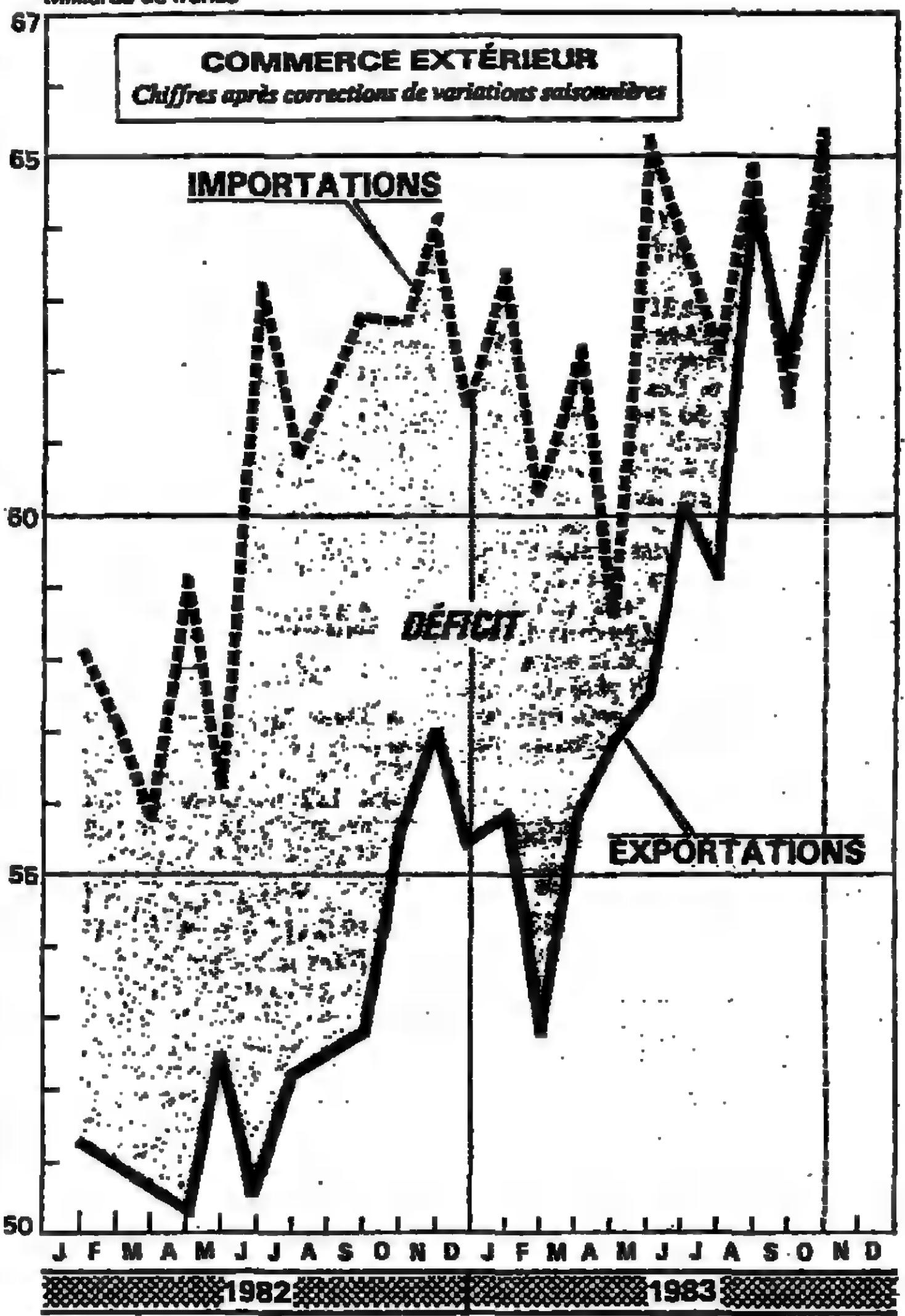
la demande intérieure de 65 milliards de francs, soit presque 2 % du produit national. Cette compression de la demande, qui sera en fait moins forte que prévu, prendra la forme de prélèvements forcés sur les ménages (32,5 milliards de francs), d'économies sur les dépenses publiques touchant à la fois l'Etat, les collectivités locales et les entreprises nationales (24 milliards de francs), enfin d'épargne supplémentaire (8,5 milliards de francs).

L'idée est courageuse pour un gouvernement socialiste puisqu'elle consiste à transférer des revenus du compte des ménages sur ceux de

plus faiblement (2,5 milliards de francs).

Les mesures annoncées sont sévères, anéantissant et au-delà la relance de juin 1981 qui avait porté sur 1 % de la richesse nationale.

Le plan du 25 mars aura marqué toute l'année 1983 par l'importance de ses prélèvements fiscaux et sociaux. D'une certaine façon, il a complété le plan de juin 1982 qui avait vu les prix et les salaires bloqués. Dans une première phase - en 1982 - le gouvernement a agi directement sur les revenus puis, ne pouvant poursuivre ou recommencer l'expérience, - sans vis-à-vis des



BATIMENT

Nouvelle chute d'activité

Nouvelle chute de l'activité du bâtiment en 1983 : 330 000 logements mis en chantier contre 343 000 en 1982 ; 100 000 suppressions d'emplois attendues dans le B.T.P.

L'effort de l'Etat en faveur du logement est resté constant (du moins jusqu'au budget de 1984, en très légère baisse), mais les crédits en faveur de l'accession à la propriété ont été très irrégulièrement consommés.

Le gouvernement tente de les rendre plus efficaces en 1984 en en changeant les modalités d'attribution. C'est du côté de l'investissement privé dans le logement locatif que l'effort est le plus notable. Les crédits promoteurs connaissent des taux d'intérêt extrêmement élevés, ce qui induit des frais financiers insupportables, et diminue la rentabilité du capital investi, alors que les prix de vente des logements plafonnent depuis deux ans, limitant du même coup la revalorisation du patrimoine.

L'instauration d'un impôt sur les grandes fortunes a pu elle aussi jouer un rôle dissuasif, à juste titre pour les gros épargnants. Enfin, la loi Quilliot, qui se voulait une loi d'équilibre entre propriétaires et locataires, a eu le malheur d'entrer en application au moment où la lutte contre l'inflation limitait les hausses de loyer, accroissant ainsi un effet psychologique déjà négatif.

Le bâtiment va mal en France et il est très probable qu'il ira encore mal en 1984.

La légère reprise que l'on observe en Allemagne ou aux Etats-Unis succède dans ces pays à une période de crise beaucoup plus forte que celle qu'a connue le secteur en France.

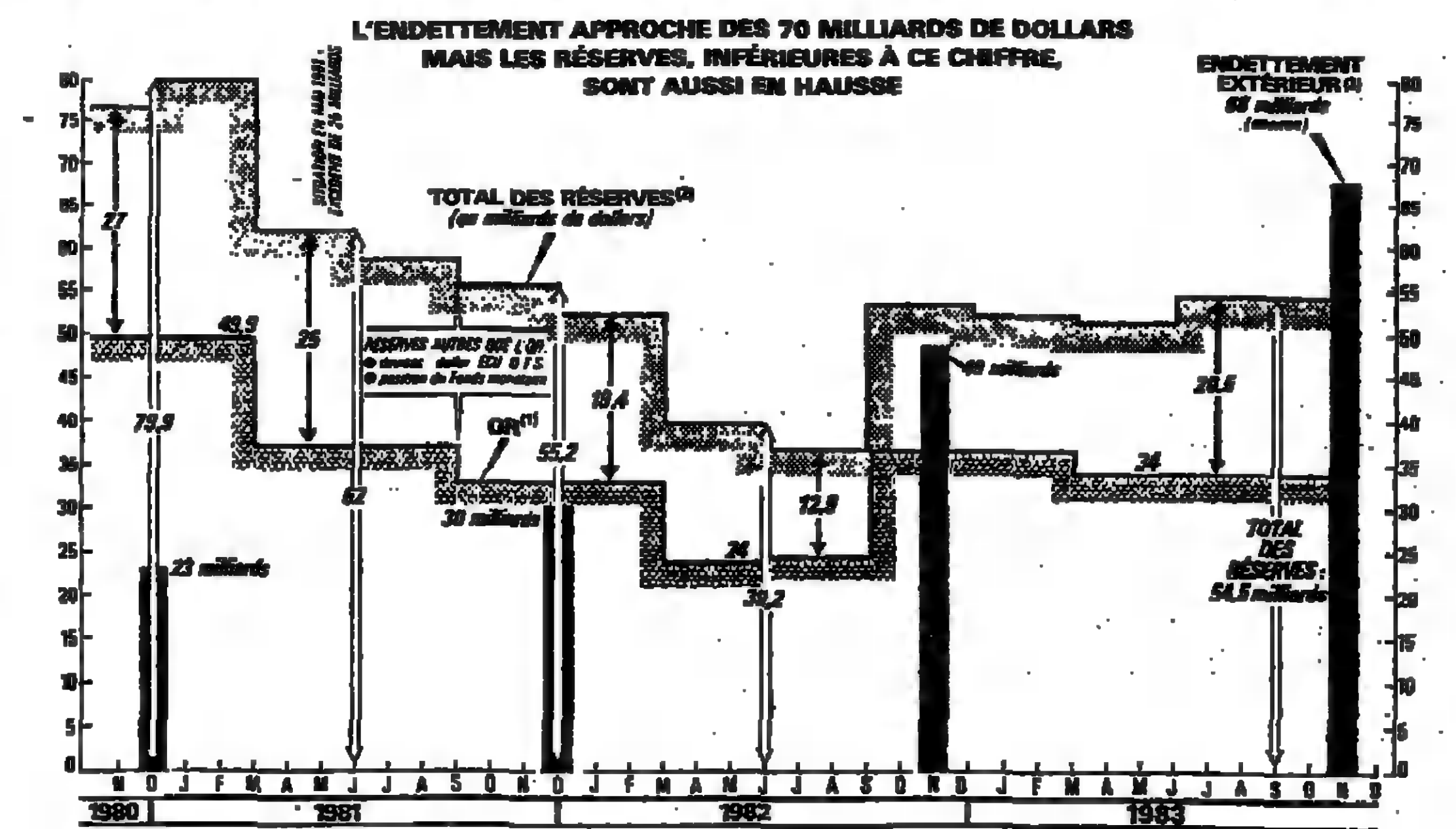
DETTE EXTERIEURE

Une lourde charge en perspective

L'endettement extérieur de la France s'est accru d'une centaine de milliards de francs en 1983, du fait soit des nouveaux emprunts des entreprises du secteur public, soit de ceux des banques commerciales, soit des emprunts de l'Etat français lui-même (8 milliards de francs tirés sur le crédit international de 28 milliards de francs, soit 4 milliards de dollars, d'octobre 1982 et 28 milliards de francs au titre de l'emprunt contracté par la C.E.E. au profit de la France en juin 1983).

Plusieurs estimations ont été données sur l'endettement brut français en 1983. Selon le ministère de l'Economie et des Finances, il s'élevait, au 30 juin dernier, à 369 milliards de francs, contre 295,4 milliards de francs au 31 décembre 1982. Mais, si on y ajoute l'emprunt communautaire et les emprunts à court terme de banques, on est plus proche de l'estimation de la City de Londres. Suivant notre collaborateur Christopher Hughes, elle chiffre le dette française à plus de 550 milliards de francs.

Rue de Rivoli, on ne retenait, comme endettement net au 30 juin 1983, que 140 milliards de francs contre 83 milliards fin 1982, compte tenu des créances de la France sur l'étranger (229 milliards de francs contre 212 milliards de francs). Se pose alors le problème de la fiabilité de ces créances. Dès 1984, par ailleurs, se posera un autre problème, celui du service de la dette extérieure : 60 milliards de francs l'année prochaine, et plus de 80 milliards en 1985.



(1) Stock d'or : le tonnage reste inchangé, mais son évolution dépend du cours du métal précieux en dollars. L'or déposé au FEOM (Fonds européen de coopération monétaire) en contrepartie d'ECU n'est pas compris dans le stock (le dépôt en question comprend 20 % du total des réserves métalliques de la France).

(2) Le relatif maintien des « réserves autres que l'or » pendant les périodes de forte spéculation contre le franc (et notamment pendant les trois ou quatre mois précédant la dé-

valuation du 21 mars 1983) tient en grande partie à la contre-

partie en ECU de l'or déposé au FEOM.

(3) De la comparaison de ce montant estimatif avec les 49 milliards de fin 1982, il ne faudrait pas conclure que pendant l'année 1983 la France a contracté près de 20 milliards de dollars d'emprunts supplémentaires (comme elle l'avait fait en 1982). Notre estimation pour 1983 comprend 3 ou 4 milliards au titre de l'emprunt européen contracté en octobre 1982, mais utilisé au début de 1983, et peut-être aujourd'hui partiellement remboursé.

INDUSTRIE Douze mois de « plans de redressement »

Avec l'élection présidentielle en 1981, la mise en place des nationalisations en 1982, l'industrie française a été en quelque sorte « figée » pendant deux ans. Deux années où elle est restée l'arme au pied. Deux années où les restructurations sociales, les réorganisations internes, les coopérations internationales ont été mises entre parenthèses.

Pour tenter de rattraper son retard, l'industrie française a dû en 1983 multiplier les reculs de frontières, les restructurations internes, les « plans de redressement ». Tous les secteurs ont presque, tous les groupes ont été concernés.

Dans la chimie, la restructuration amorcée à la fin de 1982 s'est poursuivie. P.C.U.K., la filiale « chimie » de Pechiney, a été démantée, ses actifs étant repris par Cdf-chimie et surtout Elf-Aquitaine, qui devient ainsi le premier groupe chimiste français. Une opération dont les conditions ont entraîné le départ de M. Chalandon de la présidence d'Elf et son remplacement par M. Michel Pécqueur. Dans les engrais, Rhône-Poulenc a vendu ses actifs à Cdf-chimie et à l'autre pétrolier français C.F.P. Total.

C'est dans l'électronique, où l'Etat contrôle depuis les nationalisations des quatre principaux groupes 50 % du secteur, que les grandes manœuvres ont été le plus spectaculaires. Bull a repris les filiales spécialisées en informatique de Thomson et de la C.G.E. Ces deux derniers groupes ont signé à l'automne un protocole d'accord qui devait se traduire par le passage dans l'orbite de la C.G.E. de l'ensemble des activités de communication de Thomson. Le groupe dirigé par M. Gomez se concentrait sur les composants, l'électronique professionnelle et le grand public (où, après l'échec du projet de rachat de la société allemande Grundig, il a signé un accord avec la société japonaise J.V.C. pour les magné-

topes). Quant à sa branche médicale, en déficit chronique, elle ne trouve toujours pas d'acquéreur.

La C.G.E., de son côté, attend de concentrer sur ses activités énergétiques, les télécommunications et la bureautique. Outre l'achat de Thomson, le groupe a racheté 10 % des 34 % que Bull et Silex-Hélicat détenaient dans Olivetti (le reste étant repris par le pécuniaire de la société italienne, M. de Benedetti, et des investisseurs internationaux). En contrepartie, la C.G.E. s'est séparée de sa branche télécommunications, au profit de Silex-Hélicat, qui se consacre désormais à la production de matériel de télécommunications. Cette société a depuis sa « sortie » de l'électronique, imposée par les pouvoirs publics, redéfini sa stratégie de diversification. Outre les travaux publics, elle s'inscrira à l'avenir (elle a pris tout récemment dans Techint) et regroupe du côté des services aux collectivités. Ainsi Silex-Hélicat a acquis - non sans peine - 20 % de la Compagnie générale des eaux, la première société privée française de ce secteur.

Creusot-Loire, au bord du défilé de bilan, a mis sur pied avec les pouvoirs publics un plan de redressement qui va se traduire par un renforcement du pouvoir de C.E.A. dans Franche-Comté et la cession de ses actifs sidérurgiques aux deux groupes nationalisés Usinor et Sacilor, dont les pertes atteignent par ailleurs des montants considérables. Ainsi envisage-t-on, à la fin de l'année, une révision à la baisse des objectifs du plan acier, comme de ceux de Charbonnages de France.

Dans les secteurs traditionnels de l'industrie, la crise se traduit par des déficits très importants pour Michelin et Peugeot (qui prévoit sept mille suppressions d'emplois), des plans de restructuration drastiques (Boussac, La Chapelle-Dortel, etc.), voire la faillite pour Danp-France.

AGRICULTURE

Recul des productions dans le monde

Pour la première fois depuis 1972, la production agricole globale, alimentaire et non alimentaire, devrait diminuer en 1983. La réduction sera d'environ 0,8 % (et de 2,5 % par habitant, compte tenu d'une croissance démographique de 1,7 %) d'après les estimations de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation). Toutefois, la seule production alimentaire qui marque un léger progrès, tandis que la production agricole non alimentaire devrait baisser de 2,5 %. Alors que la production céréalière totale (riz inclus) marque un recul, 1 614 millions de tonnes contre 1 706, le commerce mondial des céréales qui s'était ralenti en 1982, devrait être étonné. L'année a été surtout marquée par une réduction volontaire des productions aux Etats-Unis, compensée en partie par de bonnes récoltes en U.R.S.S. et en Chine, mais aggravée en plusieurs endroits, Afrique et Amérique latine, surtout par la sécheresse.

Toutefois, la production de blé enregistrera un nouveau record : 482,5 millions de tonnes contre 485,7. Alors que les productions végétales, à l'exception de plusieurs cultures industrielles sont en baisse, dans le secteur de l'élevage, par contre, une progression paraît devoir être enregistrée : pour la viande en général, la F.A.O. évalue la hausse à 2,4 % avec 148,4 millions de tonnes, et à 3,5 % pour le lait avec 501 millions de tonnes, contre 484 millions de tonnes. Le volume de la consommation augmente moins rapidement, ce qui provoque un allongement des stocks aux Etats-Unis et dans la C.E.E. alors même que le commerce mondial, qui porte sur 26 millions de tonnes, stagne. A Washington, comme dans la C.E.E. des mesures de ralentissement de la production laitière sont sérieusement envisagées.

Ces mesures ont d'ailleurs été l'une des causes viables de la crise européenne, qui s'est manifestée au grand jour au conseil des chefs d'Etat et de gouvernement à Athènes du 4 au 6 décembre. Les Dix se sont opposés sur la diminution des dépenses de soutien apportées à l'agriculture, la réduction des montants compensatoires monétaires, l'augmentation du budget de la Communauté, la taxation des produits de substitution des céréales et la préparation du nouvel élargissement de la C.E.E.

Baisse des revenus réels en France

En France, 1982 ne fut qu'une embellie. Le revenu brut agricole par exploitant qui avait progressé de 9,1 %, devait enregistrer un retour à

la baisse en 1983 de 3,8 % en francs constants, selon les dernières estimations de l'INSEE (novembre 1983). Trois explications à cela : les conditions climatiques du printemps et de l'été ont été défavorables en général ; la valeur des consommations intermédiaires, produits nécessaires à la production, a aussi augmenté plus vite (3,4 %) que la moyenne des prix de l'ensemble des livraisons (9 %) ; les subventions d'exploitations enfin ont été en 1983 plus faibles qu'en 1982.

CÉRÉALES : la production de blé tendre a légèrement inférieure au record de 1982 : 24,6 millions de tonnes contre 24,9 millions. L'orge, avec moins de 9 millions de tonnes récoltées, connaît une baisse de 11 %. Avec environ 9,3 millions de tonnes, la production de maïs diminue de 9 %.

BETTERAVES : du fait des excédents de sucre, les planteurs français ont réduit leurs surfaces (20 % entre 1981 et 1983, contre 10 % en moyenne dans la C.E.E.). La production de sucre ne sera que de 3,6 millions de tonnes contre 4,4 millions en 1982.

FRUITS ET LÉGUMES : ce secteur connaît une belle progression en prix (28,8 %) et en valeur (23,1 %) explicable par une diminution des volumes.

VINS : la campagne vinicole est plus proche de la normale, avec une production de 69 millions d'hectolitres contre 79,2 millions en 1982.

GROS BOVINS : après une année de reconstruction du cheptel, les abattages ont repris (+ 3,5 %).

AUTRES ANIMAUX : stagnation des livraisons de veaux, et de porcs également, pour lesquels les prix sont inchangés par rapport à 1982. La crise porcine s'est surtout manifestée en fin d'année. Par contre le prix des ovins s'est envolé (+ 16 %) et les livraisons ont été réduites (- 5 %). Quant aux poulets, la croissance n'est plus ce qu'elle était sur les marchés européens, les livraisons ont chuté de 5 %. Celles des œufs baissent de 6 %, après les abattages massifs des poules pondantes destinées à enrayer la crise de surproduction (hausse de 20 % des prix).

LAIT : la production qui était de 32 millions de tonnes en 1982 devrait augmenter de 1,5 %, la reprise est confirmée au dernier trimestre.

L'année agricole a aussi été marquée par une première, les élections le 28 janvier 1983 aux élections d'agriculture, au scrutin proportionnel, qui a marqué l'entrée en scène des syndicats minoritaires, regroupés ensemble dans une liste unique et confédérée, le mouvement de la F.N.S.E.A. qui a élu au C.N.J.A., représentant 70 % des votants.

La décroissance

L'année 1983 a été marquée par une série de décisions politiques et économiques qui ont conduit à une réduction des dépenses publiques et à une augmentation des recettes. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

Les mesures prises ont été sévères, mais elles ont permis de réduire le déficit de l'Etat et de améliorer la situation financière de la France. Cette politique de rigueur a été mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, qui a cherché à réduire le déficit de l'Etat et à améliorer la situation financière de la France.

INDUSTRIE

Doute moins de « plans de redressement »

TAUX D'INTERET

La dégrue s'est arrêtée

La dégrue générale des taux qui s'était produite en 1982 après deux années de forte tension s'est arrêtée en 1983, quelques velléités de remontée s'étant même manifestées au dernier trimestre.

Au début de l'année, pourtant, la grande majorité des observateurs pronostiquaient la poursuite de la dégrue afin de relancer des économies défilantes. Aux Etats-Unis, point de mire des milieux financiers internationaux, l'assouplissement de la politique des autorités de contrôle (la Réserve fédérale ou « Fed »)

d'août, pour ne plus changer jusqu'à la fin de l'année. En fin d'année, tout le monde se demandait, outre-Atlantique, si l'ampleur des besoins du Trésor pour combler un énorme déficit budgétaire n'allait pas se conjuguer avec une reprise de la demande de crédits bancaires par les entreprises pour peser sur les marchés financiers et faire monter les taux.

En Europe, un phénomène similaire pouvait être observé. La Banque fédérale d'Allemagne, qui, en 1982, avait ramené son taux

fin 1981 à 10 % fin 1982, remontait à 11 % début 1983, en raison d'un accès de faiblesse de la livre sterling, pour reprendre sa baisse ultérieurement et s'établir à 9 % en fin d'année : les autorités monétaires et le gouvernement se sont refusés à interrompre le processus de dégrue afin de ne pas pénaliser l'économie.

En France, l'année commençait en fanfare avec un abaissement du taux de base bancaire, ramené de 12,75 % à 12,25 % (il était de 14 % au premier trimestre 1982). Visiblement, les pouvoirs publics étaient désireux, eux aussi, de poursuivre la dégrue. En juillet, ils décidaient de réduire d'un point la rémunération des dépôts dans les caisses d'épargne (7,5 % contre 8,5 %) et laissaient entendre qu'une réduction similaire serait appliquée au taux de base bancaire à l'automne. Le maintien du taux d'inflation à un niveau élevé et, surtout, le regain de tension des taux à l'étranger, surtout en Allemagne, stoppèrent net ce bel élan. Sur le marché du long terme, en revanche, les taux ont fléchi de 1,4 % environ d'une année sur l'autre.

MONNAIES

Le dollar en vedette

(Suite de la page 9.)

Cette fois-ci, comme les précédentes, un pénible compromis fut élaboré, au terme duquel un groupe de monnaies se trouvait réévalué par rapport à leurs cours centraux : le mark de 5,5 %, le florin de 3,5 %, la couronne danoise de 2,5 % et la livre belge de 1,5 %. Se trouvaient dévalués le franc français et le lire de 2,5 % et la livre irlandaise de 3,5 %. Au total, le taux central du mark à Paris était relevé de 8 %, passant de 2,8339 francs à 3,0664 francs.

Ce réajustement, dans le cas de la France, se doublait d'un sévère plan de rigueur destiné à réduire le déficit commercial en positionnant le revenu des Français, donc la consommation et les importations qu'elle suscite, et de l'octroi d'un prêt de la C.E.E. s'élevant à 4 milliards d'ECU, soit 28 milliards de francs environ. L'effet de ces mesures, très spectaculaire en ce qui concerne la réduction du déficit commercial, a ramené le calme dans le S.M.E. Il dure encore.

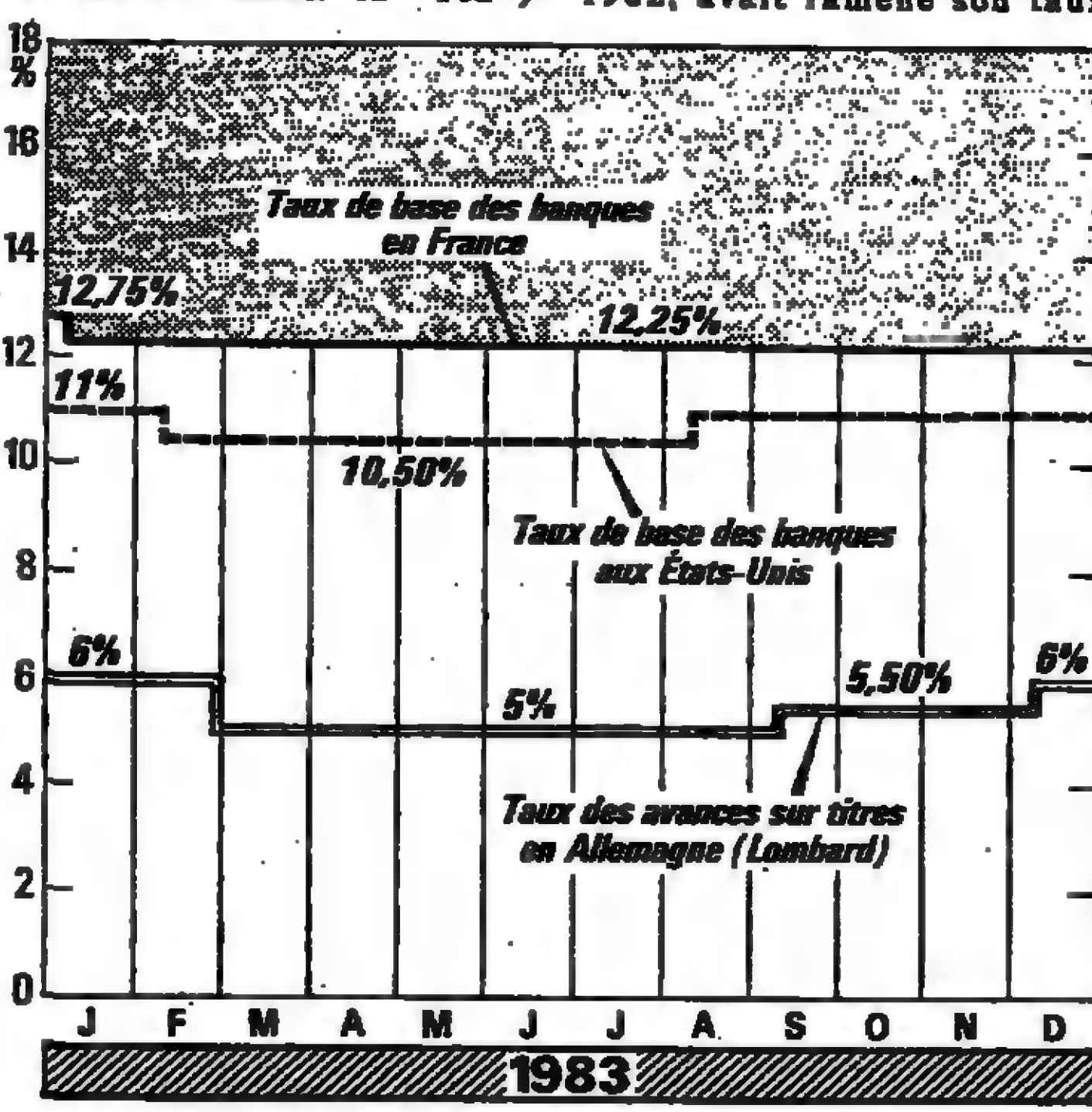
Le phénomène américain

(Suite de la page 9.)

Mais les mêmes phénomènes se produisent pour les mêmes raisons dans les pays les plus développés, où l'on a assisté, au stade de la production, à des baisses brutales de prix dans des industries aussi importantes que l'acier ou les produits chimiques. Une part non négligeable de la « victoire » remportée sur l'inflation s'explique par les pressions exercées sur les prix au détriment des forces productives. Le processus n'a pas encore pris fin. Malgré la reprise, le nombre des faillites reste très élevé aux Etats-Unis et au Japon ; il tend à s'accroître en France.

Parmi les plus gros débiteurs figure l'Etat fédéral américain, dont le dette accumulée représente plus du tiers du P.N.B. des Etats-Unis et le double de la dette du tiers-monde. Phénomène plus inquiétant : la dette publique croît chaque année de 14 % à 15 %, ce qui signifie qu'elle devrait être multipliée par deux d'ici cinq ou six ans. Cette inquiétante perspective explique pourquoi l'énormité du déficit budgétaire, facteur de taux d'intérêt élevés, est devenue le principal sujet de préoccupation aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Pour l'instant, il existe entre le Trésor des Etats-Unis et les autres gros débiteurs une différence essentielle : il trouve encore aisément des prêteurs, d'où l'afflux continu de fonds en quête d'emploi vers la place de New-York, mouvement qui appauvrit l'Europe et le reste du monde, comme l'a récemment dit sans ménagement M^{re} Thatcher. C'est cet afflux qui provoque la hausse du dollar, laquelle a notamment pour conséquence d'entraver les exportations américaines (d'où l'apparition d'un considérable mais pas nécessairement « grave » déficit commercial) et d'encourager au contraire les ventes sur les marchés (à commencer par le marché américain) des producteurs d'Europe, du Japon et aussi des pays du tiers-monde. C'est là un avantage qui compense en partie les effets négatifs de la hausse du dollar pour ces pays (ranchissement des importations facturées en dollars et surtout alourdissement de la dette).

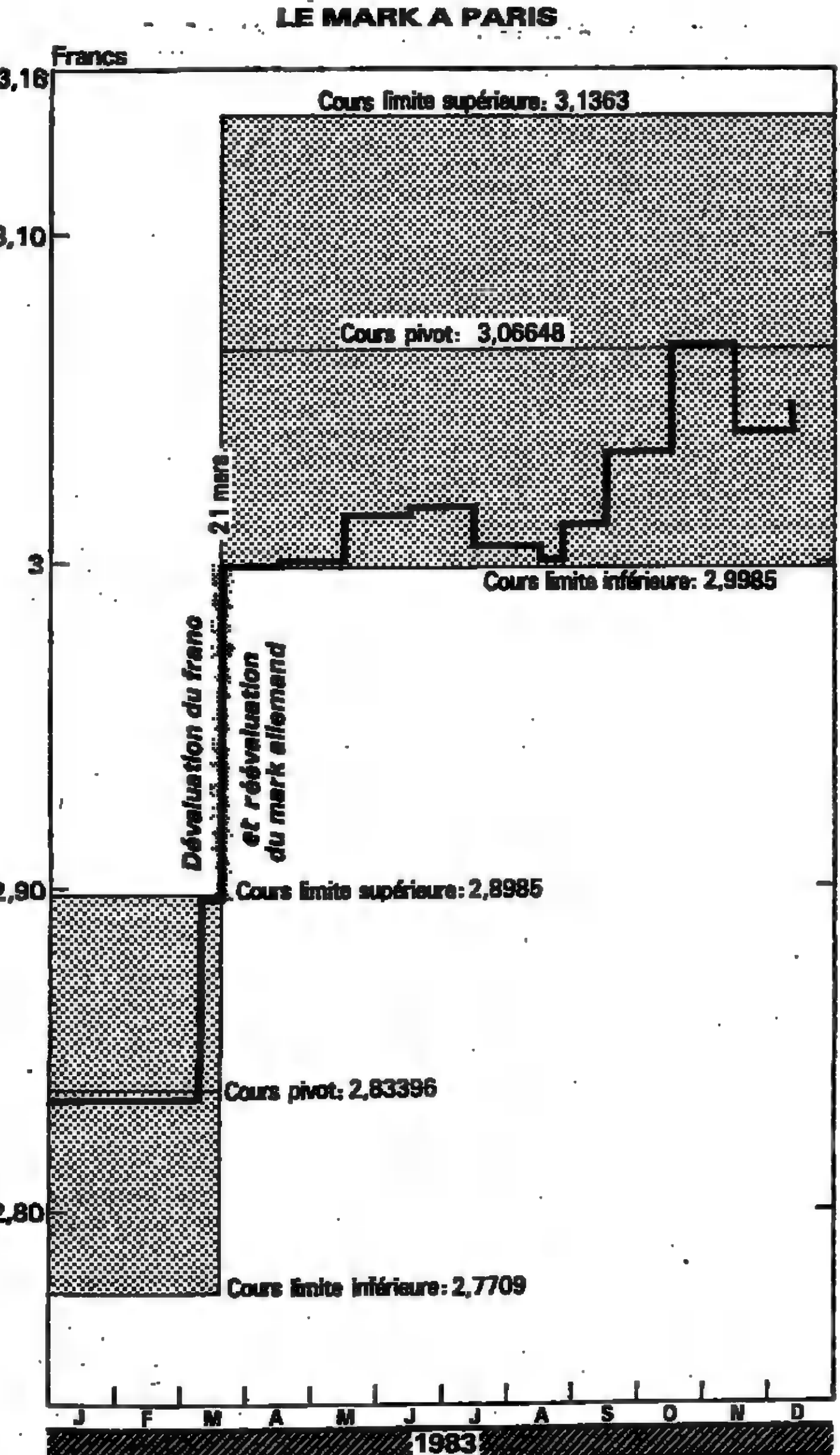
PAUL FABRA.



permettait aux banques de ramener leur taux de base (prime rate) de 11 % à 10,50 % (l'année précédente, elles l'avaient ramené de 17 % à 11 %). Mais la Fed, qui avait assez largement alimenté le marché en liquidités au cours du premier semestre afin de ne pas « casser » la reprise économique en cours, s'alarmait du gonflement trop rapide de la masse monétaire et commençait à se montrer plus restrictive. Du coup, les taux d'intérêt se tendirent un peu, et le taux de base des banques remonta à 11 % au mois

d'avances aux banques (Lombard) de 9 % à 6 %, l'abaissant encore à 5 % en mars, puis, en fin d'année, le faisait remonter à 5,5 %, puis à 6 %. Les raisons invoquées outre-Rhin étaient d'abord la tension persistante sur les taux américains, de nature à déprimer le mark et à provoquer une fuite des capitaux vers l'eurodollar, et, ensuite, un gonflement trop rapide de la masse monétaire, jugé inflationniste.

En Grande-Bretagne, le taux de base des banques, revenu de 16 %



OR

En disgrâce

L'or a baissé pavillon en 1983 (-17 %). Il a reperdu - et même au-delà - toute l'avance péniblement acquise l'année précédente (+14 %), pour retomber à son plus bas niveau depuis 1979. Les causes sont la hausse du dollar, qui joue le rôle de valeur refuge, et les taux d'intérêt élevés.

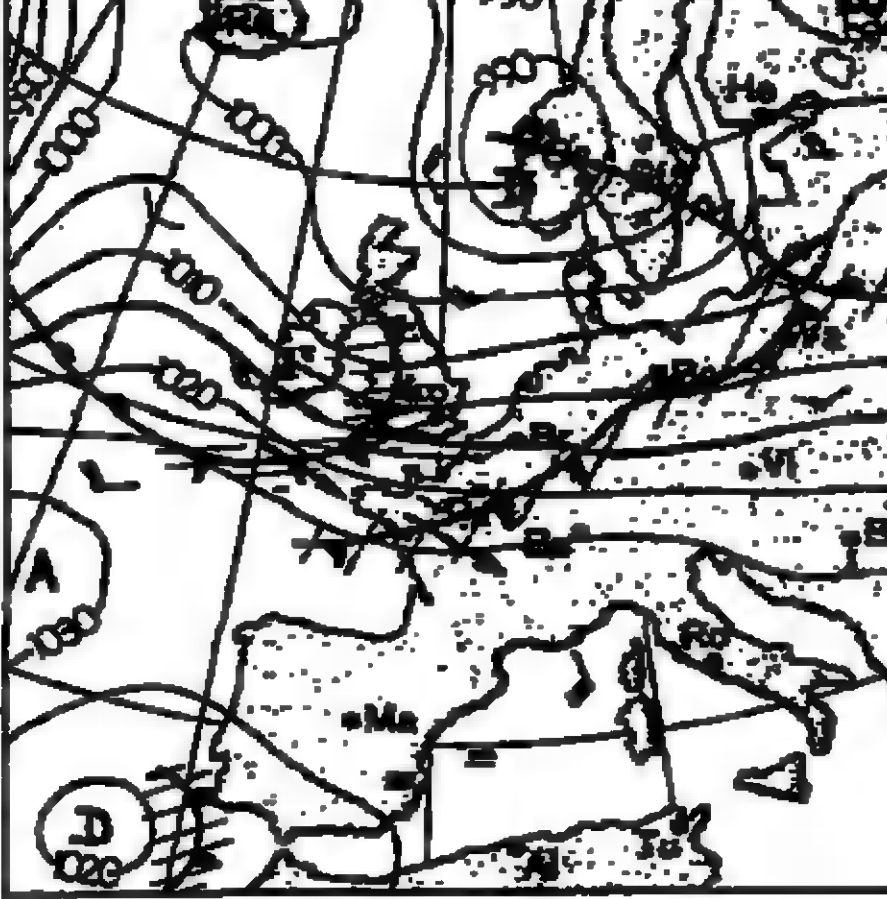
Le marché du métal jaune avait déjà été mis une première fois, au premier trimestre, à rude épreuve, à la suite de la baisse des prix du pétrole. Le marché n'a guère réagi

aux vicissitudes et aux drames de la vie politique internationale. A Paris, singulièrement, le lingot a battu tous ses records historiques avant de revenir dans des eaux plus calmes réussissant néanmoins à conserver une avance de 4 % d'une année sur l'autre. Le dollar, encore lui, est responsable du phénomène. S'agissant de l'or, Paris suit de très près les indications de Londres. Le prix est ensuite traduit en francs, et plus le dollar est cher plus le lingot l'est par contre-coup.

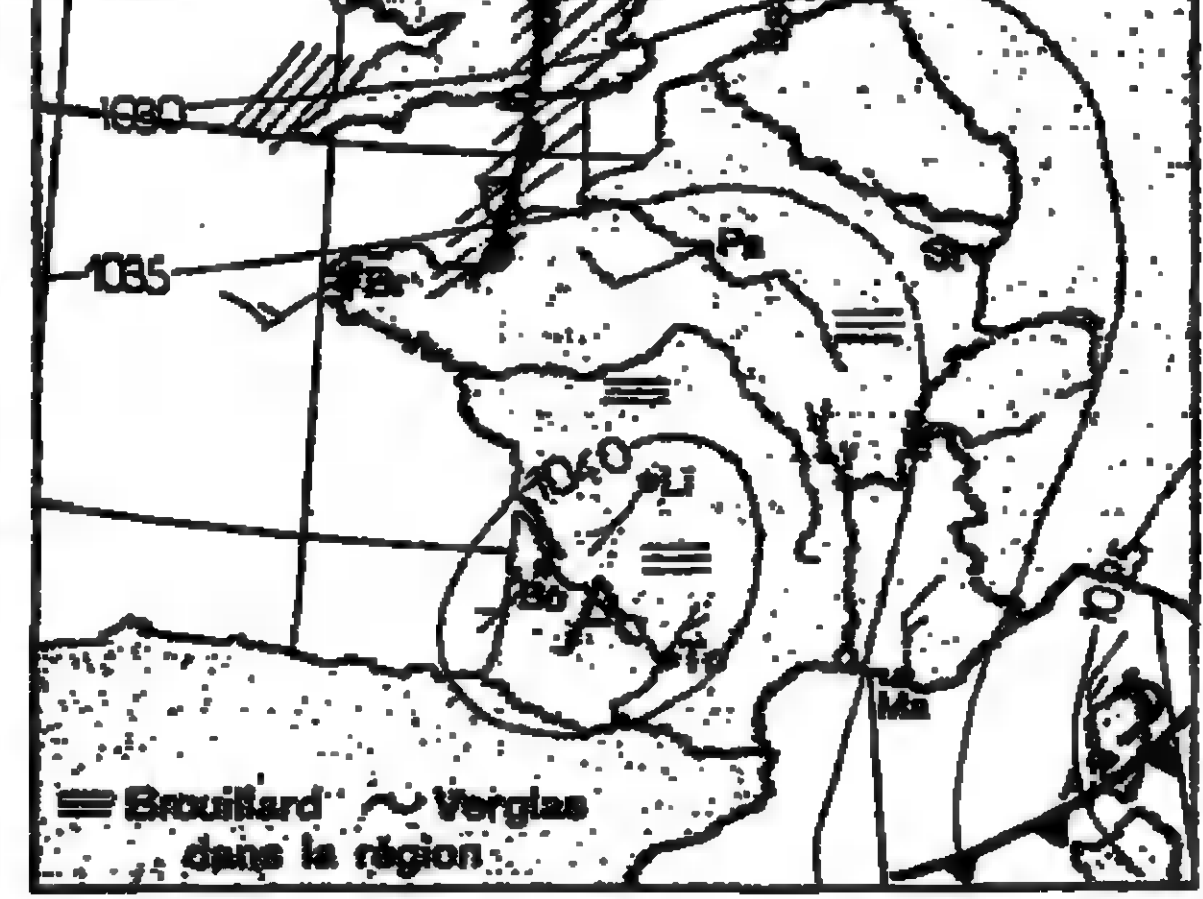
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26-12-83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27-12-83 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le lundi 26 décembre et le mardi 27 décembre à midi.

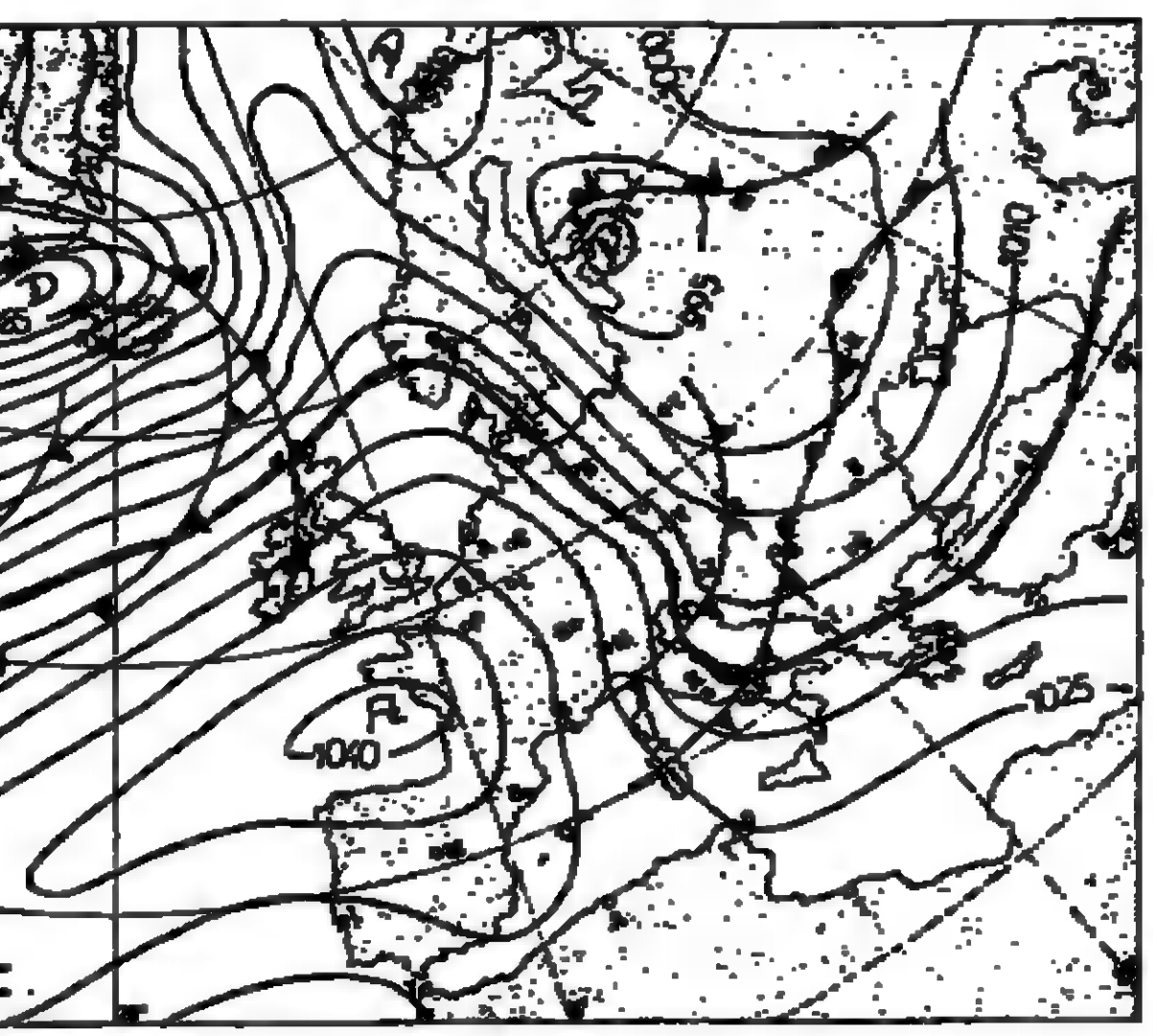
Une forte dorsale se développera en cours de validité sur la France, si bien que la partie active des perturbations océaniques sera rejetée plus au nord.

Mardi en matinée, le temps sera gris et brumeux sur les régions côtières de la Manche, et il y aura un peu de crachin. Ailleurs, il fera plutôt frais, mais de belles éclaircies se développeront. Quelques averses se produiront cependant en Corse, et le vent soufflera du nord dans la vallée du Rhône. Dans l'après-midi, le temps gris s'étendra à toutes les régions situées au nord de la Loire. Ailleurs, il fera beau. Les températures, les plus souvent voisines de 0 degré au lever du jour (sauf sur les côtes), atteindront dans l'après-midi 10 à 15 degrés du nord au sud du pays.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer, à Paris, le 26 décembre à 7 heures, de 1019,2 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26 décembre) : Ajaccio, 16 et 5 degrés ; Biarritz, 22 et 8 ; Bordeaux, 17 et 6 ; Bourges, 14 et 10 ; Brest, 12 et 10 ; Caen, 13 et 10 ; Cherbourg, 11 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 5 ; Dijon, 12 et 6 ; Grenoble, 15 et 1 ; Lille, 11 et 10 ; Lyon, 16 et 4 ; Marseille-Marinade, 18 et 5 ; Nancy, 14 et 10 ; Nantes, 15 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 6 ; Paris-La Bourget, 15 et 10 ; Paris-Montsouris, 16 et 10 ; Pau, 12 et 5 ; Perpignan, 15 et 10.

PRÉVISIONS POUR LE 27 DÉCEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

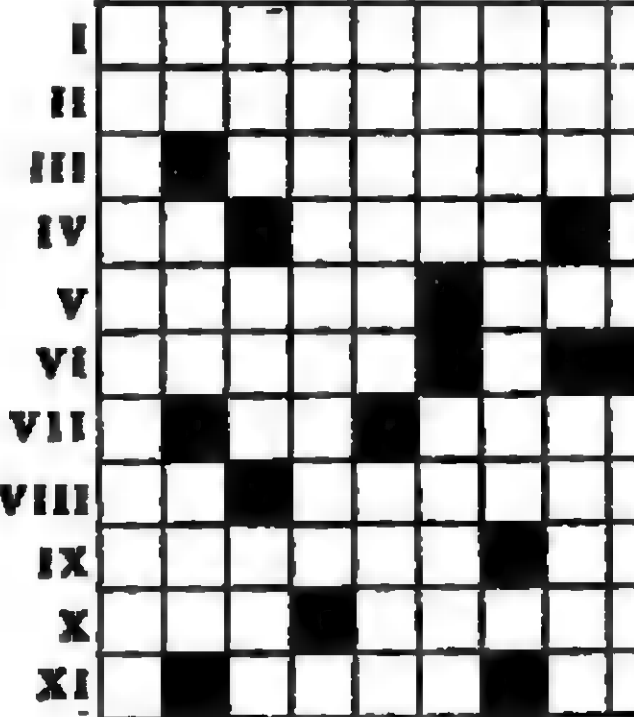


Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 8 degrés ; Amsterdam, 11 et 8 ; Athènes, 16 et 6 ; Berlin, 10 et 8 ; Bonn, 15 et 9 ; Bruxelles, 12 et 10 ; Les Canaries, 24 et 15 ; Copenhague, 7 et 4 ; Dakar, 25 et 21 ; Djibouti, 21 et 7 ; Genève, 12 et 4 ; Jérusalem, 13 et 4 ; Lisbonne, 15 et 10 ; Londres, 13 et 7 ; Luxembourg, 11 et 8 ; Madrid, 12 et 1 ; Moscou, -1 et -1 ; Nairobi, 24 et 15 ; New-York, -12 et -15 ; Palma-de-Majorque, 22 et 4 ; Rome, 12 et 11 ; Stockholm, -2 et -2 ; Tenez, 21 et 10 ; Tunis, 19 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3610



HORIZONTALEMENT

I. Recherches par l'attribution comme exotisme à son affection. - II. Appelle une mobilisation unguérale. - III. Travail de confiseur. - IV. Négation. Résidence secondaire. - V. Verdures pour lapin. Communauté urbaine.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 28 DÉCEMBRE
« Exposition Vanbas », 14 h 30, Musée des monuments français, M. Puchal.
« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^{re} Allaz.
« Musée du Luxembourg », 15 h, 19, rue de Valenciennes, M^{re} Bachelier.
« Église de l'Assomption », 15 h, devant l'église, place Maurice-Barès, M^{re} Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).
« Turner », 15 h 15, Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel Louvre », 15 h, 17, quai d'Asijon (Tourisme culturel).
« Turner », 15 h, Grand Palais (Visages de Paris).

NOEL

VI. Dots parisiens. - Pour que les Parisiens âgés participent aux réjouissances qui marquent la fin de l'année, la Mairie de Paris leur offre, traditionnellement, d'assister gratuitement à des spectacles variés : opérettes, concerts, cirque, pièces de théâtre, galas de variétés. Quarante-sept mille places leur sont offertes cette année. Pris au hasard : « L'Amour à Tahiti », de Francis Lopez, avec Georges Guétary et Marie Candide, les ballets tahitiens ; les concerts Pasdeloup, Colonne ; le Cirque d'hiver et le cirque Achille Zavatta ; des pièces de Molière, Marivaux, Racine, Labiche et Agathe Christia.

VERTICALEMENT

1. Fileuses artisanales. - 2. Berceau d'un patriarche. Produits de la terre. Flotte hébraïque. - 3. Son arrivée provoque des mouvements de foule. Est souvent bœuf de la matinée. Souche ou tige. - 4. Parfois un doigt de « blanche » poussant un petit noir. (Pluriel). - 5. Ruine par des mesures de compression abusives. Expression de l'âme des poètes. - 6. République sud-asiatique. Opération de balance commerciale. - 7. Un chaud lapin sensible à la chair de poule. - 8. Repère. Tombe aux genoux du prêtre. - 9. Elle émine, mais sa taille est grossière. Des gens qui ne font rien comptent sur eux pour trouver un débouché.

Solution du problème n° 3609

Horizontalement

I. Feuille de vigne. - II. Entrée. Univ. Art. - III. Cur. Anore. Une. IV. Orfèvre. Ré. Or. - V. Née. Datin. Ancier. - VI. DS. Parisien. - VII. Ai. Oses. Tri. Més. - VIII. Teint. Fermier. - IX. Oses. Eau. In. - X. OD. Arme. Intend. - XI. Ne. Bis. Nérée. - XII. Col. Sou. - XIII. Métèque. Narines. - XIV. Ede. Usiner. Rose. - XV. R. Néant. Amante.

Verticalement

1. Fécondation. M. - 2. Emurée. Décédé. - 3. Util. Io. Ote. - 4. Irresponsable. - 5. Le. Astérisque. - 6. Léandre. Ems. U.S.A. - 7. Usak. Se. Sein. - 8. Dur. Is. No. NT. - 9. Enormité. Jéne. (Jeune). - 10. Vire. Erreur. Ara. - 11. Le. Animateur. - 12. Oc. Jule. Ira. - 13. Nantisme. Anon. - 14. Erée. Erme. Est. - 15. Terre. ND. Ose.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvieux-Méry (1944-1969) Jacques Favre (1969-1982)

Imprimerie : de « Monde » 5, rue de la Harpe PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437.

ISSN : 0395 - 2037.

VIE QUOTIDIENNE

OFFICIALIZATION DU DROIT D'ACCÈS AU FICHIER CENTRAL DES AUTOMOBILES

Un récent arrêté autorise tout possesseur de voiture ou de moto à prendre connaissance de la fiche le concernant dans le fichier central des automobiles. La Commission nationale informatique et libertés (CNIL) a, en effet, donné son accord pour l'officialisation de ce fichier informatisé. L'arrêté renforce également les possibilités d'investigation des administrations et autorisées, sous certaines réserves, son exploitation commerciale par les constructeurs et importateurs.

Le fichier - qui recense les vingt millions de véhicules circulant en France - reprend les caractéristiques des cartes grises, ainsi que les nom, prénom, date de naissance, sexe, domicile et catégorie socio-professionnelle du propriétaire. Il est placé sous la responsabilité du ministère des transports, qui charge de son traitement l'Association nationale de l'automobile, filiale de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles (C.S.C.A.).

Les ministères des transports, de l'intérieur, de la défense, des finances et du logement peuvent l'exploiter dans le cadre d'enquêtes nominatives, alors que les ministères de l'agriculture et de l'industrie n'utilisent ses informations qu'à des fins statistiques.

L'utilisation par les industriels doit recevoir chaque année l'agrément du ministère de l'industrie. Les informations du fichier sont remises aux constructeurs et importateurs sous réserve qu'ils ne les communiquent pas à des tiers, et qu'elles ne sortent pas du territoire national.

Selon le délégué général de la C.S.C.A., M. Aubin, cet arrêté facilitera le rappel de véhicules devant retourner en usine pour raison de sécurité.

Mais il donne aussi une base légale à une pratique commerciale qui risque d'être mal accueillie par les usagers : la « relance » à domicile de tout automobiliste susceptible d'acheter un nouveau véhicule.

Le Monde

NOTES

Théâtre

LES MANÈGES
NE S'ARRÊTENT PAS L'HIVER

Père Noël miracle

Dans une étrange forêt, à la fois vivante de bazar, mariage japonais, salon de grand-mère, une fois maléfique et belle, retrouve un Caliban hirsute et d'un ours, se retrouvant la nuit de Noël, pour de sombres cérémonies : on extrait d'une besace des ossements blanchis, on amène de curieux et précieux flacons. Survient un homme égaré en complet veston et attaché-casque. Spécialiste du marché de l'imagination, il aime, dit-il, la « fantaisie contrôlée ».

Pourtant, il ne parviendra pas à récupérer les créatures folles de la nuit, elles-mêmes égarées par l'apparition d'un drôle de vieillard en robe rouge et herbe chemise, rigolard et distrait, qui murmure des banalités peut-être chargées de lourds secrets. Des Pères Noël de pacotille viennent flatter ça et là. Mais du vrai, on ne saura rien. D'où vient-il ? Qui est-il ? C'est sur cette idée du Père Noël miracle d'une nuit d'hiver, image sans corps et sans histoire, que Frédéric Magnin a monté *Les manèges ne s'arrêtent pas l'hiver* pour le Centre dramatique national de la Pomme verte (Sartroville). Un spectacle brillant, subtil ; un régal d'usages parfois haurés, bizarrement cosmo, une histoire qui se dérobe, quelque chose comme un jeu de pistes pour fantômes.

BERNARD RAFFALLI

★ Théâtre Déjazet, jusqu'au 8 janvier, le mardi et le vendredi, à 16 heures. Tél. : 01-57-97-34.

JEAN-PAUL FARRÉ
AU CARRÉ SILVIA-MONFORT

L'enfant et les pianos

A sa naissance, la Reine de la Nuit chantait - d'où la vocation musicale de Jean-Paul Farré. Quand il s'est dépeuplé de son cordon ombilical, il s'est retrouvé sur scène, tout autour du pathétique, avec son personnage de petit bonhomme qui se débrouille comme il peut dans un système auquel il ne comprend rien. Il ne cherche pas à élucider les mystères, il les tire vers une poésie noire, vers le jeu grinçant et caotique que pourrait élever un enfant solitaire, avec des objets qui ne sont pas à lui.

Et le voilà en virtuose angélique et musicale, perdu dans un habit blanc à traîne qui se gonfle comme un parachute, ou en compteur de pianos... Tous ces pianos qui envahissent son territoire, se déplacent, dansent, font aussi de la musique... Jean-Paul Farré et ses pianos traqués tiennent la scène pendant deux heures. C'est beaucoup, mais à l'exception d'un monologue assez lourd à propos d'un finaliste de concours banalisé, ce n'est pas trop. En fait, le spectacle est un peu concret, trop précis dans cet univers planétaire où rien n'a jamais de place, de forme, de fonction définitive. Un univers absolument étrange. On ne rit pas tellement, c'est autre chose : ni joyeux, ni désespéré, mais vivace et toujours étonnant, attachant. Comme une ballade sautillante dans un désert échantonné.

COLETTE GODARD.

★ Carré Silvia-Monfort, 20 h 30.

CORRESPONDANCE

Après la publication dans le Monde daté 18-19 décembre d'un article d'André Jacob sur la Bibliothèque nationale, M. Jacques Sollois, directeur du cabinet de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, nous a adressé la lettre suivante :

1) Contrairement au titre que vous avez cru pouvoir donner à l'article en question, il ne peut évidemment pas sur les livres de la Bibliothèque nationale, même si un incident survenu l'an passé a menacé certaines collections.

Il convient à cet égard d'indiquer que le système de chauffage de l'établissement date de 1936 et la climatisation de 1914.

C'est précisément pour faire face à ce lourd héritage que des opérations importantes d'entretien ont été entreprises. En 1982, 2,6 millions de francs ont été dépensés pour le chauffage et pour la sécurité. En 1983, 5,6 millions de francs ont été consacrés à la rénovation des installa-

tions électriques et de la couverture du magasin des livres et des imprimés.

Les crédits d'entretien des bâtiments et des installations ont crû de plus de 267 % entre 1979 et 1983 tandis que les dépenses destinées à l'acquisition et à la sauvegarde des collections augmentaient respectivement de 171 % et de 870 % au cours de la même période.

2) Au-delà de l'entretien de l'existant, un important programme de réhabilitation de l'îlot Vivienne et de décentralisation permettra, dès 1985, d'offrir aux usagers des services complètement renouvelés.

A cet effet, les crédits d'investissement qui s'élevaient à 10,5 millions de francs en 1977, 12,3 millions de francs en 1978 et 6 millions de francs en 1981, passés à 48,3 millions de francs en 1982 et 52,6 millions de francs en 1983. Ils seront de 60 millions de francs en 1984.

Enfin, les effectifs étaient de 1 151 agents en 1977 et 1 200 en 1981. Ils s'établissent à 1 273 en 1983.

En province, le programme de décentralisation de la Bibliothèque nationale se poursuit. A Provins, les travaux d'extérieur du Centre de conservation de la presse régionale (1,7 millions de francs en 1982, 2,1 millions en 1983) seront prochainement achevés. A Sablé, une station pilote de « désacidification » sera mise en place dès 1984 au Centre de conservation et de reproduction du livre. A Saint-Lizier, un projet d'installation de la phonothèque nationale est à l'étude.

3) S'agissant du fonctionnement, les crédits de la Bibliothèque nationale s'élevaient à 19,3 millions de francs en 1977, 20,9 millions de francs en 1978, 21 millions de francs en 1980 et 1981. Ils sont passés à 51 millions de francs en 1982 et à 64,6 millions de francs en 1983. Ils seront portés à 68,5 millions de francs en 1984.

Enfin, les effectifs étaient de 1 151 agents en 1977 et 1 200 en 1981. Ils s'établissent à 1 273 en 1983.

En province, le programme de décentralisation de la Bibliothèque nationale se poursuit. A Provins, les travaux d'extérieur du Centre de conservation de la presse régionale (1,7 millions de francs en 1982, 2,1 millions en 1983) seront prochainement achevés. A Sablé, une station pilote de « désacidification » sera mise en place dès 1984 au Centre de conservation et de reproduction du livre. A Saint-Lizier, un projet d'installation de la phonothèque nationale est à l'étude.

3) S'agissant du fonctionnement, les crédits de la Bibliothèque nationale s'élevaient à 19,3 millions de francs en 1977, 20,9 millions de francs en 1978, 21 millions de francs en 1980 et 1981. Ils sont passés à 51 millions de francs en 1982 et à 64,6 millions de francs en 1983. Ils seront portés à 68,5 millions de francs en 1984.

Enfin, les effectifs étaient de 1 151 agents en 1977 et 1 200 en 1981. Ils s'établissent à 1 273 en 1983.

culture

La mort de Joan Miro

(Suite de la première page.)
C'était un homme très petit, timide, hermétique, dont la présence ne pesait pas plus que celle d'un oiseau ou de l'un de ces insectes à peine perceptibles qui circulent dans les plus profondes de la nature et dont il a composé son bestiaire familier. Le regard était sérieux, l'allure inquiète, étonnée, et jusqu'à la fin de sa vie son visage était demeuré celui d'un enfant réservé, mélancolique (et très malin). « Je suis, disait-il, d'un naturel tragique et taciturne. Je suis assez équilibré, mais tout me dégoûte : la vie me paraît absurde, je pense que tout va toujours tourner très mal. S'il y a quelque chose d'humoristique dans ma peinture, je ne l'ai pas cherché consciemment. »

L'humour ? Noir ou rose, il était peut-être le fonds de sa nature, plus encore que de celle de Klee, dont l'œuvre, romanesque à l'allemande, fait plutôt penser à une sorte d'idylle lyrique, pré-natal, avec les éléments. Mais la liberté que donne l'humour par rapport à l'ordre, à la raison supposée des apparences, Miro ne l'a pas acquise d'un coup, et il lui a fallu d'abord procéder à un inventaire minutieux, presque obsessionnel de la réalité. On a dit de Balzac qu'il ne s'est tellement intéressé au réel que pour s'en défaire, lui régler son compte, et se consacrer entièrement à la « recherche de l'absolu ». Une telle interprétation du réalisme est absurde à propos de Balzac, elle ne l'est pas dans le cas de Miro, comme on peut le voir à travers ses paysages de jeunesse et l'ensemble des tableaux peints à Montroig au début des années 20.

Le dialogue du caillou et de la comète
Miro, en somme, a été hyper-réaliste avant tout le monde, mais son obsession maniaque du détail débouche très vite sur une interprétation fantastique de la réalité et il est peu d'œuvres à notre époque plus efficacement hypnotiques que ses tableaux de 1923-1924, *Pastorale*, *Le Chasseur*, *Dialogue d'insectes*, *Carnaval*, *Arlequin* ou cette *Terre labourée* à propos de laquelle il écrit :

« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

Il a dit
« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

Il a dit
« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

Il a dit
« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

Il a dit
« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

Il a dit
« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

Il a dit
« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

Il a dit
« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

Il a dit
« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

Il a dit
« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ai jamais eu l'intention de développer un style abstrait. »
« Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je ressens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une table. »

« Prêter l'oreille à la musique qui anime des fleurs minuscules, des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. »
« Exprimer précisément toutes les dimensions d'or de notre âme... »
« Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. »
« J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, je non, jamais, mais j'ai été un type honnête, voilà (1977). »

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

lance énorme, comme dans ce noir absolu, pendant un vol nocturne, une ou deux lumières de paysans. Et il disait encore, après ce voyage en Hollande, d'où il a rapporté quelques-uns de ses chefs-d'œuvre, les fameux intérieurs hollandais : « J'ai été séduit par cette capacité

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstraites ou réduites à des signes, qui fut un des grands

Vers 1930, l'évolution de Miro est parvenue à son point d'équilibre, et si riches que devaient être pendant de longues années encore son invention thématique et ses trouvailles formelles, il ne nous paraît pas nécessaire de rappeler toutes les étapes du parcours. L'après-guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Biers » de 1940-1951 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'ont pas le poids, la sombre puissance de cet ensemble de toiles de 1933, elles aussi presque abstr

COMMUNICATION

APRÈS TROIS MOIS DE FORMULE TRANSITOIRE

« Les Nouvelles » ont trouvé leurs marques

Il y a trois mois, deux nouveaux hebdomadaires se lançaient : les *Nouvelles* (ex-*Estimoteur*), sous la direction de l'éditeur Jean-Pierre Ramsay, et *Magazine-hebdo* sous l'impulsion de M. Alain Lefèvre, le premier se déclarant ouvertement « de

gauche », le second « tranquillement de droite ». Or en sont-ils après leurs premiers cent jours ? M. Lefèvre a préféré « attendre la fin janvier 1984 pour faire le point de manière plus précise ». M. Ramsay a accepté de parler.

Le numéro des *Nouvelles* daté 22-23 décembre, est marqué, selon M. Ramsay, par le style quasi définitif du projet initial, celui de l'hebdomadaire dont il avait prévu le lancement pour février 1984. « Mais lorsque l'essai a été annoncé, au printemps 83, son intention de créer les *Nouvelles* littéraires, cela constituait un capital de départ non négligeable qui justifiait de bouleverser nos plans ». Ce qui explique cette évolution progressive « à dose homéopathique » des *Nouvelles* vers sa version définitive, évolution qui évitait le risque d'une suspension de parution pendant six mois.

Cette formule de rodage a permis de « positionner » l'hebdomadaire avec un minimum de moyens financiers (le budget de promotion a atteint 1 300 000 F) et d'amener sa diffusion dans la tranche des 70 000 à 80 000 exemplaires (dont 26 000 abonnés). « L'objectif que nous nous fixons, dit M. Jean-Pierre Ramsay, c'est 110 000-120 000 exemplaires à la fin de 1984, l'équilibre total devant être atteint l'année suivante, sur la base de 130 000-140 000 numéros vendus. Certaines choses ont déjà été faites : nous sommes allés à la rencontre des lecteurs des *Nouvelles* à un prix très bas, nous avons fait des sondages, nous avons fait des interviews, nous avons fait des interviews, nous avons fait des interviews... »

11 000, alors que certains, dans les mêmes conditions, ont vu leurs ventes ramonnées à moins du quart de leur numéro de lancement. Et n'oublions pas que le Point a mis deux ans à atteindre son niveau d'équilibre financier !

Ramsay à l'équipe rédactionnelle. « J'avais prévu qu'un certain nombre de journalistes des *Nouvelles* littéraires, sélectionnés par moi à l'origine, avaient rapidement quitté le navire (certains mêmes, tel Gilles Anquetil) à propos de son article consacré sur Raymond Aron, avec un réel écart ». « D'accord avec Tesson, qui possédait une rédaction pléthorique, j'avais gardé quatorze journalistes, étant entendu que la classe de conscience serait ouverte à ceux qui ne partageaient pas le projet d'hebdomadaire que j'entendais faire. C'est ainsi que six d'entre eux ont préféré partir. Huit sont restés et les *Nouvelles* comptent maintenant une équipe (permanente) plus pléthorique (régulière) de vingt-quatre membres (1) ».

« Quant à notre projet rédactionnel, il est simple. Considérant que la formule news magazine n'est plus adaptée - le citoyen est suffisamment informé par la radio, la télévision et les quotidiens sur l'actualité factuelle, il faut être plus sélectif, ne retenir que des sujets significatifs, mais en allant plus loin, en faisant du journalisme d'investigation. D'autre part, si les *Nouvelles* sont « globalement de gauche », elles ne sont pas obsédées par la

politique politicienne. C'est avant tout le projet culturel, artistique, de société, que représente la gauche que notre hebdo entend creuser et faire progresser ».

Si l'on en croit les apparences - on dresse des cloisons, on fixe des étagères et l'on refait les peintures dans les bureaux de petit immeuble calme de la rue Christiani - le directeur des *Nouvelles* est raisonnablement confiant en l'avenir. « Certes, nous ne sommes pas encore envahis par la publicité. Nous avions prévu 100 pages au démarrage, nous en aurons fait 200. Mais en 1984 il nous en faudra 400 ! D'autre part, nous venons de porter le capital des *Nouvelles* à 1 million de francs, grâce à de nouveaux apports. Mais nous n'avons fait appel à aucune banque pour cela, ce sont tous des actionnaires privés, qu'ils se nomment Max Théret ou Jean-Denis Bredin. Nous publierons d'ailleurs la liste complète des porteurs de parts de notre hebdo avant la fin du premier trimestre 1984 ».

Une manière comme une autre d'appliquer par anticipation la règle sur la transparence que cherche à imposer la nouvelle loi sur la presse...

CLAUDE DUREUX.

(1) M. Jean-François Held vient d'être nommé co-directeur de la rédaction, avec M. Jean-Pierre Ramsay.

FR3 Limousin-Poitou-Charentes : écran ouvert aux collaborations extérieures

De notre correspondant

Limoges. - A partir du 12 janvier prochain, la station régionale FR3 Limousin-Poitou-Charentes mettra en place sa nouvelle grille de programmes. Une nouvelle grille qui se traduira par un appel aussi large que possible aux collaborations extérieures.

« Les trois heures d'antenne que nous avons depuis le 5 septembre dernier nous permettent de faire des propositions d'achat et des commandes aux producteurs indépendants de la région », explique M. Bernard Mounier, le directeur de la station. Cet appel à l'extérieur apparaît comme une solution possible aux difficultés des stations régionales, dont le temps d'antenne a été multiplié par six (de trente-cinq minutes à trois heures quotidiennes) sans que les moyens en hommes et en matériel en soient pour autant étoffés. « Depuis septembre, nous avons reçu plus de quatre cents propositions d'émissions ; et nous avons pu stocker vingt heures de productions déjà réalisées ».

Certains de ces produits déjà réalisés ont été présentés en décembre, à Saint-Pierre-d'Oléron, par les responsables de la station régionale : les réalisations de la Maison de la culture de La Rochelle, du Centre de recherches et d'études audiovisuelles de La Rochelle, de l'association vidéo de Royan et d'Angoulême. Des coproductions sont d'autre part en cours de réalisation, pour lesquelles FR3 s'est associée avec le centre hospitalier universitaire de Limoges et les C.A.U.E. (comités d'architecture, d'urbanisme et d'environnement) de plu-

sieurs départements du Massif Central.

Enfin, pour étendre cette ouverture au domaine de l'information, la station régionale confiera des émissions d'actualité aux journalistes de la presse écrite régionale (le *Populaire du Centre*, la *Montagne*, l'*Echo du Centre*, en Limousin, *Sud-Ouest*, la *Charente libre*, *Centre-Press*, la *Nouvelle République*, le *Courrier de l'Ouest*, en Poitou-Charentes). Innovation qui constituera une exception notable dans la petite guerre que se livrent souvent dans les régions les médias audiovisuels et la presse écrite.

GEORGES CHATAIN.

UN MENSUEL DE GAUCHE : « RAISONS »

Un groupe d'intellectuels de gauche, réuni autour de MM. Louis Cordesse, peintre, et Robert Lévy, professeur de philosophie, lance un mensuel, *Raisons*, qui se propose de « provoquer les débats nécessaires à l'élaboration de la politique nouvelle (...), en amont comme en aval des décisions ». « Comment affirmer qu'il n'y a qu'une seule politique possible ? », demandait, dans l'édition du numéro 1 le comité de rédaction de *Raisons*. « Cela aussi, ajoute-t-il, fait partie du débat », lequel « vaut mieux que l'avertissement silencieux des urnes ».

Le numéro 2 de *Raisons* consacre plusieurs articles aux problèmes de l'immigration. Édité sur quarante pages, à quatre mille cinq cents exemplaires, *Raisons* bénéficie d'une avance de son imprimeur, le Centre méditerranéen de presse, qui imprime notamment le *Provençal* et le *Méditerranéen*, et dont M. Cordesse est l'un des actionnaires. *Raisons* est diffusé par les N.M.P.P.

4, rue de l'Eglise, 92170 Vanves.

Le numéro : 10 francs.

« Au *Figaro*, M. Robert Hersant a été réélu président du directoire, le 16 décembre, à l'issue de la réunion des membres du conseil de surveillance de la société de gestion du *Figaro* comprenant les représentants de la société propriétaire, ceux de l'équipe Pierre Brisson, du collège des journalistes et du collège des cadres. Ont été élus ou réélus, également à l'unanimité, MM. Jean Miot, directeur délégué, André Gillet, chef du service social (comme représentant de la rédaction), Christian Grimaldi et André Boussoum. M. Gillet succède à M. Marcel Gabilly, qui devient vice-président du conseil de surveillance ».

POUR FÊTER SON NUMÉRO 2 000

« La Vie » lance une grande campagne « Ensemble vaincre la peur »

L'hebdomadaire chrétien d'actualité *La Vie* (1) fête, le 28 décembre, la sortie de son deux-millème numéro. Fondé après la guerre, en 1945, par trois laïcs, Ella Sauvageot, Georges Hourdin, Joseph Follet, et deux dominicains, les Pères Boissolot et Gourbillon, *La Vie* catholique illustrée - devenue *La Vie* en 1976 lors de son passage à la vente en kiosque - est tirée à plus de quatre cent mille exemplaires et lue par près de deux millions de personnes, dont la grande majorité (85 %) en province.

Revue familiale d'inspiration chrétienne, *La Vie* - et c'est sans doute son originalité par rapport aux autres publications confessionnelles - est toujours soucieuse avant tout de traiter l'actualité, religieuse ou non. Ses rédacteurs en chef successifs, notamment Pierre Vilain, Jacques Duquesne et José de Broecker, journalistes professionnels, sont aussi des chrétiens convaincus.

Le succès de la revue a permis au groupe d'élargir son champ et de lancer d'autres publications : *Télérama*, l'*Actualité religieuse* dans le monde, *Croissance des jeunes nations*, *Prier*, *Amos*, etc. Outre les revues, les Publications de la Vie catholique ont des activités d'édition, de librairie et d'imprimerie : les éditions Desclee de Brouwer, une participation dans les éditions du Cerf et les éditions Cane, la librairie de la Procure et l'imprimerie Malesherbes photocopieuse, Presse informatique, etc.

Le deux-millème numéro de *La Vie* sera exceptionnel. Les cent soixante-huit pages comprendront un reportage sur les bidonvilles de Calcutta ; un sondage sur le thème : « Les Français connaissent-ils l'Evangile ? » ; une « table ronde » où cinq jeunes posent des questions à Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon, sur Dieu, la religion, l'Eglise ; des témoignages de lecteurs et de rédacteurs ; des récits qui retracent l'histoire de la revue ; un débat sur le futur avec le Père Hauri de Madelon, provincial des Jésuites, et le professeur Jean Bernard, président du comité d'éthique ; et le lancement d'une grande opération « Ensemble vaincre la peur », campagne à laquelle *La Vie* entend associer des personnalités connues.

Les Publications de la Vie catholique ne sont pas épargnées par la crise que connaît la presse en général. Elles sont peut-être aussi victimes du vent de réaction qui commence à souffler sur l'Eglise vingt ans après la grande libération du concile Vatican II, qu'elles ont aidé à faire connaître à un large public.

A. W.

(1) *La Vie*, hebdomadaire chrétien d'actualité, 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17, 7,50 F (abonnement d'un an : 330 F).

Lundi 26 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Changez de post en 30 minutes
60 centres en France
POT. 32.32
MIDAS

20 h 35 Film : Voyage au centre de la Terre. Film américain de H. Levin (1959), avec J. Mason, A. Dahl, P. Borge, D. Balazs. (Rediffusion.) Le roman de Jules Verne a été bien transformé, mais les décors souterrains donnent une forte impression de mystère.

VOYAGES EXTRAORDINAIRES
Jules Verne
42 F. le vol
éditions de l'AGORA

22 h 40 Extraits. Le cin d'œil consacré de Stéphane Collaro.
22 h 45 Ballet : Préludes.
22 h 45 Spectacle chorégraphique du Ballet du Rhin.
23 h 15 Divertissement : Est-ce ainsi que les hommes vivent ?
23 h 25 Journal.
23 h 40 Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

26 décembre Antenne 2 20h30
la tragédie de Carmen
UN FILM DE PETER BROOK
Une Grande Réalisation Discographique
la voix de son Maître
Bande originale du film de Peter Brook
comprenant le score intégral et de nombreuses prises de son (enregistrement professionnel)

20 h 35 Soirée Peter Brook : la Tragédie de Carmen. De P. Brook, mise en scène M. Benichou. D'après le livret de Bizet, P. Mérimée, Méliès et Halévy, dir. musicale M. Constant. Avec E. Sauron, V. Diez, J. Del, J. Rath (en liaison avec France-Musique). Une version dépouillée, magique, du chef-d'œuvre de Bizet. Elena Sauron est la plus énigmatique et la plus envoiement des trois Carmens.

Mardi 27 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Dix sur dix.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 La petite maison dans la prairie.
14 h 35 Destination Noël.
16 h Le village dans les nuages.
18 h 30 Bonjour les fêtes (à 18 h 30).

Retrouvez Sissi dans Elisabeth d'Autriche de Jean des Cars Perrin

16 h 40 Film : Sissi. Film autrichien de E. Marischka (1955), avec R. Schneider, C. Böhm, M. Schneider, G. Knuth, U. Franz. (Rediffusion.) Comment la jeune impératrice d'Autriche, fiancée à sa cousine Sissi de Wittelsbach, préfère à l'empereur, sa charmante et espiègle sœur, Elisabeth, dite « Sissi ». Des faits historiques transformés en conte bleu.
18 h 25 Livres divers, livres d'hiver.
18 h 45 Dessin animé.
18 h 55 7 heures moins 5.
19 h Météo.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : les petits drôles.
19 h 50 Regards feutrés.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Variétés : Salut les Mickey. Avec J. Birkin, M. Galarr, L. Voulzy, K. Cheryl.
21 h 40 Extraits.
21 h 45 Série : Ludwig... ou le crépuscule des dieux.
De Luciano Vinciguerra. Avec H. Berger, R. Schneider.
22 h 50 Documentaire : Gustave Doré. Réal. J. Frappat (prod. INA).
22 h 55 Divertissement : Est-ce ainsi que les hommes vivent ?
23 h 10 Journal.
23 h 25 Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.
12 h 5 Journal (à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Les amours romantiques.
14 h 50 Aujourd'hui la vie.
15 h 55 Film : Gustave Doré.
Film américain de G. Stevens (1939), avec C. Grant, V. McLaglen, D. Fairbank Jr., J. Jaffa, J. Fontaine. (N. Rediffusion.) Trois sous-officiers britanniques de l'armée des Indes luttent contre les Thugs avec l'aide d'un porteur d'eau indigène. Très mouvementé, bien joué, colonialiste.
16 h 50 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

22 h Document : Les secrets de Carmen. Film français de C. Pinoteau (1976), avec L. Vautour, J. Adami, A. Girardot, F. Porcin, J. Splinter. (Rediffusion.) Un quinquagénaire irascible gifle, au cours d'une dispute, sa fille adolescente qui voulait vivre sa vie. Elle se venge, il la recherche. Condié de meurs modernes.
22 h 45 Soirée en chansons : Ta da da. De P. Brook, avec la troupe lyrique qui interprétait la Tragédie de Carmen aux Bouffes du Nord.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

VOL EN DÉTRESSE
La survie d'un avion dans un grand ciel
800 MINUTES
Disponible dans tous les Vip Vidéo Clubs

20 h 35 Film : la Gifle. Film français de C. Pinoteau (1976), avec L. Vautour, J. Adami, A. Girardot, F. Porcin, J. Splinter. (Rediffusion.) Un quinquagénaire irascible gifle, au cours d'une dispute, sa fille adolescente qui voulait vivre sa vie. Elle se venge, il la recherche. Condié de meurs modernes.
22 h 15 Journal.
22 h 35 Magazine : Thalassa. Magazine de G. Pernoud. « Poudre d'escampette », un film de l'Ecole en bateau.
23 h 20 Amour, amour : le Mariage de Mademoiselle Agathe. Réal. C. Huppert. Avec M. Chevalier, V. Choquet. Caroline Huppert a écrit avec un mélange de couleurs acides et fraîches comme un sorbet, une histoire qui se passe en province : les efforts d'une jeune institutrice dédicée à retrouver l'ancien amour d'une vieille dame.
23 h 35 Musichub. Une saison d'opéra de Nicolai Gluck (2 parties).

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
17 h 30 Court métrage.
17 h 35 Télévision libre. (Le magazine des télématiques.)
18 h 5 Dessin animé : Ulysse 31.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Dessin animé : les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Info régionales.
19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

20 h Chant de Noël, de C. Dickens. Adapt. J. Rollin. Weiser, réal. B. Horowitz.
21 h L'autre scène, ou les vivants et les morts : les Evangiles apocryphes, avec F. Quéré et C. Mopsak.
22 h 30, Nuits magiques : Hani.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en simultané avec Antenne 2) : la Tragédie de Carmen, film de Peter Brook, d'après Bizet.
22 h Fréquence de nuit : feuilleton Handel-Hindemith.

20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 40 Film : la Ruée vers l'or. Film américain de C. Chaplin (1925). En 1898, Charlot, prospecteur solitaire, vient chercher de l'or en Alaska. A la fois burlesque et bouleversant d'émotion. On regrette la sonorisation et le commentaire ajoutés par Chaplin qui gâche un peu ce chef-d'œuvre muet.
22 h 00 Mardi cinéma spécial. Avec Valérie Malraux, Fanny Cottençon, Evelyne Bouix, Roy Verre, Mocha Melli.
23 h 15 Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 Film : les 65 jours de Pékin. Film américain de N. Ray (1963), avec C. Heston, G. Gardner, D. Niven, F. Robson, J. Ireland, H. Andrews. (Rediffusion.) En 1900, à Pékin, les fanatiques Boxers assègent les onze délégations étrangères. Au milieu des dangers, un major américain et une aviatrice russe vivent un bref amour.

23 h Journal.
23 h 20 Baranes flambees. Emission de V. Lamy.
23 h 30 Spectacle musical tropical.
23 h 45 Amour, amour : Sciences naturelles. Réal. N. Lénormand. Avec J. Joubert, V. Issa. Lucien, petit garçon d'une douzaine d'années, fasciné par la chevelure d'une vendeuse de chaussures, fait durer le plaisir.

0 h Prélude à la nuit. Musique traditionnelle d'Amérique indienne.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 30 Emissions pour la jeunesse.
17 h 30 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h Les petits papiers de Noël.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 Film : les 65 jours de Pékin. Film américain de N. Ray (1963), avec C. Heston, G. Gardner, D. Niven, F. Robson, J. Ireland, H. Andrews. (Rediffusion.) En 1900, à Pékin, les fanatiques Boxers assègent les onze délégations étrangères. Au milieu des dangers, un major américain et une aviatrice russe vivent un bref amour.

23 h Journal.
23 h 20 Baranes flambees. Emission de V. Lamy.
23 h 30 Spectacle musical tropical.
23 h 45 Amour, amour : Sciences naturelles. Réal. N. Lénormand. Avec J. Joubert, V. Issa. Lucien, petit garçon d'une douzaine d'années, fasciné par la chevelure d'une vendeuse de chaussures, fait durer le plaisir.

0 h Prélude à la nuit. Musique traditionnelle d'Amérique indienne.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Hier au cinéma : les Pirates de l'air. Film de Christian-Jaque.
18 h 55 Dessin animé : les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Info régionales.
19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Agora.
12 h 45 Passages.
14 h 5, Un livre, des voix : Correspondances (tome 17), la Contesse de Rudolstadt, de George Sand.
14 h 47, Les apures-midi de France-Culture : rubriques internationales (Albanais) : à 15 h 55, Micro hebdo : à 16 h 30, Reportage : une aéroplane, Orly-Sud.
18 h 30, Feuilleton : le Grand Décret.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : les fourmis et l'équilibre de la nature.
20 h, Dialogues : Qu'est-ce que connaître ? Qu'est-ce que croire ? avec le Père R. Bruckberger.
21 h 15, Musique : G.R.M. écoute, en radiorama.
22 h 30, Nuits magiques : Hani.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 45, Concert : œuvres de Maderua, Sinopoli, Berg, par H. Williams.
13 h 45, Concert : « Zoroastre », de Rameau.
17 h 5 Les reines de soleil : œuvres de Bizet, Thomas, Rossini.
18 h, Concert de jazz : le « All Stars », de Sam R.A.
19 h 5, Les grands disques de France.

20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium) : Quatuor de Haydn, « Quatuor serioso », de Beethoven, « La Jeune Fille et la Mort », de Schubert, par le Quatuor Amadeus.
22 h 30, Fréquence de nuit : feuilleton Handel-Hindemith : vers 23 h 10 : Jazz-chub.

décembre

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	85,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,65
IMMOBILIER	56,00	65,42
AUTOMOBILES	56,00	65,42
AGENDA	56,00	65,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

emploi régional

GRENOBLE

Société en forte croissance surtout à l'export (60% des ventes), recherche

TRESORIER

Rattaché directement au Directeur Financier, il aura à traiter :

- des problèmes de trésorerie à court et moyen terme,
- le suivi des emprunts,
- les couvertures de change,
- les échanges internationaux,
- le recouvrement clients.

Une expérience de trésorier dans une grande entreprise et du milieu bancaire est demandée.

Anglais indispensable.

Réf. 80603/A

CONTROLEUR DE GESTION

Intégré au contrôle financier, il prendra en charge :

- le contrôle des coûts,
- le suivi du plan de réduction des coûts,
- l'analyse de rentabilité.

Une expérience en entreprise anglo-saxonne est souhaitée. Anglais indispensable.

Réf. 80603/B

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN Implantation Internationale

Recherche pour REGION OUEST

INGENIEUR CALCUL

25 - 40 ans environ

Formation

- grande école souhaitée pour
- exécution Calculs Techniques (vibrations de torsion, suspensions élastiques, vibrations de structures etc.)
- Préparation, exécution et exploitation des mesures correspondantes.

HOMME SYSTEME ou INGENIEUR SYSTEME POUR UNIVAC 1100 61/E2

- 140 terminaux fonctionnant en temps réel sous DATA BASE
- Plusieurs années d'expérience sur 1100 nécessaires

PROGRAMMEURS ANALYSTES

Sur DPS 7 CII HB sous télétraitement

- Bonne connaissance GCOS/64 Cobol TDS - 64 - FORMS

PUPITREURS

Sur DPS 7 CII HB sous télétraitement

- Bonne connaissance GCOS - 64

Ecrire à H.A.P. Hall des petites annonces n° 952361

7X- 44040 NANTES Cedex

CENTRE D'ETUDES DE LANNION recherche

INGENIEUR LOGICIEL

débutant ou première expérience

INGENIEUR LOGICIEL

3 à 5 ans d'expérience

Connaissances protocoles T-D appréciées

intéressés par systèmes temps réel : Télécom. rurales, Transmission de données.

Adressez C.V. à T.R.T.

B.P. 340 - 22304 LANNION CEDEX

Société d'équipements automobile recherche pour principal établissement 100 km Nord de Paris

RESPONSABLE service entretien et travaux neufs

- Ingénieur mécanicien, électro-mécanicien ou équivalent.
- Quelques années d'expérience dans fonction similaire souhaitées.
- Age 30 ans environ.

Adressez C.V. et prétentions à N. 3578

PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire

75011 Paris qui transmettra.

FIDUCIAIRE DE FRANCE JURIDIQUE ET FISCALE

recherche pour faire face à son développement

à Paris

2^e Conseil fiscal expérimenté.

2^e Conseil fiscal débutant.

Entre Fiduciaire de FRANCE

juridique et fiscale, 780, boulevard de la République,

92440 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

5240 DUNKERQUE.

emploi international

(en déplacements 4 Outre-Mer)

Afrique de l'Ouest

CADRE COMPTABLE FINANCIER

DECS minimum - Disponible rapidement

Expérience Expatriation et Projets de Développement

Adressez lettre manuscrite - C.V. - prétentions :

N° 7281 Le Monde Pub. Annonces classées

5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

RESPONSABLE PRODUCTION

Lieu : NORD.

Formation : A-M. ou équival.

Langue : anglaise.

Age minimum 35 ans.

Expérience 10 ans avec 5 ans

poste de responsabilité. Pro-

duction Industrie Métallurgie.

Rémunération selon expérience.

Envoyer C.V. + photo sous réf.

3743 à DIVERSITE, 9, rue de

Data, 75008 PARIS qui trans-

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société française (6000 personnes, 2 milliards de F de CA) appartenant à un groupe international, leader dans le domaine de la conception et de la construction de matériels industriels pour le bâtiment, nous recherchons pour la région parisienne notre

RESPONSABLE CHANTIERS

Rattaché au Directeur de la région, il dirigera une équipe importante (170 personnes) avec comme objectif principal de gérer et coordonner cette équipe, optimiser son rendement, suivre ses opérations sur le plan technique et financier. Il veillera en particulier à la qualité des prestations et assurera une bonne liaison avec les clients.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une Grande École (Mines, Ponts, Centrale, A.M., T.P., etc.), âgé d'au moins 30 ans, ayant une première expérience des chantiers en particulier du gros œuvre (bâtiment, constructions métalliques, etc.).

Homme de terrain, il devra être un bon organisateur et négociateur capable d'autorité et de dialogue à la fois.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 83.50 M à EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantira la plus grande discrétion.

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

INSPECTEURS DU CADRE I.A.R.D.

Vous avez une expérience confirmée dans la technique, l'animation et dans un rôle de conseil en acquisition de clientèle.

Vous cherchez à développer vos responsabilités et à élargir vos domaines de compétences.

Un important Cabinet de Courtage (Parisien) recherche le concours de chargés de clientèle à différents niveaux.

Envoyer votre C.V. manuscrit et photo avec prétentions sous N° T 043683 M, à REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Discrétion assurée, une réponse vous sera donnée quelle que soit la décision prise vous concernant.

UN CHARGÉ DE MISSION

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent et posséder une expérience administrative, particulièrement dans le secteur sanitaire et social, ainsi que dans le domaine de l'animation.

Les lettres de candidature accompagnées d'un curriculum vitae sont à adresser à la :

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Service du Personnel
Bureau 205
124, rue Carnot
93007 BOBIGNY.

Centre info. recherche FORMATEUR (TRICIE) POLYVALENT (D) Secteur tertiaire
Ecr. C.V. 16, rue Antoine-Richard, 75002 Versailles.

Société Ingénierie et prestations de services recherche

1 JURISTE CONFIRMÉ

- Formation supérieure.
- 10 ans d'expérience.
- Parlant anglais.

Pour conseils en droit des affaires (contrats internationaux) et droit des Sociétés, gestion des polices d'assurances et du patrimoine immobilier.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions à : REGIE-PRESSE, sous N° T 043684 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

C.N.A.M.

LE CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

recrute pour participer aux applications de gestion

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Niveau BAC + 4, possédant une expérience professionnelle de 2 ans minimum.

Adressez les candidatures au Service du Personnel de C.N.A.M. 292, rue Saint-Martin 75003 PARIS.

A PROPOS DES COMPOSANTS PASSIFS

- Vous êtes convaincu que les composants électroniques joueront un rôle primordial dans l'électronique de demain.
- Vous aimeriez contribuer à une meilleure connaissance des composants en France.
- Vous avez une expérience dans l'utilisation des composants.
- Vous souhaitez l'élargir dans un contexte économique-industriel.

L'hebdomadaire « Electronique Actualités » recherche un jeune technicien supérieur ou ingénieur qui sera chargé de la rédaction des informations concernant le secteur des composants passifs.

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo à : EDITIONS DU SEUIL

Service commercial 27, rue Jacob, 75006 Paris.

LES ÉDITIONS DU SEUIL

recherche

REPRÉSENTANT (E)

pour secteur de province (région Ouest)

Expérience au livre nécessaire

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo à : EDITIONS DU SEUIL

Service commercial 27, rue Jacob, 75006 Paris.

L'informatique aux p.t.t. une carrière à votre dimension

LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES DU MINISTÈRE DES P.T.T. recrute sur concours :

- 50 PROGRAMMEURS
- 30 PUPITREURS

45 ans maximum - BAC H (ou équivalent) exigé.
Épreuves les 9, 10 Février 1984
Inscriptions reçues jusqu'au 6 Janvier 1984

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

PARIS
Direction des Postes de Paris
140, Bd du Montparnasse
75675 PARIS CEDEX 14

PROVINCE
Direction des Postes du Chef
lieu du Département

INFORMATIQUE P.T.T. INFORMATIQUE P.T.T. INFORMATIQUE P.T.T.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

En Italie

Le gouvernement veut stabiliser le déficit budgétaire

De notre correspondant

Rome. — C'est avec une rapidité peu habituelle que le Parlement italien a voté la loi de finances pour 1984, la première fois depuis 1978, d'avoir recours au traditionnel budget provisoire. Cette efficacité est à mettre à l'actif du nouveau gouvernement et des réformes des règlements intérieurs à la Chambre des députés, en particulier à l'adoption du principe d'une session budgétaire consacrée uniquement à adopter les mesures composant l'essentiel de la politique économique pour l'année à venir.

Dans les grandes lignes, les textes votés par les députés et par les sénateurs italiens sont très proches de ceux qui ont été présentés en octobre par le nouveau gouvernement à la présidence du conseil. Au premier rang des préoccupations avait été placée la lutte contre l'inflation, avec l'accent mis sur la nécessité d'une politique budgétaire rigoureuse. En même temps, le gouvernement souhaitait mettre en place une politique des revenus.

En 1983, il s'est agi de réduire le déficit public de 90 000 à 80 000 milliards de lire - un objectif en fait dépassé - et de rendre exécutables les mesures mises au point par le précédent gouvernement, mais que le Parlement n'avait pas eu le temps d'adopter avant les élections. Pour 1984, le cabinet Craxi propose de maintenir en valeur absolue le déficit de l'Etat au niveau de 1983, par une stabilisation des prélèvements et un freinage des dépenses. Pour y arriver, le gouvernement voudrait mener une politique des revenus fondée sur un accord entre partenaires sociaux en matière de lutte contre l'inflation et reposant en particulier sur les principes du « contrat social » passé le 22 janvier entre les syndicats et le patronat, qui tend à modifier les mécanismes d'indexation de l'échelle mobile des salaires.

La répartition des grandes masses budgétaires pour 1984 demeure en

gros celle qui était prévue dans le projet de loi de finances. S'agissant des recettes supplémentaires, il est prévu une augmentation de 30 % à 36 % de l'impôt sur les sociétés, ainsi que des cotisations sociales des travailleurs indépendants. Pour les dépenses, ont été retenues une modification des allocations familiales pour les personnes disposant de gros revenus, un réaménagement du mécanisme des pensions, un plafonnement des transferts de l'Etat au profit de la Caisse nationale des pensions (I.N.P.S.) et un freinage des dépenses de santé (nouvelle modification du ticket modérateur, contrôle accru sur la gestion des unités sanitaires locales, réduction des dépenses en médicaments).

L'efficacité qu'a démontrée le Parlement en votant le budget de 1984 n'a pas permis moins planifier quelques doutes sur la réalisation des objectifs fixés, particulièrement en ce qui concerne le déficit. Il semble notamment que les recettes aient été surestimées. En ce qui concerne les dépenses, les ressources affectées à la Sécurité sociale sont, semble-t-il, inférieures aux besoins. Récemment, d'ailleurs, un rapport du Fonds monétaire international soulignait que, « sans d'autres mesures correctives, l'objectif d'un déficit de 90 000 milliards de lire serait largement dépassé en 1984 ».

D'où les craintes manifestées par les républicains et rappelées en conseil des ministres par M. Spadolini, ministre de la défense. Certes, M. Craxi a donné des assurances. Il reste, comme le soulignait récemment l'ancien ministre du budget, M. La Malfa (républicain), que de nouvelles économies seront nécessaires. Etant données les difficultés politiques qu'elles susciteront, « il est à craindre », écrit M. La Malfa, « que la situation des finances publiques en 1984 ne soit bien différente de ce qui a été prévu par le programme de gouvernement ».

PHILIPPE PONS.

EN YOUGOSLAVIE

Les pouvoirs publics augmentent les prix de nombreux produits

Belgrade (A.F.P.). — Le gouvernement yougoslave a décidé, le 23 décembre, un important train de hausses des prix d'une série de produits énergétiques industriels et agricoles, ainsi que des services, assorti du blocage de tous les prix en date du 24 décembre pour une période de six mois. Ainsi, le prix du charbon est relevé de 22 %, celui de l'énergie électrique d'environ 23 %, tandis que le prix de l'essence augmente de 8 % à la sortie des raffineries et de 4,2 % au détail.

En outre, les prix des produits de nombreuses branches industrielles sont majorés : ceux de la métallurgie augmentent de 21 %; dans la chimie de base, les hausses de prix s'évaluent entre 5 % et 50 %, les engrais chimiques augmentant de 12,6 % et les détergents de 14 %; le cuir et le papier augmentent de 20 % à 25 %.

Les prix de l'huile de table et du sucre sont aussi relevés. Ceux du tabac et des cigarettes augmentent en moyenne de 29 %. Enfin, les tarifs ferroviaires intérieurs sont majorés de 25 % pour le transport des marchandises et de 10 % pour celui des voyageurs.

Ces hausses de prix ont été décidées, a précisé le vice-président du gouvernement yougoslave, M. Borislav Strebic, pour mettre un terme

aux « disparités » existant entre les prix, notamment ceux des produits de base et ceux des produits des industries de transformation. Pour sa part, le blocage des prix a été décrété, selon M. Strebic, pour « maintenir le niveau de vie et empêcher des effets inflationnistes », ainsi que pour « sauvegarder la compétitivité de l'économie yougoslave sur le marché mondial ».

M. Strebic a cependant convenu que ces mesures interviennent à « un moment très défavorable », alors que la Yougoslavie est confrontée à une très forte inflation (de l'ordre de 50 %). Selon les estimations officielles, ces nouvelles hausses de prix devraient entraîner une hausse de 3 % de l'indice des prix à la consommation et de 5 % de celui des prix industriels.

Ces augmentations sont assorties d'une baisse des taxes à la consommation touchant notamment l'essence, le sucre et le café. De plus, une décision concernant les hausses de loyers a été reportée à la fin du premier trimestre de 1984. Le gouvernement yougoslave avait déjà en recours au blocage des prix entre le 31 juillet 1982 et le 25 juillet 1983, mais n'avait pas réussi à juguler l'inflation.

L'Equateur consacrera le quart de son budget 1984 au service de sa dette extérieure

Près d'un quart du budget de l'Etat équatorien sera consacré en 1984 au paiement des intérêts et au remboursement de la dette extérieure, qui est estimée à près de 7 milliards de dollars (57 milliards de francs), dont 75 % de dette d'Etat.

Le projet de loi de finances pour l'exercice fiscal 1984 prévoit, sur dépenses totales de 2 115 millions de dollars, que 480 millions seront affectés au paiement des intérêts de la dette publique et au remboursement d'une petite part de la dette elle-même.

L'Equateur a obtenu récemment le rééchelonnement sur sept ans, à un intérêt de 2 1/2 % au-dessus du Libor (taux interbancaire pratiqué dans la City de Londres sur l'euro-dollar à six mois), de 2 002 millions de dollars de dettes publiques et privées échues en 1983. Les banques commerciales ont de plus donné, il y a une dizaine de jours, leur accord de principe pour le refinancement de la part des dettes extérieures équatoriennes venant à échéance au premier semestre 1984, 600 millions de dollars de ces dettes, dont 350 millions de dette publique, viennent à échéance en 1984, pour moitié au premier semestre.

Pour le refinancement des dettes à échéance du second semestre 1984, et l'obtention d'un nouveau prêt de 500 millions de dollars demandé par l'Equateur, les banques attendent que le gouvernement équatorien négocie un nouveau programme de stabilisation économique avec le comité de gestion du Fonds monétaire international (F.M.I.). — (A.F.P.).

En R.F.A.

L'EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE A DIMINUÉ EN NOVEMBRE

La balance commerciale ouest-allemande a enregistré en novembre un excédent de 3,3 milliards de deutschemarks, en baisse par rapport au résultat d'octobre (4,2 milliards de deutschemarks), indique l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. En novembre 1982, elle avait été excédentaire de 4,9 milliards de deutschemarks.

Les exportations ont totalisé 38,75 milliards (+ 3,1 % par rapport à octobre) et les importations 35,45 milliards (+ 6,1 %). De son côté, la balance des paiements courants a enregistré un léger excédent de 0,6 milliard de deutschemarks, contre 2,9 milliards en octobre et 4,6 milliards en novembre 1982.

Au cours des onze premiers mois de 1983, la balance commerciale a enregistré un excédent de 37,9 milliards de deutschemarks, en baisse par rapport à la même période de 1982 (44,8 milliards de deutschemarks).

Aux Philippines

LE PRÉSIDENT MARCOS REFUSE LA DÉMISSION DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE

Manille (A.F.P.). — Le président Ferdinand Marcos a refusé la démission du gouverneur de la Banque centrale des Philippines et accusé des intérêts étrangers de chercher à discréditer les responsables philippins chargés des négociations sur la dette extérieure du pays, a révélé samedi le journal *Metro-Manila Times*.

M. Jaime Laya avait envoyé une lettre de démission au président Marcos après que l'édition asiatique du *Wall Street Journal* eut révélé, lundi dernier, que la Banque centrale avait gonflé ses réserves de change d'environ 600 millions de dollars (*Le Monde* du 23 décembre 1983).

SOMBRE NOËL POUR LES PORTUGAIS

Lisbonne (A.F.P.). — Quelques dizaines de milliers de personnes ont participé, le 23 décembre, dans vingt-cinq villes du Portugal, à des « veillées de Noël » organisées par le Comité national général des travailleurs portugais (C.G.T.P.), pour protester contre les retards de paiement des salaires. Selon le C.G.T.P., principale centrale syndicale portugaise, de tendance communiste, cent trente mille salariés de quatre cent dix-sept entreprises portugaises subissent actuellement de tels retards qui, dans certains cas, atteignent un an.

Dans la région de Lisbonne, les salariés dus à environ trente mille travailleurs assignés selon le comité syndical, plus de 2 milliards d'escudos (125 millions de francs). Dans la capitale portugaise, quelques milliers de manifestants s'étaient rassemblés dans la soirée de vendredi devant la résidence officielle du premier ministre, M. Mario Soares, après avoir parcouru les rues de la ville en portant des torches et des drapeaux noirs. Ils ont également scandé des mots d'ordre contre la politique économique d'austérité mise en place notamment à la suite des récents accords signés par le gouvernement avec le Fonds monétaire international.

« Détérioration de 0,57 % du taux de change de la peseta de Catalogne », a-t-il annoncé. Selon le communiqué, la dévaluation de 0,57 % se matérialise, avec effet immédiat, en passant de 3,48 rials pour 1 dollar à 3,50 rials. Cette dévaluation, la quatrième depuis le début de 1983, a été rendue nécessaire par la hausse du dollar ces dernières semaines. La Guinée-Bissau a dévalué sa monnaie de 50 %, le cours officiel de son peso passant à 80 pesos pour 1 dollar, contre 40 pesos précédemment. Selon un communiqué officiel du président guinéen, M. Bernardo Vieira, la dévaluation a été rendue nécessaire pour « éliminer un taux de change faussant la position de la balance des paiements et créer des conditions favorables au développement de l'économie » du pays.

ÉCHEC DE LA GRÈVE DU MÉTRO PARISIEN

Malgré le mot d'ordre des syndicats C.F.T.C., C.F.T.C. et autres de la R.A.T.P. — qui avaient appelé leurs adhérents à un débrayage de vingt-quatre heures le 26 décembre, la grève du métro et des bus de Noël a été un échec. Le trafic a eu en effet pratiquement aucune perturbation, contrairement aux craintes exprimées par la direction. Le mouvement avait été lancé initialement par le Syndicat indépendant de la R.A.T.P., qui se représente que 5 % des voix aux dernières élections professionnelles.

CORRESPONDANCE

A PROPOS D'« AFFAIRES AFRICAINES »

M. Doumeng brise le quasi-monopole des multinationales, vecteurs du néocolonialisme écrit le secrétaire général de l'UCASO

A la suite de la publication de notre série « Le système Doumeng » (*Le Monde* des 15, 16 et 17 décembre), et notamment du troisième article, M. Emile Rouch, secrétaire général de l'UCASO (*Union des Coopératives agricoles du Sud-Ouest*), apporte une contribution au débat sur le développement en Afrique dont nous publions ici des extraits.

Tout d'abord, concernant le complexe avicole de Pointe-Noire, quelques précisions techniques économiques. La production envisagée — environ 1 700 000 poulets par 2 550 tonnes et non 25 500 tonnes — correspond à moins de deux poulets par habitant et par an en comptant que la population urbaine. Je crois que le marché est loin d'être saturé (1) si on se réfère aux besoins en protéines de la population, protéines dont la viande de poulet constitue une des sources les plus économiques (...).

Mais ce qui compte, avant tout, ce sont les objectifs du gouvernement congolais définis par le ministre de l'Agriculture, M. Moumbeba le 10 août 1983, jour de l'inauguration de ce complexe avicole. Ces objectifs sont de trois ordres :

- La République populaire du Congo doit se donner les moyens de son indépendance alimentaire;
- Après une période de transition permettant la formation sur le tas des travailleurs congolais — ouvriers, employés et cadres, — ce sont eux qui prendront en main le fonctionnement de ces installations, et leur expérience servira dans d'autres domaines;
- Enfin, ce complexe doit contribuer au développement de la production paysanne de la région où il est installé : en fournissant aux éleveurs individuels des poussins d'un jour, des compléments alimentaires, en suscitant la culture de maïs pour approvisionner l'usine.

Quant à l'abattoir de Bujumbura, votre analyse est un peu rapide. Dans le Burundi existe un potentiel de juments bovines qui, engraisés plus rationnellement, permettraient une production de viande bovine plus importante. On ne peut pas critiquer aussi légèrement un gouvernement qui envisage de construire un abattoir.

SOCIAL

CHEZ TALBOT : JOURNÉE D'ACTION C.G.T. LE 28 DÉCEMBRE

Une centaine de travailleurs immigrés ont participé, le dimanche 25 décembre, dans le cadre, au « réveil » organisé par la C.G.T. dans l'usine de Talbot de Poissy (Yvelines). Au menu : concours et méchonn, autour d'un petit arbre de Noël offert par des militants cégétistes français. Au total, près de 100 salariés, quelque deux cents pour le coupé Talbot, ont participé à la manifestation, dans la salle de réunion, alors que l'entreprise est totalement fermée, pour cause de manque de personnel, jusqu'à 2 janvier.

Par ailleurs, après la C.F.D.T., la C.G.T. a décidé d'organiser à son tour une journée d'action le mercredi 28 décembre, au niveau de son union régionale d'Ile-de-France, pour exprimer au sein des travailleurs de Talbot et pour dénoncer « l'ouverture de véhicules négociés » après l'assassinat de 1983 illicite.

Cette « journée de lutte et de solidarité » sera marquée essentiellement par des distributions de tracts et par l'envoi de délégations au siège de Peugeot à Soisy. Parmi les responsables C.G.T., on souhaite expliquer la convocation, en début de semaine, d'une réunion tripartite direction-syndicats-pouvoirs publics.

ÉCHEC DE LA GRÈVE DU MÉTRO PARISIEN

Malgré le mot d'ordre des syndicats C.F.T.C., C.F.T.C. et autres de la R.A.T.P. — qui avaient appelé leurs adhérents à un débrayage de vingt-quatre heures le 26 décembre, la grève du métro et des bus de Noël a été un échec. Le trafic a eu en effet pratiquement aucune perturbation, contrairement aux craintes exprimées par la direction. Le mouvement avait été lancé initialement par le Syndicat indépendant de la R.A.T.P., qui se représente que 5 % des voix aux dernières élections professionnelles.

AFAIRES

Les suites de l'

Le 26 décembre, pour les suites de l'opération, les forces armées ont poursuivi leur action dans la région de Pointe-Noire. Les combats ont été particulièrement violents dans la zone de la ville de Pointe-Noire, où les forces armées ont subi de lourdes pertes. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

LE RAP

Le 26 décembre, pour les suites de l'opération, les forces armées ont poursuivi leur action dans la région de Pointe-Noire. Les combats ont été particulièrement violents dans la zone de la ville de Pointe-Noire, où les forces armées ont subi de lourdes pertes. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire. Les forces armées ont également subi de lourdes pertes dans la zone de la ville de Pointe-Noire.

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

VILLE BANLIERE SUD (+ 40.000 habitants) RECRUTE PAR VOIE DE MUTATION
1 DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS
Responsable des secteurs : Culturel, animation
Emploi accessible uniquement aux attachés communautaires (sans condition d'ancienneté)
a) aux attachés de Mairie de + de 5.000 habitants ayant au moins 2 ans d'ancienneté dans la grade.
b) aux attachés généraux adjoints, ayant au moins 2 ans d'ancienneté.
c) aux chefs de bureau adjoints dans la grade d'attaché communal et qui comptent au moins 2 ans d'ancienneté au grade de régence ou au grade de chef de bureau adjoint.
Ecr. s/r 7288 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Recherche emploi Administrateur (travail de nuit, BAF, Annuaire au cours du stage de formation professionnelle) et/ou secrétaire de la Mairie, expérimentée, compétente par la ville de COGNAC-ESSONNES et les C.F.A.
Téléphone : 488-27-89
M.J.C. de Cognac-Essonnes qui transmettra.
Importante société recherche **ANALYSTE-PROGRAMMEUR** (1983-84 et 85) — formation DUT ou équivalent — connaissances RPG et COBOL — 5 années minimum d'expérience dans des applications de gestion. — lieu de travail : PARIS.
Adressez lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous référence 4187 à L.T.P., 31, bd. Bonne-Nouvelle, 75003 Paris, Cedex 02 qui transmettra.

BANK LEUMI (LE-ISRAËL) S.A. recherche pour son Siège 30, bd des Italiens 75009 PARIS ainsi que pour son Agence 13, rue de Mulhouse 75002 PARIS **CAISSIERS (ERES)** Jeunes avec BAC, 2-3 années d'expérience de caissier/dynamiques, avec BAC, sans expérience, pour formation bancaire, gestion commerciale. Envoyer C.V. + photo.

LE PÉROU ? CAUSE RÉCESSION BAT. ARCHITECTE-URBA. 48 ans RECH. AUTRE ACTIVITÉ. Ecr. s/r 2588 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
H. 38 ans, maitr. droit privé, ch. empl. chef de bureau entré. BOUCHENAC 80, av. P.-Doumer, Paris-16.
Jh. 23 ans, th. présentation, dégr. obl. mil., perm. de cond., ch. empl. temps part. le pré. dir. dom. lettres, arts, spectacles, hor. ind. inf. Ecr. prof. admin. gestion, compt. de 2 ans dans maison d'édition. Tél. 807-01-89.
H. 57 ans ch. travaux compt. bil. déclarations sociales, fiscales, m. à jour. Temps part. quelques heures par sem. Tél. : 328-83-81.

Association conventionnée enfance handicapée, recherche ANIMATEUR(A)S pour travail quartier. Envoyer C.V. 16, rue Antoine-Richard, 75005 Paris.
INFORMATIS-TELECOM PARIS-PROVINCE Pour d'importants projets TELECOM 1. VIDEOTEX de systèmes de réseaux de télécom au niveau national.
Ingénieurs-Système Bonne expérience en logiciel des transmissions par paquets. L'expérience des protocoles HDLC, X25, SNA, TRANSPAC est appréciée.
Ingénieurs-Systèmes PROCESSUS INDUSTRIELS SOLAR-MITRA-POP-MICRO
Ingénieurs-Téléphone AYANT BONNE EXPERIENCE EN TELEPHONE TEMPORELLE. Projets exceptionnels par leurs
26, rue Daubenton, 5^e Tél : 327-88-22.
L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (LM) P.P. 291.09 PARIS.
Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) P.P. 291.09 PARIS.
Adressez lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous référence 4187 à L.T.P., 31, bd. Bonne-Nouvelle, 75003 Paris, Cedex 02 qui transmettra.

BANK LEUMI (LE-ISRAËL) S.A. recherche pour son Siège 30, bd des Italiens 75009 PARIS ainsi que pour son Agence 13, rue de Mulhouse 75002 PARIS **CAISSIERS (ERES)** Jeunes avec BAC, 2-3 années d'expérience de caissier/dynamiques, avec BAC, sans expérience, pour formation bancaire, gestion commerciale. Envoyer C.V. + photo.

L'immobilier

appartements ventes

16^e arrdt
M^e EXELMANS
Dens bon imm. stand. de 42. sec. s/rue beau P. de 73 m². 796.000. S.M.A. 355-06-40.

17^e arrdt
4 PIÈCES, 85 m²
M^e Brochet, 12, ch. 526.000 F. Immo Mercadet. 282-01-82.

18^e arrdt
MOULIN DE LA GALETTE
Avenue Juvot. Logement à louer. 240 m² env. 200.000 F. 244-71-93, mardi à part. 10 h.

appartements achats
Recherche 1 à 3 pièces Paris préférence rive gauche avec ou sans travaux. Frais compteur chez notaire. 873-20-87 même le soir.

locations non meublées offres
Paris
Les Particuliers ont des nombreuses locations garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES Tél. : 256-58-46.

locations non meublées demandes
Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Paris
LOCATION DEMANDEE POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE PETROLES rech. app. 2 à 8 pers ou villa toutes catégories pour loger personnel et cadres 803-57-00 poste 12.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. VUES ET REVUES, par Yves Fassin : L'U : Comment peut-on être opposant ? de Jean Charbonnel ; Lettres au Monde.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT

Après la rencontre Arafat-Moubarak, Israël n'entend pas renouer ses relations avec Washington et Le Caire.

4. EUROPE

POLOGNE : un syndicat entre deux chaises.

5. ASIE

AMÉRIQUES

BRESIL : l'opposition s'efforce d'imposer l'élection du prochain président au suffrage universel.

POLITIQUE

6. Le projet de loi sur la presse : la majorité voudrait parvenir à un accord avec le gouvernement avant la reprise du débat en commission.

POINT DE VUE : Pour l'égalité et la dignité, par Michel Charzat.

SOCIÉTÉ

7. La célébration de Noël.

Au tribunal de Paris : un gendre balteux.

SPORTS

8. Les archives sportives de 1983.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

9 à 13. L'activité économique en 1983.

CULTURE

14. MUSIQUE : Lohengrin à Marseille.

15. COMMUNICATION : les Nouvelles ont trouvé leurs marques.

ÉCONOMIE

18. ÉTRANGER : le gouvernement italien veut stabiliser le déficit budgétaire.

19. Les suites de la polémique sur les recherches infructueuses d'Elf-Aquitaine.

RADIO-TELEVISION (16) INFORMATIONS

Météorologie : Météo croisée.

Annuaire classé (17-18) ; Carnet (9) ; Programmes des spectacles (15) ; Marchés financiers (19).

En U.R.S.S.

VERRA-T-ON M. ANDROPOV A L'OUVREURE DE LA SESSION DU SOVIET SUPREME ?

M. Andropov, invisible depuis le 18 août, réapparaîtra-t-il cette semaine ? Il devrait, en principe, assister au plénum du comité central du parti qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sont publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis, on peut s'attendre à ce que le plénum du parti, qui doit s'ouvrir le lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoquée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y ont pas accès. Selon les comptes rendus de la presse officielle perméable, on se souvient, toutefois, que la presse soviétique a eu, dans le passé, travers des formes ambiguës lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejnev et guettait son apparition.

SELON RADIO-CONAKRY

Un deuxième séisme en trois jours aurait eu lieu en Guinée

Selon des informations diffusées par Radio-Conakry captées à Dakar, un nouveau tremblement de terre se serait produit, le samedi 24 décembre à 23 h 30 (heure locale), dans le nord-ouest de la Guinée, qui avait déjà été très éprouvé par le séisme du 22 décembre. On aurait dénombré 143 morts et 200 blessés. Ce deuxième tremblement de terre aurait détruit presque complètement la ville de Koundia et cinq villages voisins, proches de la frontière Guinée-Bissau. Koundia est à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Conakry, localité près de laquelle s'est produit le séisme du 22 décembre.

Il faut toutefois s'interroger sur la violence de ce deuxième tremblement de terre : le réseau du Centre sismologique euro-méditerranéen de Strasbourg n'a rien enregistré aux environs de l'épicentre indiqué par Radio-Conakry, alors que le séisme du 22 décembre de magnitude 6,3 avait déclenché les alarmes. Quatre jours après le séisme du 22 décembre, on a décompté 300 morts, 200 disparus, 150 blessés et des milliers de sans-abri.

Des secouristes français bénévoles appartenant à l'Action d'urgence internationale (A.U.I.) est partie ce 26 décembre pour la Guinée, une deuxième équipe d'A.U.I. pourrait suivre la première le 28 décembre. Deux avions, malien et marocain, transportant du personnel médical, des secouristes, des médicaments et des vivres sont arrivés le 25 décembre à Conakry, la capitale guinéenne. L'acheminement des secours est rendu très difficile par le mauvais état des pistes et le caractère montagneux de la région affectée par les secouristes.

Deux sismologues de l'Office de recherches scientifiques et technique outre-mer (O.R.S.T.) et un de l'Institut de physique du globe de Paris installent en Guinée, dès que possible, un réseau temporaire de six ou huit sismographes portatifs dans les environs de l'épicentre du séisme du 22 décembre. Ainsi pourront-ils étudier les répliques qui suivent toujours une secousse importante, et peut-être comprendre ce tremblement de terre totalement inattendu et encore inexpliqué.

* Action d'urgence internationale (A.U.I.), 10, rue Félix Ziem, 75018 Paris, C.C.P. 688-700 T Paris.

● Le Secours populaire français reçoit les dons pour les sinistrés de la Guinée à son adresse : 9, rue Froissart, 75003 Paris (C.C.P. 654-37 H Paris. Préciser : « Guinée »).

FACE A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

Les armateurs français ne s'estiment pas assez aidés par l'Etat

Les échanges maritimes mondiaux ont diminué de 7,5 % en 1982. En trois ans, le recul atteint ainsi 17 %. Pour la première fois depuis les années 30, le nombre et le tonnage des bateaux en service tend, depuis quelques mois, à diminuer. Plus significatif encore, le tonnage désarmé a dépassé pour la première fois 100 millions de tonnes de port en lourd (soit 15 % de la flotte en service), ce qui n'empêche pas la surcapacité de demeurer considérable : 175 millions de tonnes pour les pétroliers (sur une flotte de 292 millions de tonnes), 45 millions de tonnes pour les transporteurs de marchandises sèches en vrac (charbon, grains...).

La flotte française subit, comme les autres, cette crise. Mais s'y ajoute pour elle un certain nombre de « points préoccupants » qu'a évoqués, le 21 décembre, M. Georges Thebaud, président du Comité central des armateurs de France (C.C.A.F.), en présentant le bilan annuel de ce secteur. Ces préoccupations sont au nombre de sept : l'augmentation des charges salariales (+ 10,8 % en 1983), qui rend la compétition difficile pour le pavillon français ; les mouvements de grève, notamment à propos des retraites, qui mettent les entreprises « en situation d'otages » ; l'accumulation des conflits sociaux dans les ports, préjudiciables à l'armement français ; les « obstacles bureaucratiques », qui freinent notamment la rationalisation de l'exploitation des navires ; les risques de l'application de la loi d'orientation des transports intérieurs au pré et au postacheminement terrestre des marchandises ; les « problèmes dramatiques » de la construction navale, qui ont tendance à « occulter les problèmes propres à l'armement » ; enfin, l'environnement international, qui intensifie les « agressions commerciales plus ou moins déloyales ».

Enfin, ils demandent un consensus des diverses parties intéressées - pouvoirs publics, personnels, armateurs - sur la définition de « stratégies d'avenir ».

« Nous serons plus que jamais confrontés à une concurrence très vive qui nous contraindra à un degré de compétitivité égal, sinon supérieur aux autres, pour assurer notre avenir », avertit M. Thebaud. Celui-ci ne peut être garant que si les décisions « qu'elles touchent aux investissements ou à l'amélioration de la productivité » sont proposées, décidées et mises en œuvre par tous.

Concorde « cannibale »

Trois des sept superconcorde Concorde utilisés par Air France servent, en réalité, de stock de pièces de rechange pour les appareils chargés d'assurer la ligne Paris-New-York. La compagnie nationale affirme avoir pris cette décision de « cannibaliser », ou de désassembler, les Concorde en prélevant les pièces nécessaires dans un Concorde dans un souci d'optimiser la gestion de la flotte.

Dans l'industrie aéronautique, il est fréquent, lorsqu'un avion n'est plus produit en série comme c'est le cas de Concorde, de prendre sur des avions de réserve les pièces manquantes ou bon service régulier du reste de la flotte. Air France a estimé qu'il était plus économique de prélever des pièces sur des exemplaires non utilisés que d'en commander de nouvelles, en raison de leur coût à l'unité, prohibatif puisqu'elles sont faites sur mesure.

Dans des Concorde ainsi désassemblés sont actuellement la direction du matériel de la compagnie et le troisième dans un hangar de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Après avoir enregistré en 1982 un déficit de 117,4 millions de francs (dont 108 pris en charge par l'Etat), Concorde, qui n'assure plus qu'un vol quotidien entre Paris et New-York et des vols à la demande (charters), devrait dégager en 1983 un très léger bénéfice d'exploitation. Le gouvernement français a annoncé, en août, la continuation en 1984 de l'exploitation de l'avion.

● La guerre du Golfe - L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, l'Iran d'attaquer les objectifs qu'il choisira à l'intérieur du territoire iranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens.

Selon Bagdad, les Irakiens ont bombardé samedi la ville frontalière de Khaniqin. D'autre part, d'après l'agence iranienne Iran, des missiles irakiens à longue portée ont touché, dimanche, la ville de Majid-Soleiman, au sud du pays, tuant dix-huit personnes et en blessant quatre-vingt-deux autres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

● La guerre du Golfe - L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, l'Iran d'attaquer les objectifs qu'il choisira à l'intérieur du territoire iranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens.

Selon Bagdad, les Irakiens ont bombardé samedi la ville frontalière de Khaniqin. D'autre part, d'après l'agence iranienne Iran, des missiles irakiens à longue portée ont touché, dimanche, la ville de Majid-Soleiman, au sud du pays, tuant dix-huit personnes et en blessant quatre-vingt-deux autres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

● La guerre du Golfe - L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, l'Iran d'attaquer les objectifs qu'il choisira à l'intérieur du territoire iranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens.

Selon Bagdad, les Irakiens ont bombardé samedi la ville frontalière de Khaniqin. D'autre part, d'après l'agence iranienne Iran, des missiles irakiens à longue portée ont touché, dimanche, la ville de Majid-Soleiman, au sud du pays, tuant dix-huit personnes et en blessant quatre-vingt-deux autres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

● La guerre du Golfe - L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, l'Iran d'attaquer les objectifs qu'il choisira à l'intérieur du territoire iranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens.

Selon Bagdad, les Irakiens ont bombardé samedi la ville frontalière de Khaniqin. D'autre part, d'après l'agence iranienne Iran, des missiles irakiens à longue portée ont touché, dimanche, la ville de Majid-Soleiman, au sud du pays, tuant dix-huit personnes et en blessant quatre-vingt-deux autres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

● La guerre du Golfe - L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, l'Iran d'attaquer les objectifs qu'il choisira à l'intérieur du territoire iranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens.

Selon Bagdad, les Irakiens ont bombardé samedi la ville frontalière de Khaniqin. D'autre part, d'après l'agence iranienne Iran, des missiles irakiens à longue portée ont touché, dimanche, la ville de Majid-Soleiman, au sud du pays, tuant dix-huit personnes et en blessant quatre-vingt-deux autres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

● La guerre du Golfe - L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, l'Iran d'attaquer les objectifs qu'il choisira à l'intérieur du territoire iranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens.

Selon Bagdad, les Irakiens ont bombardé samedi la ville frontalière de Khaniqin. D'autre part, d'après l'agence iranienne Iran, des missiles irakiens à longue portée ont touché, dimanche, la ville de Majid-Soleiman, au sud du pays, tuant dix-huit personnes et en blessant quatre-vingt-deux autres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

● La guerre du Golfe - L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, l'Iran d'attaquer les objectifs qu'il choisira à l'intérieur du territoire iranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens.

Selon Bagdad, les Irakiens ont bombardé samedi la ville frontalière de Khaniqin. D'autre part, d'après l'agence iranienne Iran, des missiles irakiens à longue portée ont touché, dimanche, la ville de Majid-Soleiman, au sud du pays, tuant dix-huit personnes et en blessant quatre-vingt-deux autres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

● La guerre du Golfe - L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, l'Iran d'attaquer les objectifs qu'il choisira à l'intérieur du territoire iranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens.

Selon Bagdad, les Irakiens ont bombardé samedi la ville frontalière de Khaniqin. D'autre part, d'après l'agence iranienne Iran, des missiles irakiens à longue portée ont touché, dimanche, la ville de Majid-Soleiman, au sud du pays, tuant dix-huit personnes et en blessant quatre-vingt-deux autres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

● La guerre du Golfe - L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, l'Iran d'attaquer les objectifs qu'il choisira à l'intérieur du territoire iranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens.

LE BRÉSIL A MENÉ A BIEN LA RENÉGOCIATION DE SA DETTE EXTERIEURE POUR 1984

Sao-Paulo (A.F.P.). — Le ministre brésilien des finances, M. Ernesto Geisel, a affirmé dimanche 25 décembre que le Brésil avait mené à bien la renégociation de sa dette extérieure venant à échéance en 1984 et allait renégocier l'an prochain les tranches 1985 et 1986.

Dans un entretien exclusif accordé au quotidien O Estado de Sao-Paulo, M. Geisel a ajouté qu'il n'est pas possible de réaliser une renégociation globale de l'ensemble de la dette du pays, estimée à 95 milliards de dollars, ou même de mener une négociation de gouvernement à gouvernement.

Le ministre a, en outre, estimé que « le Brésil n'a pas d'autre alternative que de payer sa dette extérieure en augmentant le solde bénéficiaire de sa balance commerciale ou de cesser de rembourser ses emprunts », et « le Brésil veut payer sa dette ».

Selon le ministre, le Brésil parviendra, dans un délai de trois ou quatre ans, à réduire sa dépendance financière et pétrolière vis-à-vis de l'extérieur, et « disposera, de ce fait, d'une plus grande indépendance dans la conduite de sa politique extérieure ».

ANCIEN GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE ET PRÉSIDENT DE PARIBAS

M. EMMANUEL MONICK EST MORT

Une illustre figure de l'establishment

Avec M. Emmanuel Monick disparaît l'une des figures communes de l'establishment financier de l'immédiat après-guerre. Né en 1893 au Mans, M. Monick avait suivi la « voie royale » qui conduisit le plus souvent aux destin